

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

15 OCTOBRE 1996

Questions  
et  
Réponses

Questions et Réponses — Sénat  
Session de 1996-1997

Vragen en Antwoorden — Senaat  
Zitting 1996-1997

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1996-1997

15 OKTOBER 1996

Vragen  
en  
Antwoorden

**SOMMAIRE****INHOUD**

Un sommaire par objet est reproduit <i>in fine</i> du bulletin		<i>In fine</i> van het bulletin is een zaakregister afgedrukt
Premier ministre	1397	Eerste minister
Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications	—	Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecomunicatie
Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur	1399	Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken
Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur	1402	Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel
Vice-Premier ministre et ministre du Budget	1415	Vice-Eerste minister en minister van Begroting
Ministre de la Politique scientifique	—	Minister van Wetenschapsbeleid
Ministre de la Santé publique et des Pensions	—	Minister van Volksgezondheid en Pensioenen
Ministre des Affaires étrangères	1415	Minister van Buitenlandse Zaken
Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes	1418	Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen
Ministre des Affaires sociales	—	Minister van Sociale Zaken
Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises	1419	Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
Ministre des Transports	—	Minister van Vervoer
Ministre de la Justice	1422	Minister van Justitie
Ministre de la Fonction publique	1428	Minister van Ambtenarenzaken
Ministre de la Défense nationale	1430	Minister van Landsverdediging
Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre	—	Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister
Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement, adjoint au ministre de la Santé publique	—	Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid

## Questions auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai réglementaire (Art. 66 du règlement du Sénat)

## Vragen waarop niet werd geantwoord binnen de tijd bepaald door het reglement (Art. 66 van het reglement van de Senaat)

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

### Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications

#### Économie

##### Question n° 79 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

##### *Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie.*

Depuis que la guerre civile a officiellement pris fin en ex-Yougoslavie, on constate, selon la gendarmerie, un net accroissement du nombre d'armes provenant de cette région. Les armes sont probablement acheminées en fraude par la Tchéquie, pour être revendues dans notre pays. Il est de plus en plus question, dans les actualités, d'attaques commises à l'aide d'armes provenant des anciens pays du bloc de l'Est et, en particulier, d'ex-Yougoslavie.

L'honorable ministre est-il au courant de ce trafic d'armes ? Quelles mesures envisage-t-il de prendre pour lutter contre ce trafic, qui va croissant ? Va-t-il se concerter avec les pays voisins concernant ce problème et demander que des mesures soient prises au niveau européen ?

##### Question n° 80 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

##### *Usine d'armement. — FN-Herstal. — Arabie saoudite. — Falsification de documents.*

J'apprends par les médias que l'usine d'armement liégeoise FN-Herstal s'est prêtée à une falsification de documents dans le but de permettre l'exportation vers l'Arabie saoudite de chargements de kalachnikovs en provenance de la république populaire de Chine et de la Roumanie. L'Arabie saoudite ne pouvant importer des armes en provenance de «pays communistes», la FN-Herstal se serait chargée de fournir des documents falsifiés, dont il ressortirait que les armes de guerre en question proviendraient prétendument de Belgique. Il s'avère par ailleurs qu'environ un tiers des commandes militaires placées auprès de la fabrique liégeoise sont destinées au Moyen-Orient.

Je souhaiterais obtenir une réponse aux questions suivantes.

1. L'honorable ministre peut-il confirmer la relation faite ci-dessus ?

2. Peut-on justifier que la FN-Herstal fournit des armes de guerre à un pays comme l'Arabie saoudite, qui a déjà démontré dans le passé qu'il ne faisait aucun cas des droits démocratiques en général ni des droits de l'homme en particulier ? L'honorable ministre n'estime-t-il pas qu'en conséquence, il faudrait interdire ces exportations vers l'Arabie saoudite ?

### Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie

#### Economie

##### Vraag nr. 79 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.*

Sinds het officiële einde van de burgeroorlog in ex-Joegoslavië is, luidens de rijkswacht, een duidelijke toename merkbaar van het aantal wapens vanuit ex-Joegoslavië. Vermoedelijk worden de wapens via Tsjechië naar hier gesmokkeld met de bedoeling ze hier verder te verkopen. Overvallen die gepleegd worden met wapens uit het Oostblok, en in het bijzonder uit ex-Joegoslavië, komen steeds meer in het nieuws.

Is de geachte minister van deze wapenhandel op de hoogte ? Welke maatregelen overweegt de geachte minister tegen deze toenemende wapensmokkel ? Gaat de geachte minister deze problematiek bij de buurlanden aankaarten en maatregelen vragen op Europees niveau ?

##### Vraag nr. 80 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Wapenfabriek. — FN-Herstal. — Saoedi-Arabië. — Documentenfraude.*

Uit de media verneem ik dat de Luikse wapenfabriek FN-Herstal heeft meegewerk aan een documentenfraude waarbij ladingen kalasjnikovs uit de volksrepubliek China en Roemenië werden uitgevoerd naar Saoedi-Arabië. Aangezien dit land geen wapens mag invoeren uit «communistische landen» zou FN-Herstal gezorgd hebben voor vervalste documenten. Uit die documenten zou dan blijken dat de oorlogswapens zogenaamd afkomstig waren uit België. Bovendien blijkt dat het desbetreffende land in het Midden-Oosten goed is voor ongeveer één derde van de militaire bestellingen van de Luikse fabriek.

Ik zou graag op de volgende vragen een antwoord hebben verkregen.

1. Kan de geachte minister het hierboven geschetste relaas bevestigen ?

2. Is het verantwoord dat een land als Saoedi-Arabië, dat reeds in het verleden heeft bewezen democratische en mensenrechten in het bijzonder totaal naast zich neer te leggen, voorzien wordt van oorlogstuig door FN-Herstal ? Is de geachte minister niet van mening dat er op basis hiervan een exportverbod moet worden uitgevaardigd betreffende Saoedi-Arabië ?

3. Quelles mesures l'honorable ministre prendra-t-il pour sanctionner les falsifications réalisées par la FN-Herstal ?

4. Combien de subventions publiques la FN-Herstal reçoit-elle chaque année ? Eu égard aux pratiques douteuses de la FN-Herstal, l'honorable ministre compte-t-il maintenir ces subventions ? N'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'infliger à la FN-Herstal une amende pour pratique frauduleuse ?

## Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

### Question n° 168 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.) :

#### *Accueil des nomades vivant dans des roulettes.*

L'accueil des nomades vivant dans des roulettes est pour le moins archaïque dans notre pays. L'absence totale de terrains d'accueil suffisants et convenablement organisés oblige souvent les nomades à installer leurs roulettes à des endroits qui ne leur sont pas spécifiquement réservés, ni prévus à cet effet, ce qui provoque fréquemment l'inquiétude des voisins.

L'honorable ministre peut-il me dire quelles sont les instructions données aux communes et aux services de police concernant le séjour provisoire sur des terrains publics de nomades vivant dans des roulettes ?

Que prévoit de faire l'honorable ministre pour élargir l'offre de terrains spécifiquement équipés destinés aux nomades vivant dans des roulettes ?

L'honorable ministre prévoit-il d'organiser une campagne d'information spécifique à l'intention de la population pour prévenir les tensions entre les voisins et ceux qui séjournent provisoirement sur des terrains réservés aux roulettes ?

### Question n° 169 de M. Hostekint du 29 août 1996 (N.) :

#### *Pratique en Belgique du tir au fusil dit «d'ordonnance».*

Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 15 octobre 1991 portant réglementation des stands de tir utilisés pour la formation et l'entraînement au tir des armes à feu, on ne peut plus pratiquer, en Belgique, le tir au fusil dit «d'ordonnance», et ce en raison d'une interprétation donnée à l'arrêté royal.

L'arrêté royal du 15 octobre 1991 a été élaboré dans le cadre de la loi sur les milices privées et visait à réprimer le mauvais usage des armes à feu. Bien que, d'après moi, ledit arrêté royal ne s'applique pas aux tireurs sportifs, ceux-ci se voient interdire tout accès aux stands de tir militaires, en vertu de l'article 11 dudit arrêté royal. Or, en Belgique, ces stands de tir militaires sont le seul endroit où l'on peut pratiquer le tir dit au fusil «d'ordonnance». Les amateurs qui souhaitent exercer ce sport se voient dès lors obligés d'aller s'entraîner à l'étranger.

L'arrêté royal du 15 octobre 1991 a donc des conséquences néfastes pour la pratique en Belgique de la discipline sportive qu'est le tir au fusil dit «d'ordonnance».

J'aimerais poser à ce propos à l'honorable ministre les questions suivantes.

1. Quelle est la portée juridique exacte de l'arrêté royal du 15 octobre 1991 à l'égard des pratiquants de la discipline sportive du tir au fusil dit «d'ordonnance».

2. Ne conviendrait-il pas de préciser cet arrêté royal de façon à ce que les amateurs de la discipline susvisée puissent à nouveau pratiquer leur sport en Belgique ?

3. Welke maatregelen zal de geachte minister ondernemen om op te treden tegen de fraude die werd opgezet door FN-Herstal ?

4. Hoeveel overheidssteun krijgt FN-Herstal jaarlijks ? Zal de geachte minister deze steun handhaven als men de dubieuze praktijken van FN-Herstal voor ogen houdt ? Meent de geachte minister aan FN-Herstal een geldboete te moeten opleggen wegens bedrieglijke misleiding ?

## Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

### Vraag nr. 168 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.) :

#### *Opvang van woonwagengebruikers.*

De opvang van woonwagengebruikers is in dit land op zijn minst archaïsch te noemen. Door een totaal gebrek aan voldoende, degelijk georganiseerde opvangterreinen zijn de woonwagengebruikers vaak verplicht op niet specifiek voorbehouden en voorzienplaatsen hun woonwagens te installeren. Dit heeft vaak de ongeruste bezorgdheid bij de omwonenden tot gevolg.

Kan de geachte minister mededelen welke de wettelijke richtlijnen zijn naar de gemeenten en politiediensten toe betreffende het tijdelijk verblijf van woonwagengebruikers op openbare gronden ?

Welke stappen voorziet de geachte minister ter verruiming van het aanbod van georganiseerde en specifiek uitgeruste terreinen naar woonwagengebruikers toe ?

Voorziet de geachte minister in een specifieke voorlichtingscampagne naar de bevolking toe ter voorkoming van spanningen tussen de omwonenden en tijdelijke verblijvers in woonwagengenparken ?

### Vraag nr. 169 van de heer Hostekint d.d. 29 augustus 1996 (N.) :

#### *Beoefenen in België van het geweerschieten in de discipline «Ordnancegeweer».*

Sinds de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 15 oktober 1991 tot regeling van de schietstanden gebruikt voor opleiding en training in vuurwapens kan men in België, door een interpretatie van het koninklijk besluit, het geweerschieten in de discipline «Ordnance» niet langer beoefenen.

Het koninklijk besluit van 15 oktober 1991 kwam tot stand in het kader van de wet op de privé-militaries en had tot doel het ongepast gebruik van vuurwapens te beteugelen. Hoewel dit koninklijk besluit, naar mijn mening, niet van toepassing is op sport-schutters, wordt hen, op grond van artikel 11 van het koninklijk besluit elke toegang tot militaire schietbanen ontzegd. Deze militaire schietbanen zijn in België de enige plaats waar het schieten met een «Ordnancegeweer» toegelaten is. Sportlui die deze sport willen beoefenen zijn derhalve verplicht om voor hun training naar het buitenland uit te wijken.

Het koninklijk besluit van 15 oktober 1991 heeft dus nefaste gevolgen voor de sportdiscipline «Ordnance» in België.

In dit verband had ik de geachte minister het volgende willen vragen.

1. Welke is de precieze draagwijde van het koninklijk besluit van 15 oktober 1991 met betrekking tot de beoefenaars van de sportdiscipline geweerschieten «Ordnance» ?

2. Is het niet aangewezen het koninklijk besluit te precisieren, in die zin dat de beoefenaars van vermelde sportdiscipline opnieuw hun sport kunnen beoefenen in België ?

## Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

### Finances

#### Question n° 112 de M. Olivier du 28 août 1996 (N.) :

*Inscription obligatoire au registre de la population. — Recours au Conseil d'État. — Caractère suspensif. — Taxe communale due.*

Conformément à l'article 8, § 2, de la loi du 19 juillet 1991 relative au registre de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, l'Inspection de la population du ministère de l'Intérieur peut transférer d'autorité une personne du registre de la population d'une commune à celui d'une autre, et ce même avec effet rétroactif. De ce fait, un contribuable peut être domicilié contre son gré dans une autre commune, et ce même avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice fiscal.

Une action en référé en vue de faire suspendre l'exécution de cette décision administrative peut être introduite devant le Conseil d'État en attendant une décision quant au fond. Sous réserve de suspension, la décision administrative reste applicable aussi longtemps qu'elle n'a pas été annulée par le Conseil d'État.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes ?

1. Se base-t-on sur le Registre national (éventuellement avec effet rétroactif), pour établir la cotisation à l'impôt des personnes physiques et les taxes additionnelles à celui-ci ? Dans quelle commune doit-on s'acquitter de la taxe communale ? Est-ce dans la commune où l'on était inscrit initialement ou dans celle où l'on doit être inscrit (avec effet rétroactif) d'après l'inspection de la population ? Et à partir de quel exercice d'imposition doit-on s'en acquitter ?

2. Au cas où, le fisc s'étant basé sur le Registre national pour établir la cotisation — parce que la cotisation est longue —, un contribuable obtient, au bout d'un certain nombre d'années, gain de cause devant le Conseil d'État et est réinscrit, avec effet rétroactif, dans la commune où il était inscrit initialement, procède-t-on automatiquement à une révision de sa situation, ou peut-on encore introduire valablement une réclamation pour se faire rendre justice ? Quand la prescription légale intervient-elle en la matière ?

3. Convient-il que le contribuable soumis à une telle procédure introduise une réclamation auprès du directeur régional chaque fois qu'il reçoit son avertissement extrait de rôle, en vue de préserver ses droits et d'empêcher la prescription légale d'intervenir ?

#### Question n° 113 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.) :

*Ministère des Finances. — Composition du collège des chefs de service. — Parité linguistique.*

Le statut du personnel — articles 53-55, p. 63, du DI300 — et le règlement organique — DI220/II, pp. 11 et 12, articles 6 et 7, prévoient la parité du collège des chefs de service au ministère des Finances.

L'honorable ministre peut-il me dire jusqu'où va cette parité ou ce que celle-ci implique exactement ? En d'autres termes, la parité de ce collège doit-elle également être garantie lorsque celui-ci siège ? Y a-t-il des cas où cette parité n'est pas requise ?

## Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

### Financiën

#### Vraag nr. 112 van de heer Olivier d.d. 28 augustus 1996 (N.) :

*Verplichte inschrijving in het bevolkingsregister. — Beroep bij de Raad van State. — Schorsend karakter. — Verschuldigde gemeentebelasting.*

Overeenkomstig artikel 8, § 2, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen kan de bevolkingsinspectie van het ministerie van Binnenlandse Zaken iemand verplichtend van het bevolkingsregister van de ene gemeente naar een andere muteren en dit zelfs met terugwerkende kracht. Hierdoor kan een belastingplichtige tegen zijn wil in gedomicileerd worden in een andere gemeente en dit zelfs voor 1 januari van het aanslagjaar.

Een vordering in kort geding tot schorsing van de tenuitvoerlegging van deze administratieve beslissing kan worden ingesteld bij de Raad van State in afwachting van een uitspraak ten gronde. Onder voorbehoud van een schorsing blijft de administratieve beslissing van kracht, zolang zij door de Raad van State niet is geannuleerd.

Gratuit had ik van de geachte minister een antwoord op volgende vragen.

1. Wordt voor het vestigen van de aanslag inzake personenbelasting en aanvullende belastingen het Rijksregister gevuld (eventueel met terugwerkende kracht) ? In welke gemeente moet gemeentebelasting worden betaald en vanaf welk aanslagjaar — in de gemeente waar men oorspronkelijk stond ingeschreven of deze waar men volgens de bevolkingsinspectie (met terugwerkende kracht) moet worden ingeschreven ?

2. Indien de fiscus zich baseert op het Rijksregister voor het vestigen van de aanslag en een belastingplichtige wordt na enkele jaren — gezien de lange procedure — door de Raad van State met terugwerkende kracht in het gelijkgesteld en opnieuw ingeschreven in de gemeente waar hij oorspronkelijk stond ingeschreven, wordt zijn toestand dan automatisch herzien of kan men nog rechtsgeldig een bezwaarschrift indienen om recht te bekommen ? Wanneer treedt hiervoor de wettelijke verjaring in ?

3. Is het raadzaam dat een belastingplichtige die in een dergelijke procedure verwikkeld is, telkens onmiddellijk na het ontvangen van het aanslagbiljet bezwaar indient bij de gewestelijke directeur om zijn rechten te vrijwaren en te beletten dat de wettelijke verjaring intreedt ?

#### Vraag nr. 113 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.) :

*Ministerie van Financiën. — Samenstelling college van diensthoofden. — Taalpariteit.*

In het statuut van het personeel — artikelen 53-55, blz. 63, van het DI300 — en het organische reglement — DI220/II, blz. 11 en 12, artikelen 6-7 — wordt de taalpariteit van het college van diensthoofden op het ministerie van Financiën vastgelegd.

Kan de geachte minister mij vertellen hoever deze pariteit reikt of wat deze pariteit precies inhoudt ? Met andere woorden betekent dit dat de pariteit van dit college ook gewaarborgd moet zijn wanneer dit college zetelt ? Zijn er bepaalde gevallen waar deze pariteit niet vereist is ?

## Ministre de la Santé publique et des Pensions

### Santé publique

#### Question n° 59 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

##### *Emploie du cannabis comme remède dans la sclérose en plaques.*

Il me revient que selon une étude scientifique, l'usage du cannabis comme analgésique chez les patients atteints de la sclérose en plaques (*De Standaard* du 8 mars 1995) donnerait des résultats positifs. Le cannabis pourrait en effet réduire sensiblement les symptômes de la maladie (disparition de la douleur, relâchement des muscles, etc.). Il ressort d'autres articles de journaux qu'il existe actuellement aux Pays-Bas une entreprise, appelée Maripharm, qui fournit aux pharmacies, sur ordonnance médicale, du cannabis cultivé spécialement. Le patient peut alors venir retirer à la pharmacie le cannabis commandé. De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer l'admission de la marijuana comme médicament. Dans le journal *De Morgen* du 16 août 1996, une patiente atteinte de la sclérose en plaques fait, à ce sujet, la déclaration suivante : « J'estime qu'il est criminel que les politiciens ne reconnaissent pas la marijuana comme moyen thérapeutique. Je souhaite à tous les ministres d'éprouver l'espace d'une année la douleur causée par la sclérose en plaques. Ils changeront sûrement leur façon de voir. » Elle a également déclaré dans ce journal que son neurologue et son médecin traitant accepteraient de lui prescrire du cannabis si cela était légal.

Dans le prolongement de ma question écrite (n° 41) relative à l'opportunité d'utiliser le cannabis contre les effets secondaires de la chimiothérapie, j'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes.

1. Consultera-t-il l'étude scientifique dont question ci-dessus et en fera-t-il vérifier le caractère scientifique ? En tirera-t-il les conclusions qui s'imposent ?

2. L'honorable ministre est-il disposé à dialoguer avec des personnes (patients et monde médical) qui considèrent que le cannabis peut aider à lutter contre les symptômes de la SP, les effets secondaires de la chimiothérapie, etc.? Ne pourrait-il pas s'informer aussi auprès de nos voisins du Nord ?

3. L'honorable ministre n'estime-t-il pas qu'il est grand-temps d'entamer un débat à ce sujet avec les différentes instances concernées ?

#### Question n° 60 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

##### *Mention en une seule langue d'un avertissement sur des jouets pour enfants.*

Nestlé a commercialisé récemment un nouveau produit. Il s'agit d'un petit œuf en chocolat contenant un personnage fictif de la famille Disney. Sur l'emballage de ce produit figure la mention unilingue suivante : « Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois. Petites pièces disponibles. » Le même avertissement est répété à l'intérieur, mais cette fois, en 7 langues : italien, anglais, français, allemand, espagnol, portugais et hongrois (?), ce qui montre bien l'importance de cette mise en garde.

1. L'honorable ministre juge-t-il pertinent que ce produit soit vendu en Belgique sans que l'on y retrouve un avertissement important dans l'une des principales langues du pays ?

2. N'est-il pas condamnable que ce soient précisément les personnes moins instruites et unilingues néerlandophones qui soient privées d'une information vitale intéressant leurs enfants ?

3. Quels sont les moyens dont dispose l'honorable ministre pour remédier à cette situation ? Est-il prêt à faire quelque chose ?

## Minister van Volksgezondheid en Pensioenen

### Volksgezondheid

#### Vraag nr. 59 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Gebruik van cannabis als medicijn bij multiple sclerose.*

Naar ik verneem zou uit wetenschappelijk onderzoek naar pijnbestrijding met cannabis bij MS-patiënten (*De Standaard* van 8 maart 1995) gebleken zijn dat dit positieve resultaten geeft. Cannabis zou immers de symptomen van de ziekte fors kunnen terugdringen (verdwijnen van de pijn, ontspannen van de spieren, enz.). Uit andere krantenartikelen blijkt dat er in Nederland nu een bedrijf is, namelijk Maripharm, die op doktersvoorschrift speciaal gekweekte cannabis aan de apotheek aflevert. De patiënt kan in die apotheek dan de bestelde cannabis komen ophalen. Er gaan steeds meer stemmen op om marihuana als medicijn toe te staan. In *De Morgen* van 16 augustus 1996 verklaart een MS-patiënte hierover het volgende : « Ik vind het crimineel dat politici marihuana niet als medicijn toestaan. Ik wens alle ministers de pijn van één jaar multiple sclerose toe. Ze zouden er wel anders over denken. » Zij verklaarde in deze krant eveneens dat haar neuroloog en dokter cannabis wel zouden willen voorschrijven in geval het legaal was.

In navolging van mijn schriftelijke vraag (nr. 41) betreffende de geschiktheid van cannabis tegen nevenwerkingen van chemotherapie zou ik graag op de volgende vragen een antwoord van de geachte minister hebben gekregen.

1. Zal de geachte minister het wetenschappelijk onderzoek waarvan hierboven sprake is consulteren en op zijn wetenschappelijkheid testen ? Zal de geachte minister op basis van dit onderzoek de nodige conclusies trekken ?

2. Is de geachte minister bereid om een gesprek te voeren met personen (patiënten en medische wereld) die de mening zijn toegegaan dat cannabis een hulp kan zijn bij het bestrijden van MS-symptomen, nevenwerkingen van chemotherapie, enz. ? Zou de geachte minister niet even zijn licht gaan opsteken bij onze Noorderburen ?

3. Meent de geachte minister niet dat het hoog tijd is om hierover een debat te starten met de verschillende betrokken instanties ?

#### Vraag nr. 60 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Eéntalig vermelden van waarschuwingen op kinderspeelgoedjes.*

Recentelijk bracht Nestlé een nieuw product op de markt. Het bestaat uit een chocolade-eitje met daarbinnenin een speelgoedfiguurtje uit de Disney-familie. Op de verpakking van dit product staat ééntalig vermeld : « Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois. Petites pièces disponibles. » Binnenin werd nog eens dezelfde waarschuwing gestopt, maar deze keer in 7 talen : het Italiaans, het Engels, het Frans, het Duits, het Spaans, het Portugees en het Hongaars (?). Dit duidt toch wel op het belang van deze waarschuwing.

1. Vindt de geachte minister het verantwoord dat dit product in België wordt verkocht waarbij een belangrijke waarschuwing niet terug te vinden is in één van de belangrijkste landstalen ?

2. Is het niet verwerpelijk dat juist die mensen die weinig onderwijs hebben genoten en ééntalig Nederlands zijn, worden uitgesloten van levensbelangrijke informatie in verband met hun kinderen ?

3. Wat ligt er in de geachte minister zijn macht om iets aan deze situatie te verhelpen en is de geachte minister bereid hier iets aan doen ?

## Ministre des Affaires étrangères

### Question n° 74 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.):

#### *Violation des droits de l'homme en Bulgarie.*

D'après un rapport d'Amnesty International, la police bulgare torture et assassine à grande échelle. Il apparaît, en outre, que ces pratiques présentent souvent un caractère raciste, puisqu'elles visent principalement les membres de la minorité tzigane. Amnesty International ajoute que ces pratiques ont lieu non pas seulement à l'intérieur des prisons, mais aussi en public, puisque des citoyens sont également maltraités en rue ou dans des lieux publics. Les tortures sont souvent si graves qu'elles entraînent la mort. Les autorités bulgares autorisent ces excès sous le prétexte de combattre la criminalité organisée.

1. L'honorable ministre est-il au courant des pratiques précitées ?

2. L'honorable ministre s'est-il déjà concerté avec d'autres ministres des Affaires étrangères concernant la situation inquiétante des droits de l'homme en Bulgarie ?

3. Quelles initiatives l'honorable ministre a-t-il déjà prises pour dénoncer ces tortures auprès des autorités bulgares ? Quelles initiatives prendra-t-il à l'avenir ?

4. L'honorable ministre peut-il confirmer que ces pratiques inadmissibles ne peuvent s'inscrire que dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée ?

### Question n° 76 de M. Destexhe du 30 août 1996 (Fr.):

#### *Pédophiles belges arrêtés en Thaïlande.—Poursuites en Belgique.*

Ce 28 août, plusieurs journaux font état de la réticence de votre ministère à poursuivre en Belgique, en vertu de la loi d'avril 1995, un pédophile belge arrêté en Thaïlande. Les raisons évoquées sont de nature budgétaire.

Les arguments en faveur d'un tel procès me semblent convaincants et il est clair que des dépenses — finalement limitées — pour mener un tel procès en Belgique sont susceptibles de générer, à titre préventif, des économies considérables.

1. Quelle est votre position exacte dans ce dossier ?

2. Auriez-vous l'intention d'engager des poursuites contre cet individu et de débloquer les fonds nécessaires ?

## Ministre des Transports

### Question n° 60 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

#### *Liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers.*

Une modernisation de la liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers s'impose d'urgence. Il s'agit d'une des rares liaisons encore assurées par des locomotives au diesel tout à fait dépassées (type 62). Le confort des voyageurs est au-dessous de tout et est ainsi devenu légendaire.

Depuis des années, le nord du Limbourg revendique l'électrification de la ligne qui permettrait enfin de mettre en service des rames électriques. Jusqu'à présent, la SNCB persiste dans son opposition.

Malgré la qualité médiocre du service offert sur cette ligne, la confiance des voyageurs n'est pas encore tout à fait perdue puisque, sur une période de 5 ans, leur nombre a augmenté de 11,39 p.c. (selon les recensements d'octobre de la SNCB — recueil de statistiques — nombre de voyageurs embarqués), passant de 9 547 à 10 875 (période 1990-1994, de la gare de Neerpelt à la gare de Lierre). L'intérêt accru des usagers du train est imputable non pas au service offert, mais à la conviction de l'importance des transports en commun.

## Minister van Buitenlandse Zaken

### Vraag nr. 74 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.):

#### *Schendingen van de mensenrechten in Bulgarije.*

Volgens een rapport van Amnesty International moordt en foltert de Bulgaarse politie op grote schaal. Bovendien blijkt dat deze praktijken vaak racistisch van inslag zijn aangezien voornamelijk de leden van de Romazigeuners-minderheid worden geviervoerd. Amnesty International wijst er boven dien op dat dergelijke praktijken niet enkel plaats hebben binnen de gevangenisuren, maar ook geschieden in het openbaar aangezien ook burgers op straat of in openbare gelegenheden worden mishandeld. De martelingen zijn vaak zo erg dat de dood er op volgt. De Bulgaarse overheid laat deze excessen toe onder het voorwendsel van de strijd tegen de georganiseerde misdaad.

1. Heeft de geachte minister weet van de hierboven beschreven wanpraktijken ?

2. Heeft de geachte minister reeds met andere ministers van Buitenlandse Zaken overleg gepleegd aangaande de onrustwekkende situatie in Bulgarije betreffende de mensenrechten ?

3. Welke stappen heeft de geachte minister reeds ondernomen om deze martelingen aan te klagen bij de Bulgaarse overheid ? Welke initiatieven zal de geachte minister op dit vlak in de toekomst ontplooien ?

4. Kan de geachte minister bevestigen dat deze ontoelaatbare praktijken enkel gesitueerd kunnen worden in de strijd tegen de georganiseerde misdaad ?

### Vraag nr. 76 van de heer Destexhe d.d. 30 augustus 1996 (Fr.):

#### *Belgische pedofielenaangehouden in Thailand.—Vervolging in België.*

Op 28 augustus maakten verschillende dagbladen gewag van de aarzelung van uw ministerie om, ingevolge de wet van april 1995, een Belgische pedofiel, aangehouden in Thailand, te vervolgen in België. De hiervoor gegeven verklaringen zijn van budgettaire aard.

De argumenten voor een dergelijk proces lijken me overtuigend en het is duidelijk dat de — uiteindelijk toch beperkte — kosten van een proces in België, op lange termijn tot aanzienlijke besparingen kunnen leiden vanwege het preventieve karakter ervan.

1. Wat is uw precieze stellingname in dit dossier ?

2. Is het de bedoeling deze persoon te vervolgen en hiervoor de nodige fondsen vrij te maken ?

## Minister van Vervoer

### Vraag nr. 60 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

#### *Spoorwegverbinding Neerpelt-Antwerpen.*

De treinverbinding Neerpelt-Antwerpen is aan dringende modernisering toe. Het is een van de uitzonderlijke treinverbindingen die nog uitgevoerd wordt met totaal verouderde diesellocomotieven (type 62). Het comfort voor de reizigers is beneden alles en daarom legendarisch.

De elektrificatie van de verbinding is een jarenoude eis van Noord-Limburg temeer omdat dit de mogelijkheid geeft om eindelijk elektrische treinstellen in te zetten. Tot op vandaag blijft de NMBS zich hiertegen verzetten.

Niettegenstaande de laag kwalitatieve dienstverlening op deze treinverbinding is het vertrouwen van de reiziger nog niet helemaal verloren, aangezien over een periode van 5 jaar het reizigersaantal steeg met 11,39 pct. (volgens de oktoberstatistieken van de NMBS — verzamelde statistieken — aantal instappende reizigers) van 9 547 naar 10 875 reizigers (periode 1990-1994 van station Neerpelt naar station Lier). De verhoogde belangstelling van de treinreiziger is niet te danken aan de aangeboden dienstverlening maar wel aan de overtuiging van het belang van het openbaar vervoer.

On aurait décidé d'acheter de nouvelles rames au diesel pour la liaison Neerpelt-Anvers. Les questions suivantes doivent être posées.

1. L'honorable ministre estime-t-il qu'il se justifie économiquement d'acquérir de nouvelles rames au diesel et de les faire circuler sur un trajet déjà électrifié en partie (Anvers-Herentals) ?

2. N'aurait-il pas été plus logique de prolonger la caténaire électrique de Herentals jusqu'à Neerpelt, de telle sorte que l'acquisition de nouvelles rames diesel ne doivent pas se faire et que les rames électriques existantes puissent être mises en service immédiatement ?

3. La durée du trajet Neerpelt-Anvers est déjà actuellement de 1 heure 11 minutes en raison, notamment, de l'ouverture de la gare de Olen voici quelques mois. On lutte depuis des années pour le désenclavement du nord du Limbourg et pour la modernisation de la liaison par chemin de fer, et voilà que l'on ouvre tout à coup une gare intermédiaire, ce qui entraîne un allongement de la durée des trajets.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes ?

— Quels sont les motifs qui l'ont amenés à rouvrir la gare de Olen ?

— Cette décision se fondait-elle sur une étude de marché et ces données peuvent-elles, le cas échéant, être communiquées ?

— A-t-on déjà procédé à une évaluation totale de l'ouverture de Olen, en tenant compte du fait que le gain en voyageurs au départ de Olen pourrait bien être réalisé au détriment du nombre de voyageurs au départ de Herentals ?

— Combien de voyageurs compte-t-on au départ de Olen (week-end/semaine) depuis son ouverture ?

— Quels critères utilise-t-on pour déterminer s'il y a lieu d'ouvrir ou de fermer une gare ?

— Quels ont été les frais exposés pour rendre la gare à nouveau opérationnelle (y compris les travaux aux abords) ?

— Quels frais de personnel peut-on imputer à l'ouverture de la gare de Olen ?

Dans le cadre du désenclavement du nord du Limbourg, de la modernisation des transports en commun et de la liaison avec les Pays-Bas, il aurait peut-être été préférable et, en tout cas, plus rationnel :

— De procéder à l'électrification entre Herentals et Neerpelt.

— De rouvrir la gare frontière de Hamont.

Cette réalisation aurait permis la mise en service immédiate de rames électriques et l'accès au réseau moderne néerlandais de lignes IC, grâce auquel on aurait pu atteindre les Pays-Bas et l'Allemagne au départ de Weert (NL). Dans cette perspective, il n'aurait pas été nécessaire de rouvrir Olen et il n'aurait pas non plus fallu prévoir de rames diesel.

— L'honorable ministre n'estime-t-il pas que la Flandre a besoin d'urgence d'un second point de passage frontalier ?

#### Question n° 61 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

*SNCF.—Bruxelles-Central.—Dépôt des bagages.—Langue des récépissés.*

Les voyageurs utilisant les services des chemins de fer, mais aussi d'autres personnes, mettent parfois leurs bagages en dépôt à la consigne de la gare qui y est prévue. Ils constatent régulièrement que les récépissés délivrés sont toujours rédigés en une seule langue, le français (formulaire C 181). La provision de récépissés — disponible au guichet — est rédigée exclusivement en français. Il n'y a aucun stock de récépissés en néerlandais.

Outre le fait qu'elle constitue une violation de la législation sur l'emploi des langues, cette façon d'agir de la SNCF témoigne d'une extrême impolitesse à l'égard des clients néerlandophones.

Puis-je poser à l'honorable ministre les questions suivantes ?

1. Quelles instructions a-t-on données pour que soient délivrés aux clients des récépissés dans une des langues nationales ou, éventuellement, des formulaires imprimés dans les langues nationales par ordre d'importance : néerlandais, français, allemand ?

Er zou beslist zijn nieuwe dieseltreinstellen aan te kopen voor de verbinding Neerpelt-Antwerpen. De volgende vragen dringen zich op.

1. Vindt de geachte minister het economisch verantwoord nieuwe dieselstellen aan te kopen en die te laten rijden op een traject dat reeds gedeeltelijk geëlektrificeerd is (Antwerpen-Herentals) ?

2. Ware het niet logischer geweest het elektrisch bovennet verder te trekken van Herentals naar Neerpelt zodat de aankoop van nieuwe dieseltreinstellen niet moet gebeuren en bestaande elektrische treinstellen onmiddellijk kunnen ingezet worden ?

3. De duur van de treinverbinding Neerpelt-Antwerpen neemt nu reeds 1 uur en 11 minuten in beslag. Dit is mede te wijten aan de opening van het station Olen enkele maanden geleden. Voor de ontsluiting van Noord-Limburg en de modernisering van de spoorwegverbinding wordt reeds jaren geijverd en plots wordt een tussenstation geopend dat de oorzaak is van weer langere reistijden.

Het gelieve de geachte minister te willen antwoorden op de volgende vragen.

— Welke motieven hebben de geachte minister ertoe geleid om het station Olen te heropenen ?

— Steunde deze beslissing op een marktonderzoek en kunnen deze gegevens desgevallend medegedeeld worden ?

— Werd er reeds een totaal-evaluatie gemaakt van de openstelling van Olen rekening houdend met het feit dat de aanwinst van reizigers voor Olen wel eens ten nadele van het reizigersaantal voor Herentals zou kunnen zijn ?

— Hoeveel instappende reizigers worden er (week-end/werkdagen) geteld in het station Olen sinds de openstelling ?

— Welke criteria worden gehanteerd om te bepalen of een station dient te worden geopend of dient te worden gesloten ?

— Welke onkosten werden gemaakt om het station terug operationeel te maken (omgevingswerken inbegrepen) ?

— Welke personeelskosten mogen worden gerekend voor de openstelling van station Olen ?

In het kader van de ontsluiting van Noord-Limburg, de modernisering van het openbaar vervoer en de aansluiting met Nederland ware het misschien beter geweest en in ieder geval economisch meer verantwoord :

— Elektrificatie van Herentals naar Neerpelt uitvoeren.

— Heropening van grensstation Hamont.

Deze realisatie zou de onmiddellijke inzet van elektrische treinstellen mogelijk hebben gemaakt en de aansluiting hebben verzekerd op het moderne Nederlandse IC-spoorwegnet om vanuit Weert (NL) Nederland en Duitsland te kunnen bereiken. In die visie ware het niet nodig geweest Olen heropend te moeten hebben en moesten er ook geen dieselstellen worden voorzien.

— Is de geachte minister niet van mening dat Vlaanderen dringend nood heeft aan een tweede grensovergang ?

#### Vraag nr. 61 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

*NMBS.—Brussel-Centraal.—Bagagebewaarplaats.—Taal van de ontvangstbewijzen.*

Reizigers die gebruik maken van de diensten van de spoorwegen maar ook anderen geven soms hun bagage in bewaring in de daar voorziene bewaarplaats van het station. Zij komen herhaaldelijk tot de vaststelling dat de afgegeven ontvangstbewijzen steeds éentlig in de Franse taal zijn opgesteld (formulier C 181). De voorraad ontvangstbewijzen — aanwezig aan het loket — is uitsluitend in het Frans gesteld. Er zijn geen ontvangstbewijzen in het Nederlands voorradig.

Afgezien van het feit dat dit een schending is van de taalwetgeving getuigt de handelwijze van de NMBS van een verregaande onbeleefdheid ten aanzien van de Nederlandstalige klanten.

Mag ik de geachte minister het volgende vragen ?

1. Welke instructies werden gegeven om de klanten ontvangstbewijzen af te geven in één van de nationale talen of eventueel formulieren af te leveren bedrukt met de nationale talen in volgorde — naar belangrijkheid: Nederlands, Frans, Duits ?

2. Pour ce qui est de savoir à quel groupe linguistique le client appartient, l'employé peut s'en assurer au moment où il reçoit les bagages. Étant donné que les employés persistent ostensiblement à délivrer à tout un chacun des récépissés rédigés en langue française, il s'agit manifestement de mauvaise volonté et la possibilité d'une délivrance «par inadvertance» est exclue. Envisagera-t-on des sanctions et, dans l'affirmative, lesquelles?

3. L'attitude des employés du guichet s'inscrit-elle dans une stratégie déterminée qui leur est imposée et qui consiste, en agissant de la sorte, à donner aux étrangers l'impression que la Belgique serait exclusivement francophone?

4. Quelles mesures prendra-t-on pour décréter une réglementation correcte et claire?

#### Question n° 62 de M. Hazette du 29 août 1996 (Fr.):

##### *Répartition de places fumeurs et non fumeurs à bord des trains.*

Les membres du service de médiation de la SNCB, après avoir instruit une plainte émanant d'un navetteur fumeur, à propos de la répartition des places fumeurs et non fumeurs à bord des trains, a conclu en invitant la SNCB à appliquer «la proportion 90/10 en faveur des non-fumeurs dont elle a fait publiquement état lors de la présentation des nouvelles voitures I 11.

Il lui est demandé de prendre à cette fin les mesures qui s'imposent pour le matériel à double étage.

La SNCB ne paraît pas vouloir donner suite à cette recommandation.

1. Comment l'honorable ministre explique-t-il que la SNCB, tout en reconnaissant qu'une enquête de 1994 établit la proportion 80/20, retient dans un courrier de juin 1995 la proportion 90/10?

2. Quelles mesures l'honorable ministre compte-t-il prendre pour faire respecter la recommandation du service de médiation et quelle répartition préconisera-t-il?

## Ministre de la Justice

#### Question n° 191 de M. Destexhe du 28 août 1996 (Fr.):

##### *Naturalisations. — Nombre. — Pays d'origine.*

1. Pouvez-vous me dire le nombre de personnes naturalisées pour les années 1991, 1992, 1993, 1994, 1995 et 1996?

2. Pour les années 1995 et 1996, quel est le pays d'origine des personnes naturalisées?

#### Question n° 192 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

##### *Application à des cohabitants non mariés de dispositions légales relatives aux conjoints.*

Force est de constater dans la jurisprudence que certains juges appliquent aux cohabitants non mariés des dispositions du Code civil relatives aux cohabitants mariés. C'est ainsi que, selon une certaine jurisprudence, l'assistance mutuelle (art. 213 du Code civil) et l'obligation de contribuer aux charges du mariage (art. 221 du Code civil) ont également été déclarées applicables aux cohabitants non mariés (Justice de paix, Alost, 11 juin 1991, RW, 1993-1994, 1307). Toujours selon une certaine jurisprudence, l'article 215, § 2, deuxième alinéa, du Code civil, relatif à la protection du logement familial, est également déclarée applicable aux cohabitants non mariés (Justice de paix, Alost, 1<sup>er</sup> septembre 1992, T. Vred., 1992, 326).

Les articles 213, 215 et 221 du Code civil figurent pourtant au chapitre intitulé «des droits et devoirs respectifs des époux». De plus, les articles 213, 215 et 221 du Code civil contiennent des termes tels que «époux» et «mariage», c'est-à-dire des termes qui concernent spécifiquement la cohabitation de conjoints mariés.

2. Om te weten tot welke taalgroep de klant behoort kan de bediende dit nagaan als hij de bagage in ontvangst neemt. Aangezien de bedienden ostentatief Franstalige ontvangstbewijzen aan iedereen blijven afleveren, is dit een blijk van slechte wil en is de mogelijkheid van aflevering van het bewijs «bij vergissing» uitgesloten. Worden er sancties overwogen en zo ja, welke?

3. Kadert de houding van de loketbedienden in een bepaalde opgelegde strategie om door die handelwijze aan de buitenlanders de indruk te geven dat België uitsluitend Franstalig zou zijn?

4. Welke maatregelen worden getroffen om een correcte en duidelijke regelgeving uit te vaardigen?

#### Vraag nr. 62 van de heer Hazette d.d. 29 augustus 1996 (Fr.):

##### *Verdeling van de rokers- en niet-rokersplaatsen in de trein.*

Naar aanleiding van een klacht van een rokende pendelaar in verband met de verdeling van rokers- en niet-rokersplaatsen in de trein, heeft de ombudsdienst van de NMBS de maatschappij gevraagd om de 90/10-verhouding in het voordeel van de niet-rokers toe te passen, die zij heeft aangekondigd bij de voorstelling van de nieuwe wagons I 11.

Er werd de NMBS ook gevraagd de nodige maatregelen te nemen voor de treinen met een bovenverdieping.

De NMBS lijk geen gevolg te willen geven aan deze aanbeveling.

1. Hoe verklaart de geachte minister dat de NMBS het in haar correspondentie van juni 1995 heeft over een verhouding 90/10, terwijl zij zelf toegeeft dat die verhouding na een onderzoek in 1994 was vastgesteld op 80/20?

2. Welke maatregelen zal de geachte minister nemen om de aanbeveling van de ombudsdienst te doen respecteren en welke verdeling zal hij voorstaan?

## Minister van Justitie

#### Vraag nr. 191 van de heer Destexhe d.d. 28 augustus 1996 (Fr.):

##### *Naturalisaties. — Aantal. — Land van herkomst.*

1. Kunt u mij zeggen hoeveel personen de naturalisatie hebben verkregen tijdens de jaren 1991, 1992, 1993, 1994, 1995 en 1996?

2. Welk was het land van herkomst van de genaturaliseerde personen tijdens de jaren 1995 en 1996?

#### Vraag nr. 192 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Toepassing op ongehuwde samenwonenden van wetsbepalingen betreffende gehuwden.*

In de rechtspraak dient te worden vastgesteld dat sommige rechters wetsbepalingen uit het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het gehuwd samenwonen ook op het ongehuwd samenwonen toepassen. Zo is er de wederzijdse hulppligt (art. 213 van het Burgerlijk Wetboek) en de verplichting tot bijdrage in de gezinslasten (art. 221 van het Burgerlijk Wetboek) door sommige rechtspraak ook op het ongehuwd samenwonen toepasselijk verklaard (Vrederecht Aalst, 11 juni 1991, RW, 1993-1994, 1307). Ook artikel 215, § 2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek inzake de bescherming van de gezinswoning, wordt door sommige rechtspraak eveneens toepasselijk verklaard op het ongehuwd samenwonen (Vrederecht Aalst, 1 september 1992, T. Vred., 1992, 326).

In het Burgerlijk Wetboek bevinden de artikelen 213, 215 en 221 zich nochtans onder het hoofdstuk «de wederzijdse rechten en plichten van de echtgenoten». De artikelen 213, 215 en 221 van het Burgerlijk Wetboek bevatten daarentegen termen als «echtgenoot» en «huwelijk», met andere woorden, termen die specifiek betrekking hebben op het gehuwd samenwonen.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1. Peut-il donner son assentiment à une jurisprudence selon laquelle les articles 213, 215, § 2, deuxième alinéa, et 221, du Code civil sont déclarés applicables également aux cohabitants non mariés ?

2. Estime-t-il que la jurisprudence précitée est compatible avec la lettre et l'esprit des articles 213, 215 et 221 du Code civil ?

3. Estime-t-il que la jurisprudence précitée mérite d'être suivie et d'être consacrée par la loi ?

#### **Question n° 193 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):**

##### ***Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie.***

Depuis que la guerre civile a officiellement pris fin en ex-Yougoslavie, on constate, selon la gendarmerie, un net accroissement du nombre d'armes provenant de cette région. Les armes sont probablement acheminées en fraude par la Tchéquie, pour être revendues dans notre pays. Il est de plus en plus question, dans les actualités, d'attaques commises à l'aide d'armes provenant des anciens pays du bloc de l'Est et en particulier d'ex-Yougoslavie.

Y a-t-il suffisamment de contrôle relatif aux trafics d'armes ? L'honorable ministre peut-il me communiquer les résultats des opérations menées en vue de saisir des marchandises de contrebande ? Va-t-il se concerter avec les pays voisins concernant ce problème et demander que des mesures soient prises au niveau européen ?

#### **Question n° 194 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):**

##### ***Trafic d'armes international.***

Un émissaire spécial des Nations unies a accusé récemment certains gouvernements européens de protéger par leur attitude — permissive ou non — les trafiquants d'armes et de drogues. Au cours d'une réunion d'information devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New York, M. James Jonah a donné une image accablante de la guerre au Liberia. Il a qualifié le conflit de «guerre commerciale permettant surtout à des ressortissants européens de s'enrichir plutôt que de lutter entre politiques différentes ou suscitée par des différences ethniques». Seul l'apport de nouvelles armes permet aux combats de faire rage. Les gouvernements européens ferment parfois délibérément les yeux sur ces fournitures d'armes, qui sont illégales.

L'honorable ministre a-t-il connaissance d'un réseau belge de trafic d'armes à destination du tiers monde ? A-t-on déjà intercepté, dans notre pays, des armes faisant l'objet d'un trafic illégal vers des pays du tiers monde ? Quelles mesures l'honorable ministre prévoit-il de prendre pour prévenir tout commerce d'armes illégales ?

#### **Question n° 195 de M. Raes du 29 août 1996 (N.):**

##### ***Service de vente par correspondance à caractère national-socialiste Excalibur.***

Le bulletin des *Questions et Réponses* (n° 1-23, p. 1161) du 16 juillet 1996 publie votre réponse à la question n° 108 de M. Bert Anciaux.

Celui-ci demandait des informations concernant le «service de vente par correspondance à caractère national-socialiste Excalibur».

Vous déclarez dans votre réponse qu'Excalibur fait partie du «mouvement néo-nazi LAH». Vous ajoutez que «certains membres (de LAH) sont également membres ou mandataires du Vlaams Blok».

Je connais deux ASBL dénommées «Excalibur» :

1<sup>o</sup> Excalibur, établie à 8400 Ostende, *Moniteur belge* n° 16348 du 17 novembre 1989. Cette ASBL gérait notamment un centre de rencontre local et a cessé ses activités depuis deux ans.

Kan de geachte minister antwoord geven op volgende vragen :

1. Kan de geachte minister zich akkoord verklaren met rechtspraak waarbij de artikelen 213, 215, § 2, tweede lid, en 221, van het Burgerlijk Wetboek ook op het ongehuwd samenwonen toepasselijk worden verklaard ?

2. Is de geachte minister van oordeel dat voormelde rechtspraak verenigbaar is met de letter en de geest van de artikelen 213, 215 en 221 van het Burgerlijk Wetboek ?

3. Is de geachte minister van mening dat bovenvermelde rechtspraak navolging en wettelijke bekraftiging verdient ?

#### **Vraag nr. 193 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):**

##### ***Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.***

Sinds het officiële einde van de burgeroorlog in ex-Joegoslavië is, luidens de rijkswacht, een duidelijke toename merkbaar van het aantal wapens vanuit ex-Joegoslavië. Vermoedelijk worden de wapens via Tsjechië naar hier gesmokkeld met de bedoeling ze hier verder te verkopen. Overvallen die gepleegd worden met wapens uit het Oostblok, en in het bijzonder uit ex-Joegoslavië, komen steeds meer in het nieuws.

Worden er voldoende controles uitgevoerd wat betreft wapensmokkel ? Kan de geachte minister resultaten voorleggen inzake het onderscheppen van smokkelwaar ? Gaat de geachte minister deze problematiek bij de buurlanden aankaarten en maatregelen vragen op Europees niveau ?

#### **Vraag nr. 194 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):**

##### ***Illegale internationale wapenhandel.***

Een speciale gezant van de Verenigde Naties beschuldigde onlangs sommige Europese regeringen ervan wapen- en drughandelaars door hun al dan niet lakse houding de hand boven het hoofd te houden. James Jonah schetste tijdens een briefing voor de VN-Veiligheidsraad in New York een vernietigend portret over de oorlog in Liberia. Hij noemde het conflict «een handelsoorlog waarin vooral Europese onderdanen zichzelf verrijken, veeleer dan een strijd tussen politieke denkbeelden of wegens etnische verschillen». Het oplaaien van de gevechten is enkel maar mogelijk door de toevoer van nieuwe wapens. Deze toevoer is illegaal en wordt soms door Europese regeringen bewust door de vingers gezien.

Heeft de geachte minister weet van een Belgisch netwerk van illegale wapenhandel naar de derde wereld ? Werd er in ons land reeds illegale wapensmokkel naar derde wereldlanden onderschept ? Welke maatregelen voorziet de geachte minister om illegale wapenhandel te voorkomen ?

#### **Vraag nr. 195 van de heer Raes d.d. 29 augustus 1996 (N.):**

##### ***Nationaal-socialistische verzenddienst Excalibur.***

In het bulletin van *Vragen en Antwoorden* (nr. 1-23, blz. 1161) van 16 juli 1996 lees ik uw antwoord op de vraag nr. 108 van senator Bert Anciaux.

Deze vraagt om inlichtingen over de «nationaal-socialistische verzenddienst Excalibur».

In uw antwoord verklaart u dat Excalibur deel uitmaakt van de «neo-nazistische werkgroep LAH». U voegt erbij dat «zekere leden (van LAH) tevens lid of mandataris zijn van het Vlaams Blok».

Mij zijn 2 VZW's onder de naam «Excalibur» bekend :

1<sup>o</sup> Excalibur te 8400 Oostende, *Belgisch Staatsblad* nr. 16348 van 17 november 1989. Deze beheerde onder andere een plaatstellend ontmoetingscentrum en is sinds twee jaar op non-actief.

2<sup>e</sup> Excalibur-Historische spelen, établie à 9300 Alost, *Moniteur belge* n° 9289 du 19 mai 1996. La seule activité de cette ASBL est d'éditer des jeux historiques, et ce sans but lucratif.

J'aimerais que l'honorable ministre me fasse savoir:

1. Sur quelles informations il se base pour affirmer que des mandataires du Vlaams Blok auraient des liens avec le groupe «LAH»;
2. Quand il parle d'Excalibur, quelle association il vise;
3. Quels mandataires il vise dans sa réponse.

## Ministre de la Défense nationale

### Question n° 51 de M. Destexhe du 30 août 1996 (Fr.):

#### *Participation belge à l'OTAN.*

Des officiers supérieurs, belges et étrangers, ont attiré l'attention sur les conséquences d'une réduction du budget militaire dans les pays membres de l'OTAN.

1. Selon les dernières données disponibles, quelle est la partie des dépenses de la Défense nationale par rapport au PNB dans les pays de l'Alliance atlantique ?
2. Comment se détermine la contribution de chaque pays à l'effort de défense commune ?
3. Quelles sont les forces de l'armée belge qui sont mises à la disposition de l'OTAN ?
4. Compte tenu du budget des forces armées, de l'équipement et des troupes disponibles, sommes-nous encore en mesure de remplir totalement notre rôle dans le cadre de l'OTAN ?

## Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre

### Question n° 39 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):

#### *AGCD. — Médecins sans frontières. — SCRL Transfert.*

Il ressort d'une radioscopie effectuée par la cellule anti-fraude de l'AGCD que Médecins sans frontières n'utilise pas toujours correctement le «système de préfinancement», par lequel l'AGCD met des fonds à la disposition des ONG pour qu'elles puissent faire face rapidement à des situations de détresse. Le 18 octobre 1993, le secrétaire d'État à la Coopération au Développement de l'époque, M. Erik Derycke, réclama 18,5 millions à Médecins sans frontières en raison de l'impossibilité où se trouvait cette ONG de justifier l'affectation des sommes préfinancées par l'AGCD. Rien ne bougea toutefois pendant deux ans, et Médecins sans frontières ne remboursa pas la somme réclamée. Étant devenu le nouveau secrétaire d'État, vous avez réduit le montant réclamé à 13,5 millions de francs. L'équipe ICD a cependant découvert que les fonds avaient rapporté des intérêts pendant presque trois ans par le biais de la SCRL Transfert, qui est une filiale à cent pour cent commerciale de Médecins sans frontières. Cette affaire ne semble pas être un cas unique. On aurait découvert en effet plusieurs dossiers dans lesquels les fonds mis à disposition par l'AGCD seraient restés plus de cinq ans sur les comptes de la SCRL Transfert.

Je souhaiterais que l'honorable secrétaire d'État réponde aux questions suivantes.

1. Peut-il confirmer l'exactitude des faits précités ?
2. Comment justifie-t-il sa décision de réduire de 18,5 à 13,5 millions le montant réclamé, alors qu'entre-temps les fonds dus à l'AGCD par MSF ont rapporté des intérêts à cette dernière association ?
2. Dans quels autres dossiers relatifs à Médecins sans frontières constate-t-on des cas similaires ? Quel est le montant en jeu ? Quels étaient les projets concernés ?

2<sup>e</sup> Excalibur-historische spelen te 9300 Aalst, *Belgisch Staatsblad* nr. 9289 van 19 mei 1996. Deze heeft als enige activiteit het uitgeven, zonder enig winstbejag, van historische spelen.

De geachte minister gelieve mij te laten weten :

1. Op welke informatie hij zich baseert om te beweren dat Vlaams Blok-mandatarissen zouden betrekking hebben met de groep «LAH»;
2. Inzake Excalibur, welke vereniging hij bedoelt;
3. Welke mandatarissen in het antwoord bedoeld worden.

## Minister van Landsverdediging

### Vraag nr. 51 van de heer Destexhe van 30 augustus 1996 (Fr.):

#### *Belgische deelname aan de NAVO.*

Verschillende hogere officieren, zowel Belgische als buitenlandse, hebben gewezen op de gevolgen van een vermindering van het militaire budget in de landen die lid zijn van de NAVO.

1. In welke verhouding staan, volgens de laatste beschikbare gegevens, de uitgaven voor Landsverdediging tot het bruto nationaal product in de landen van de Atlantische Alliantie ?
2. Hoe wordt de bijdrage van elk land in de uitgaven voor de gemeenschappelijke defensie vastgesteld ?
3. Welke krijgsmachtdelen stelt het Belgische leger ter beschikking van de NAVO ?
4. Zijn wij, rekening houdend met het budget voor de krijgsmacht, de uitrusting en de beschikbare troepen, nog in staat onze rol in de NAVO naar behoren te vervullen ?

## Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister

### Vraag nr. 39 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

#### *ABOS. — Artsen zonder grenzen. — CVBA Transfer.*

Uit een doorlichting van de anti-fraudecel van het ABOS blijkt dat Artsen zonder grenzen niet altijd correct gebruik maakt van het systeem van het zogenaamde prefinancieringssysteem, waarbij ABOS geld beschikbaar stelt aan NGO's om hen toe te laten snel te kunnen reageren op noodsituaties. Zo vorderde op 18 oktober 1993 de toenmalige staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking Erik Derycke 18,5 miljoen van Artsen zonder grenzen en dit omwille van het niet-kunnen verantwoorden van de door het ABOS geprefinancierde sommen. Twee jaar lang gebeurde er echter niets en AzG betaalde de vordering niet terug. Na deze periode verlaagt u als nieuwe staatssecretaris deze vordering tot 13,5 miljoen frank. Het OSI-team ontdekt echter dat het geld bijna drie jaar lang rente heeft opgebracht via de CVBA Transfer, wat een honderd procent commerciële dochteronderneming is van AzG. Dit relaas blijkt echter geen alleenstaand voorval te zijn. Er zouden namelijk verschillende dossiers ontdekt zijn waarbij het door het ABOS beschikbaar gestelde geld langer dan vijf jaar op de Transfer-rekeningen zijn blijven staan.

Graag zou ik van de geachte staatssecretaris de volgende vragen beantwoord krijgen.

1. Kan de geachte staatssecretaris het hierboven geschetste relaas bevestigen ?
2. Hoe verklaart de geachte staatssecretaris zijn beslissing tot het verlagen van de vordering van 18,5 naar 13,5 miljoen terwijl het door AzG verschuldigde ABOS-geld ondertussen intrest heeft opgebracht ten voordele van Artsen zonder grenzen ?
3. Inzake welke andere AzG-dossiers zijn er gelijkaardige zaken te bespeuren ? Om welke bedragen ging het hier ? Om welke projecten ging het hierbij ?

4. Quelles mesures l'honorable secrétaire d'État compte-t-il prendre, en particulier à l'égard de Médecins sans frontières? Quelles mesures prendra-t-il pour éviter, à l'avenir, ce genre de situation où des ONG réalisent des «profits» avec l'argent du contribuable?

**Secrétaire d'État à la Sécurité,  
adjoint au ministre de l'Intérieur, et  
Secrétaire d'État à l'Intégration sociale  
et à l'Environnement, adjoint  
au ministre de la Santé publique**

**Environnement**

**Question n° 38 de M. Olivier du 29 août 1996 (N.):**

***Émissions de CO<sub>2</sub>. — Stabilisation en l'an 2000. — Mesures fédérales.***

Selon les spécialistes, il s'avérerait difficile de ramener, d'ici l'an 2000, les émissions de CO<sub>2</sub> à leur niveau de 1990.

On peut lire, dans un rapport de la Commission européenne concernant les mesures que les États membres ont prises en la matière, que, d'ici l'an 2000, les émissions de CO<sub>2</sub> seront probablement de 5 p.c. ou davantage de celles de 1990.

Il ressort cependant de nouvelles données d'Eurostat relatives aux émissions de CO<sub>2</sub>, dues à l'utilisation de combustibles fossiles dans l'UE qu'en 1994 les émissions ont diminué pour la troisième année consécutive. Cette baisse serait due essentiellement à des facteurs à court terme. Ces derniers cessant désormais leurs effets, on s'attend pour l'avenir à une hausse des émissions de CO<sub>2</sub>. Un quart de toutes les émissions provient du secteur des transports, et cette tendance reste en forte hausse, la circulation automobile étant toujours en augmentation.

Il est toutefois remarquable que d'importants pays industriels — comme l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Autriche et le Royaume-Uni — parviennent à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Dans notre pays, par contre, elles n'ont fait qu'augmenter, passant de 111 millions de tonnes en 1990 à 117 millions de tonnes en 1994, soit une hausse de 5,9 p.c.

J'aimerais que l'honorable secrétaire d'État réponde aux questions suivantes.

1. Peut-il confirmer les chiffres précités ainsi que la difficulté qu'il y aura de stabiliser les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à l'an 2000?

2. Quelles mesures a-t-on prises jusqu'à présent dans notre pays et quels ont été leurs effets sur les émissions de CO<sub>2</sub>?

3. Il ressort des données d'Eurostat que les mesures prises ne sont pas suffisantes pour stabiliser les émissions de CO<sub>2</sub>. Quelles nouvelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre?

4. Selon la commissaire européenne à l'Environnement, Mme Bjerregaard, les programmes présentés par les États membres ne garantissent pas que l'Union atteindra ses objectifs. Elle insiste pour que les États membres mettent en œuvre des programmes visant à économiser l'énergie. Un tel programme a-t-il déjà été élaboré et quand pourra-t-il être mis en œuvre?

5. L'augmentation continue de la circulation automobile demeure le problème principal. On pense, au niveau européen, à une fixation équitable et efficace des prix impliquant que l'utilisateur s'acquitterait du coût réel de la pollution environnementale et que l'on recourrait à la fiscalité pour assurer une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Quel est le point de vue de l'honorable secrétaire d'État en la matière?

4. Welke maatregelen zal de geachte staatssecretaris treffen tegen AzG in het bijzonder? Welke maatregelen zal de geachte staatssecretaris treffen om dergelijke toestanden, waarbij NGO's «geld verdienen» op basis van belastinggeld, in de toekomst te vermijden?

**Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd  
aan de minister van Binnenlandse Zaken, en  
Staatssecretaris voor Maatschappelijke  
Integratie en Leefmilieu, toegevoegd  
aan de minister van Volksgezondheid**

**Leefmilieu**

**Vraag nr. 38 van de heer Olivier d.d. 29 augustus 1996 (N.):**

***CO<sub>2</sub>-uitstoot. — Stabilisatie tegen het jaar 2000. — Federale maatregelen.***

Het streven van de EU de CO<sub>2</sub>-uitstoot tegen het jaar 2000 tot het niveau van 1990 terug te dringen zou volgens specialisten moeilijk haalbaar zijn.

In een verslag van de Commissie over de maatregelen die de lidstaten in dit verband hebben genomen staat vermeld dat deze uitstoot tegen het jaar 2000 waarschijnlijk 5 pct. of meer hoger zal zijn dan in 1990.

Nieuwe cijfers van Eurostat over de CO<sub>2</sub>-uitstoot door verbranding van fossiele brandstoffen in de EU tonen echter aan dat de emissies in 1994 voor het derde opeenvolgende jaar zijn gedaald. Deze daling zou hoofdzakelijk het gevolg zijn van korte-termijnfactoren. Aangezien het effect van deze factoren nu afloopt wordt voor de toekomst een toename van de CO<sub>2</sub>-uitstoot verwacht. Het vervoer neemt één vierde van alle emissies voor zijn rekening, een tendens die sterk blijft stijgen ten gevolge van het nog steeds toenemend autoverkeer.

Oppervlakkig is echter dat belangrijke industriële landen zoals Duitsland, Frankrijk, Italië, Oostenrijk en het Verenigd Koninkrijk erin slagen de CO<sub>2</sub>-uitstoot te verminderen. In ons land nam deze uitstoot echter verder toe — van 111 miljoen ton in 1990 tot 117 miljoen ton in 1994, een stijging met 5,9 pct.

Graag had ik van de geachte staatssecretaris een antwoord op volgende vragen.

1. Bevestigt de geachte staatssecretaris de hier vermelde cijfers en de moeilijke haalbaarheid van de stabilisatie van de CO<sub>2</sub>-uitstoot tegen het jaar 2000?

2. Welke maatregelen werden tot dusver in ons land genomen en wat was hun effect op de CO<sub>2</sub>-uitstoot?

3. Uit de cijfers van Eurostat blijkt dat de genomen maatregelen niet toereikend zijn om de CO<sub>2</sub>-uitstoot te stabiliseren. Welke nieuwe maatregelen stelt de Regering in het vooruitzicht?

4. Mevrouw Bjerregaard, Europees commissaris voor Milieu, wijst erop dat de door de lidstaten ingediende programma's niet garanderen dat de Unie haar doelstellingen zal bereiken. Zij dringt er bij de lidstaten op aan energiebesparingsprogramma's uit te voeren. Werd een dergelijk programma reeds uitgewerkt en wanneer kan dit van kracht worden?

5. Het grootste probleem is en blijft het nog steeds toenemende autoverkeer. Op Europees vlak wordt gedacht aan een eerlijke en doelmatige prijsstelling, hetgeen zou betekenen dat de gebruiker de reële kosten voor milieuvorentreiniging op zich zou nemen en dat fiscale middelen zouden worden gebruikt om tot een rationeel gebruik van de natuurlijke hulpbronnen te komen. Wat is het standpunt van de geachte staatssecretaris ter zake?

## Question à laquelle une réponse provisoire a été fournie

### Vraag waarop een voorlopig antwoord verstrekt werd

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

#### **Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes**

**Question n° 52 de M. Verreycken du 9 septembre 1996 (N.) :**

##### ***Missions d'étude et d'enquête.***

Certains ministres se réfèrent régulièrement à des études et à des enquêtes qu'ils ont fait effectuer dans le but de mesurer les résultats de leurs décisions ou pour préparer leur politique. Bien que ces études sont financées au moyen des deniers publics, il arrive encore trop souvent, à mon avis, que leurs résultats ne soient connus que d'un cercle restreint.

J'aimerais savoir dès lors, combien d'études ont été effectuées à la demande de votre ministère en 1995 et quel était l'objet de ces études.

1. Combien d'enquêtes et/ou d'études votre ministère a-t-il commandées à des institutions étrangères à vos services et à des bureaux d'étude apolitiques ?

2. Combien d'enquêtes et/ou d'études répondant à la définition ci-dessus a-t-on confiées à des services d'étude liés à des partis politiques ?

3. Quelles sont les institutions, les bureaux d'étude et les services d'étude auxquels le ministère a confié une mission d'étude ou d'enquête ?

4. Quel prix le ministère a-t-il payé par étude ou par enquête ?

5. Quel était l'objet de ces études ou en quoi consistaient les missions commandées ?

6. Quelles sont les études ou enquêtes qui ont fait l'objet d'un contrat et quelles sont celles qui ont été attribuées à un bureau ou à un service d'étude en dehors de tout contrat ?

#### **Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen**

**Vraag nr. 52 van de heer Verreycken d.d. 9 september 1996 (N.) :**

##### ***Studie- en onderzoeksopdrachten.***

Meermaals wordt door ministers verwezen naar studies en onderzoeken die zij lieten uitvoeren om de resultaten van hun beleidsdaden te meten of om hun beleid voor te bereiden. Alhoewel deze onderzoeken met openbare middelen worden bekostigd, blijven de resultaten mijns inziens nog teveel binnenskamers.

Het benieuwt mij dan ook te weten hoeveel en welke studies in opdracht van uw ministerie werden uitgevoerd in de loop van 1995.

1. Hoeveel onderzoeken en/of studies werden in opdracht van uw ministerie uitgevoerd door instellingen vreemd aan uw dienst of door a-politieke studieburelen ?

2. Hoeveel onderzoeken en/of studies als hierboven omschreven werden uitgevoerd door studiediensten, verbonden aan politieke partijen ?

3. Welke instellingen, welke studiebureaus, welke studiediensten kregen hiervoor een opdracht ?

4. Wat was de prijs die het ministerie betaalde per studie of onderzoek ?

5. Wat waren de specifieke onderwerpen of opdrachten ?

6. Voor welke onderzoeken of studies werd een contract afgesloten en welke onderzoeken of studies werden aan een studiebureau of -dienst toegewezen zonder contract ?

**LA PAGE EST BLANCHE**

## Questions posées par les Sénateurs et réponses données par les Ministres

## Vragen van de Senatoren en antwoorden van de Ministers

(Fr.) : Question posée en français — (N.) : Question posée en néerlandais

(Fr.) : Vraag gesteld in 't Frans — (N.) : Vraag gesteld in 't Nederlands

### Premier ministre

#### Question n° 26 de M. Olivier du 18 septembre 1996 (N.) :

##### *Cabinets ministériels. — Composition.*

Tous les ministres du gouvernement fédéral se font aider par des collaborateurs personnels qui forment ce que l'on appelle les cabinets. Les collaborateurs d'un ministre l'assistent dans la préparation et la mise en œuvre concrète de sa politique.

Ces dernières années, l'on aurait déjà sensiblement réduit la taille des cabinets notamment parce que de plus en plus de voix s'élèvent pour que l'on associe l'administration elle-même à la préparation des décisions politiques.

L'honorable ministre pourrait-il, dès lors, me dire :

1. Combien de collaborateurs compte le cabinet d'un ministre et quel niveau ils occupent; combien chaque ministre peut engager de personnes à titre de membre et à titre de collaborateur de son cabinet et ce par niveau; s'il existe des incompatibilités entre le statut d'agent de l'État et celui de membre ou de collaborateur du cabinet d'un ministre;

2. Quelle est l'administration ou le service public d'où ces gens sont détachés et quelle est la fonction de chacun d'eux au sein du cabinet;

3. Si des membres de cabinet sont issus du secteur non public (par exemple les banques, les mutuelles, ...) et, dans l'affirmative, quelles sont les entreprises d'où ils viennent; si ces entreprises continuent à verser un traitement aux personnes qui sont détachées dans un cabinet;

4. Combien de membres du personnel de cabinets ont été recrutés dans le cadre d'un régime spécial de mise au travail;

5. Quel est le montant des frais de personnel à exposer pour l'ensemble des membres et collaborateurs de cabinet ?

**Réponse :** 1. Ces données sont contenues dans l'arrêté royal du 20 mai 1965 (*Moniteur belge* du 6 août 1965, p. 9327) concernant la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels et dans l'arrêté royal du 13 février 1973 (*Moniteur belge* du 16 février 1973, p. 2072) concernant les cabinets des secrétaires d'État.

2. Les fonctionnaires détachés auprès de mon cabinet sont issus de ministères fédéraux, de ministères de la Communauté flamande, de parastataux et d'entreprises publiques.

3. Non.

4. Des recrutements de ce genre ne sont pas prévus dans les cabinets ministériels.

5. 86 400 000 francs.

#### Question n° 28 de M. Anciaux du 25 septembre 1996 (N.) :

##### *Services secrets américains. — Pénétration dans le système informatique de l'UE.*

Des agents des services secrets américains ont pénétré par effraction dans le système informatique du Parlement européen, de la Commission européenne et de l'administration journalière de l'Union européenne. Les renseignements ainsi recueillis ont été

### Eerste minister

#### Vraag nr. 26 van de heer Olivier d.d. 18 september 1996 (N.) :

##### *Ministeriële kabinetten. — Samenstelling.*

Elke minister van de federale regering laat zich bijstaan door een aantal persoonlijke medewerkers, een kabinet genoemd. Deze medewerkers dienen de minister in kwestie bij te staan zowel bij de voorbereiding, als bij de concrete uitwerking van het beleid.

De kabinetten zouden de laatste jaren reeds gevoelig afgeslankt zijn, te meer omdat meer en meer stemmen opgaan om de administratie zelf te betrekken bij het beleidsvoorbereidend werk.

Graag had ik dan ook volgende informatie.

1. Over hoeveel kabinetsmedewerkers beschikt elke minister en op welke niveaus? Hoeveel kabinetsleden en -medewerkers (per niveau) mag elke minister aanwerven? Bestaan er onverenigbaarheden tussen het ambtenarenstatuut en kabinetslid of kabinetsmedewerkers?

2. Van welke administratie/openbare diensten zijn deze mensen afkomstig en wat is de juiste functie van ieder van hen bij het kabinet?

3. Zijn er mensen werkzaam afkomstig van de niet-openbare sector (b.v. banken, mutualiteiten, ...) en zo ja, van welke ondernemingen komen zij? Wordt in dergelijk geval hun wedde verder betaald door de onderneming van waaruit zij gedetacheerd zijn?

4. Wat is het aantal personeelsleden op het kabinet dat aangeworven is in het kader van een bijzondere tewerkstelling?

5. Wat is het totaalbedrag van de personeelskosten voor alle kabinetsleden en -medewerkers?

**Antwoord:** 1. Deze gegevens zijn vervat in het koninklijk besluit van 20 mei 1965 (*Belgisch Staatsblad* van 6 augustus 1965, blz. 9327) betreffende de samenstelling en de werking van de ministeriële kabinetten en in het koninklijk besluit van 13 februari 1973 (*Belgisch Staatsblad* van 16 februari 1973, blz. 2072) betreffende de kabinetten van de staatssecretarissen.

2. De ambtenaren die bij mijn kabinet zijn gedetacheerd zijn afkomstig van federale ministeries, van ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van parastatale instellingen en van overheidsbedrijven.

3. Neen.

4. Dergelijke aanwervingen zijn niet voorzien in de ministeriële kabinetten.

5. 86 400 000 frank.

#### Vraag nr. 28 van de heer Anciaux d.d. 25 september 1996 (N.) :

##### *Amerikaanse geheime diensten. — Inbraak in EU-computers.*

Agenten van de Amerikaanse geheime diensten hebben ingebroken in de computers van het Europees Parlement, de Europese Commissie en van het dagelijks bestuur van de Europese Unie. De aldus ingewonnen informatie werd door de Amerikaanse onder-

utilisés par les négociateurs américains lors des négociations de l'année dernière sur l'AGETAC (GATT). Il me revient que les agents secrets américains concernés auraient volé des données économiques et politiques confidentielles dans les ordinateurs. Le réseau informatique «volé» relie plus de 5 000 personnes entre elles, avec Bruxelles et avec le Conseil de ministres. De nombreux documents de base relatifs aux négociations sur le commerce, les tarifs et les quotas ont donc pu être consultés. Sans doute a-t-on également volé des informations confidentielles sur les élus et les fonctionnaires européens. La facilité avec laquelle les services secrets américains ont pu obtenir l'accès au système informatique, appelé Simple Network Management Protocol, s'explique par le fait que certains éléments de ce système ont été réalisés par deux firmes américaines. Selon mes sources, ce piratage ne serait pas exceptionnel. Dans le passé, les gouvernements japonais et français avaient déjà accusé la CIA de tentatives d'effraction dans des fichiers informatiques secrets.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes.

1. Quelles sont les mesures qui existent ou que l'on compte prendre au sein du Conseil de ministres, de la Commission, etc., en vue de dénoncer ces pratiques intolérables? A-t-on déjà protesté officiellement auprès du gouvernement américain? Comment ce dernier a-t-il réagi à la découverte des activités d'espionnage en question?

2. Dans quelle mesure le gouvernement américain peut-il encore être considéré comme un «allié»?

3. A-t-on déjà constaté des faits similaires dans le passé?

4. Le Premier ministre a-t-il connaissance d'actes délictueux similaires commis par d'autres «nations amies» à l'égard d'institutions belges? De quels pays s'agissait-il, de quels faits et à quels moments?

5. Le Premier ministre n'estime-t-il pas nécessaire de suivre de près les actes de fonctionnaires américains, étant donné que bon nombre des institutions européennes sont établies à Bruxelles? La Sûreté de l'État et les autres services de police leur consacrent-ils une attention particulière?

6. Est-il prouvé que les deux firmes américaines concernées ont transmis à la CIA des renseignements concernant le SNMP? Envisage-t-on des mesures à l'égard de ces deux firmes américaines?

7. Dans quelle mesure l'Europe a-t-elle pâti de ces activités d'espionnage lors des négociations sur l'AGETAC?

8. Quelles mesures compte-t-on prendre en vue de prévenir de telles activités?

**Réponse:** 1. En ce qui concerne la quatrième question, je me réfère à ma réponse à la question n° 65 posée par M. le représentant Francis Van den Eynde le 27 août 1996 et publiée au bulletin des *Questions et Réponses* de la Chambre du 16 septembre 1996, n° 49, pp. 6717 et 6718.

2. En ce qui concerne la cinquième question, j'envoie la question au ministre de la Justice comme rentrant dans ses attributions.

3. J'envoie les questions restantes au ministre des Affaires étrangères comme rentrant dans ses attributions.

#### Question n° 29 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

##### *Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.*

Au vu des réponses des membres du gouvernement fédéral à ma question écrite du 30 octobre 1995 relative à la proportion de collaborateurs et de collaboratrices au sein de leur cabinet, force est de constater que, si les femmes représentent en moyenne près de la moitié de l'ensemble des collaborateurs de cabinet, cette proportion tombe à 24 p.c. pour les collaborateurs de niveau 1.

Les chiffres fournis par les ministres montrent que les collaboratrices de cabinet occupent le plus souvent des fonctions d'exécution ou font partie du personnel auxiliaire. Elles sont généralement beaucoup moins bien représentées en amont, c'est-à-dire au niveau où sont élaborées les décisions politiques et donc où l'on dirige la politique.

handelaars gebruikt bij de GATT-onderhandelingen van vorig jaar. Naar ik verneem zouden de betrokken Amerikaanse geheimagenten vertrouwelijke economische en politieke gegevens uit de computers hebben gestolen. Het gekraakte computernetwerk stelt meer dan 5 000 mensen met elkaar, met Brussel en met de Ministerraad in verbinding. Tal van discussiedocumenten over handels-, tarieven- en kwota-onderhandelingen konden dus ingekomen worden. Waarschijnlijk werd eveneens vertrouwelijke informatie over de Europese verkozenen en ambtenaren gestolen. Dat de Amerikaanse geheime diensten zo gemakkelijk toegang konden krijgen tot het computersysteem, het zogenaamde Simple Network Management Protocol, is te verklaren op basis van het gegeven dat bepaalde onderdelen van dit systeem door twee Amerikaanse firma's werden gemaakt. Naar ik verneem zou deze inbraak geen uitzondering zijn. Reeds in het verleden werd de CIA door de Japanse en Franse regering van pogingen tot inbraak in geheime computerbestanden beschuldigd.

Graag zou ik van de geachte minister op de volgende vragen een antwoord hebben gekregen.

1. Welke maatregelen zijn er of gaan er genomen worden door de Ministerraad, de commissie, enz., om deze ontoelaatbare praktijken aan de kaak te stellen? Is er reeds formeel protest aangekend bij de Amerikaanse regering? Wat was de reactie van de Amerikaanse regering op de ontdekking van hun spionage-activiteiten?

2. In welke mate kan de Amerikaanse regering nog als een «bondgenoot» beschouwd worden?

3. Zijn er reeds in het verleden gelijkaardige feiten vastgesteld?

4. Heeft de Eerste minister weet van dergelijke gelijkaardige criminale daden die door andere «bevriende naties» ten opzichte van Belgische instellingen werden gepleegd? Om welke landen ging het hier, om welke feiten en in welke periodes?

5. Acht de Eerste minister het niet noodzakelijk om Amerikaanse functionarissen in hun daden nauwlettend te volgen aangezien vele van de Europese instellingen te Brussel zijn gevestigd? Is er hiervoor speciale aandacht vanwege de Staatsveiligheid en andere politiediensten?

6. Is het bewezen dat de twee betrokken Amerikaanse firma's informatie over het SNMP hebben overgemaakt aan de CIA? Worden er maatregelen overwogen ten opzichte van deze twee Amerikaanse bedrijven?

7. In welke mate heeft Europa tijdens de GATT-onderhandelingen schade ervaren ten gevolge van deze spionage-activiteiten?

8. Welke maatregelen zullen worden genomen opdat in de toekomst dergelijke activiteiten vermeden kunnen worden?

**Antwoord:** 1. Wat de vierde vraag betreft, verwijss ik naar mijn antwoord op de vraag nr. 65 gesteld door volksvertegenwoordiger Francis Van den Eynde op 27 augustus 1996 en dat in het bulletin van *Vragen en Antwoorden* van de Kamer van 16 september 1996, nr. 49, blz. 6717 en 6718 werd gepubliceerd.

2. Wat de vijfde vraag betreft, zend ik de vraag aan de minister van Justitie daar ze tot zijn bevoegdheden behoort.

3. De overblijvende vragen stuur ik naar de minister van Buitenlandse Zaken daar ze tot zijn bevoegdheden behoren.

#### Vraag nr. 29 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

##### *Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.*

Bij analyse van de antwoorden van de leden van de federale regering op mijn schriftelijke vraag van 30 oktober 1995 met betrekking tot de indeling van hun kabinetsmedewerkers naar geslacht, is het opmerkelijk dat, waar vrouwen gemiddeld bijna de helft vertegenwoordigen van de totale groep kabinetsmedewerkers, hun aanwezigheid op niveau 1 gemiddeld slechts 24 pct. bedraagt.

De cijfergegevens tonen aan dat vrouwen op kabinetten vooral terug te vinden zijn in uitvoerende functies en bij het hulppersoneel. Stroomopwaarts — dit is waar de beleidsbeslissingen worden uitgedacht en waar derhalve wordt gestuurd aan het beleid — zijn de vrouwen doorgaans in veel mindere mate aanwezig.

Interrogés sur leur point de vue politique, la plupart des membres du gouvernement ont répondu qu'ils soutenaient totalement les efforts visant à atteindre une représentation équilibrée d'hommes et de femmes dans les cabinets ministériels.

Comme la démocratie paritaire doit constituer un objectif permanent pour tous les membres du gouvernement, j'estime qu'après un an, le moment est venu de dresser un nouveau bilan.

Je prie dès lors l'honorable ministre de répondre aux questions suivantes.

— Y a-t-il eu, au cours de l'année écoulée, des vacances dans votre cabinet? Votre cabinet a-t-il recruté de nouveaux collaborateurs dans cette période? Dans l'affirmative, avez-vous recruté ou engagé par contrat des hommes ou des femmes?

— Quelle est, globalement et par niveau, la proportion actuelle des collaborateurs et des collaboratrices de cabinet au sein de votre cabinet?

**Réponse:** 1. Oui, trois membres du personnel, un homme et deux femmes, ont été engagés.

2. La proportion hommes/femmes dans mes deux cabinets est la suivante:

- Membres: 9/5.
- Personnel d'exécution: 12/22.
- Personnel auxiliaire: 12/4.

## Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

### Question n° 39 de Mme de Bethune du 23 octobre 1995 (N.):

*Statistiques ventilées selon le sexe concernant les demandes d'asile et de reconnaissance en tant que réfugié politique en Belgique.*

Divers documents officiels et études scientifiques indiquent que les femmes constituent la majorité des plus de 20 millions de réfugiés dans le monde. On estime que 75 p.c. de la population de réfugiés est constituée de femmes et de jeunes filles et que de 60 à 80 p.c. des ménages de réfugiés sont *de facto* à charge des femmes. Par contre, il est généralement établi qu'elles constituent une minorité relative parmi les demandeurs d'asile dans les pays occidentaux.

Le 7<sup>e</sup> rapport annuel (année d'activité 1994) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides mentionne des chiffres relatifs au nombre des demandeurs d'asile dans notre pays, mais sans indiquer de répartition entre les hommes et les femmes. Le critère du sexe n'est pas pris en compte non plus dans les statistiques de l'Office des étrangers.

Au cours de sa 38<sup>e</sup> session (1987) et dans le cadre des directives qu'il prit ultérieurement pour protéger les demandeuses d'asile, le comité exécutif du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés avait déjà reconnu la nécessité de disposer de statistiques fiables concernant le nombre de réfugiées.

Du reste, il est généralement admis qu'il faut disposer de chiffres fiables et ventilés selon le sexe pour pouvoir prendre en considération les besoins et les qualités des demandeuses d'asile à tous les stades de la procédure et pour que la planification, la gestion et l'évaluation des actions et programmes d'accueil, d'assistance et de protection puissent répondre davantage aux besoins de la femme en particulier.

Le texte de la plate-forme d'action de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes (septembre 1995 — Pékin) indique également, dans son chapitre relatif aux mécanismes institutionnels, que l'objectif stratégique de rassembler et de diffuser des données et des informations ventilées selon le sexe est une des conditions essentielles à remplir pour que l'on puisse poursuivre l'égalité des chances entre hommes et femmes dans tous les domaines.

Gevraagd naar hun beleidsvisie gaven de meeste regeringsleden nochtans te kennen het streven naar een evenwichtige aanwezigheid van vrouwen en mannen in ministeriële kabinetten volledig te ondersteunen.

Vermits het streven naar een paritaire democratie een blijvende opdracht is voor elk lid van de regering, achpte ik de tijd rijp — één jaar verder — voor het opmaken van een nieuwe balans.

Graag had ik dan ook van u een antwoord vernomen op de volgende vragen.

— Waren er tijdens het voorbije jaar vacante plaatsen of nieuwe aanwervingen binnen uw kabinet? Zo ja, werden hiervoor vrouwen of mannen aangeworven of gecontracteerd?

— Wat is de huidige verhouding van de vrouwelijke en mannelijke kabinetsmedewerkers, *in globo* en per niveau, binnen uw kabinet?

**Antwoord:** 1. Ja, er werden 1 mannelijke en 2 vrouwelijke personeelsleden aangeworven.

2. Voor mijn twee kabinetten samen is de verhouding mannelijk/vrouwelijk personeel als volgt:

- Leden: 9/5.
- Uitvoerend personeel: 12/22.
- Hulppersoneel: 12/4.

## Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken

### Vraag nr. 39 van mevrouw de Bethune d.d. 23 oktober 1995 (N.):

*Naar geslacht opgesplitste statistieken inzake aanvragen tot asiel en tot erkenning als politiek vluchtelng in België.*

In diverse officiële documenten en wetenschappelijke studies wordt gesteld dat vrouwen de meerderheid vormen van de meer dan 20 miljoen vluchtelingen in de wereld. Men schat dat 75 pct. van de vluchtelingenbevolking uit vrouwen en meisjes bestaat en dat tussen 60 à 80 pct. van de vluchtelingen gezinnen *de facto* door vrouwen op de been worden gehouden. Daarentegen wordt algemeen gesteld dat zij als asielzoekers in de westerse landen een relatieve minderheid vormen.

In het 7e jaarverslag (werkingsjaar 1994) van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen worden cijfers meegedeeld over het aantal asielzoekers in ons land, echter zonder enige referentie naar de onderverdeling tussen mannen en vrouwen binnen deze groep. In de statistieken die bekend gemaakt worden door de Dienst vreemdelingenzaken wordt deze geslachtsparameter evenmin in rekening gebracht.

Reeds in haar 38e sessie (1987) en in haar latere richtlijnen ter bescherming van de vrouwelijke asielzoekers heeft het executief comité van het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties de noodzaak erkend dat er betrouwbare statistieken zouden bestaan over het aantal vrouwelijke vluchtelingen.

Algemeen wordt trouwens aanvaard dat betrouwbare en naar geslacht opgesplitste cijfers onontbeerlijk zijn opdat de noden en de kwaliteiten van vrouwelijke asielzoekers in rekening zouden worden genomen in alle stadia van de procedure en opdat bij planning, beheer en evaluatie van opvang, hulp- en beschermingsacties en programma's ook beter rekening zou worden gehouden met de noden van de vrouwen in het bijzonder.

Ook de platformtekst voor aktie van de 4e UNO-Wereldconferentie over vrouwen (september 1995 — Beijing) formuleert in haar hoofdstuk over de institutionele mechanismes de strategische doelstelling, om naar geslacht gesplitste data en informatie te verzamelen en te verspreiden, als één van de essentiële voorwaarden voor het streven naar gelijke kansen voor mannen en vrouwen in elk domein.

L'honorable ministre de l'Intérieur pourrait-il me dire :

1. Combien il y a de demandeurs d'asile et réfugiés féminins et masculins en Belgique et quels sont les pourcentages respectifs en la matière;

2. Si les services compétents en la matière rassemblent et diffusent d'une manière systématique, en Belgique, des chiffres et des statistiques ventilés selon le sexe en ce qui concerne les demandeurs d'asile et les réfugiés;

3. Quel est son point de vue politique et quelles seront, le cas échéant, les mesures politiques qu'il prendra pour appliquer les directives en question du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et les dispositions figurant dans le texte de la plate-forme d'action de la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes ?

**Réponse:** J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les informations suivantes.

1 et 2. J'aimerais d'abord attirer l'attention de l'honorable membre sur le fait que trois instances différentes sont concernées par la procédure d'asile, à savoir, l'Office des étrangers, chargé de l'examen de la recevabilité de la demande, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatriides, chargé, d'une part, de l'examen de chaque recours urgent introduit contre une décision négative de l'Office des étrangers et, d'autre part, de l'examen sur le fond de la demande, et, enfin, la Commission permanente de recours des réfugiés, chargée de l'examen des recours introduits contre une décision de non-reconnaissance du statut de réfugié.

#### A. Demandeurs d'asile

a) Au niveau de l'Office des étrangers et du Commissariat général aux réfugiés et aux apatriades

Du 1<sup>er</sup> février 1988 au 30 juin 1996

Source : Commissariat général aux réfugiés et aux apatriades

Kan de geachte minister van Binnenlandse Zaken mij medelen :

1. Wat het numerieke aantal en de procentuele verhouding is van vrouwelijke en mannelijke asielzoekers en vluchtelingen in België;

2. Of er op systematische wijze door de hiervoor bevoegde diensten in België naar geslacht opgesplitste cijfers en statistieken verzameld en verspreid worden met betrekking tot de asielzoekers en vluchtelingen;

3. Welke zijn beleidsopvatting is en welke beleidsmaatregelen desgevallend zullen worden genomen om uitvoering te geven aan de richtlijnen van het Hoog Commissariaat voor de vluchtelingen van de Verenigde Naties en de platformtekst van de 4e Wereldconferentie over vrouwen van de Verenigde Naties ter zake ?

**Antwoord:** Ik heb de eer het geachte lid de volgende inlichtingen te verstrekken.

1 en 2. Ik wens eerst en vooral de aandacht van het geachte lid te vestigen op het feit dat drie verschillende instanties bij de asielprocedure betrokken zijn, met name de Dienst vreemdelingenzaken, belast met het ontvankelijkheidsonderzoek, het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen, belast enerzijds met het behandelen van elk dringend beroep ingediend tegen een negatieve beslissing van de Dienst vreemdelingenzaken en anderzijds met het onderzoek ten gronde en tenslotte de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen belast met het behandelen van de beroepen ingediend tegen de beslissing tot niet toekenning van het statuut van vluchteling.

#### A. Asielzoekers

a) Op het niveau van de Dienst vreemdelingenzaken en het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen

Van 1 februari 1988 tot 30 juni 1996

Bron : Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen

	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Sexe non enregistré — Geslacht niet geregistreerd	Total — Totaal
--	-----------------------	------------------------	---	----------------------

Nombre de personnes ayant introduit une ou plusieurs demandes d'asile. — Aantal personen dat één of verscheidene asielaanvragen heeft ingediend . . . . . 59 186 (51,5 %) 21 915 (19 %) 33 708 (29,3 %) 114 809

Nombre de décisions positives entraînant la reconnaissance du statut de réfugié. — Aantal positieve beslissingen die de toekenning van het statuut van vluchteling tot gevolg hebben . . . . . 3 161 (43 %) 2 685 (36 %) 1 538 (21 %) 7 384

Ce n'est que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995, date de la mise en œuvre du registre d'attente, que le sexe des demandeurs d'asile est systématiquement encodé par l'Office des étrangers.

Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatriades encode lui aussi de manière systématique le sexe des demandeurs d'asile depuis début 1995. Pour l'année 1995, les chiffres s'élèvent à :

Nombre de demandes : 11 757

Hommes : 7 838 (66,7 p.c.)

Femmes : 3 891 (33,1 p.c.)

Sexe non enregistré : 28 (0,2 p.c.)

b) Commission permanente de recours des réfugiés

Het is slechts sedert 1 februari 1995, datum waarop het wachtrecht in werking werd gesteld, dat de Dienst vreemdelingenzaken systematisch het geslacht van de asielzoekers codeert.

Ook het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen codeert slechts sedert begin 1995 het geslacht van de asielzoekers op systematische wijze. Voor het jaar 1995 geeft dit volgende cijfers :

Aantal aanvragen : 11 757

Mannen : 7 838 (66,7 p.c.)

Vrouwen : 3 891 (33,1 p.c.)

Geslacht niet geregistreerd : 28 (0,2 p.c.)

b) Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen

	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen	Sexe non enregistré — Geslacht niet geregistreerd	Total — Totaal
--	-----------------------	------------------------	---	----------------------

Nombre de personnes ayant introduit un recours. —

Aantal personen dat een beroep heeft ingediend . . . . . 4 077 (42,5 %) 1 933 (20,1 %) 3 590 (37,4 %) 9 600

Nombre de décisions positives. — Aantal positieve beslissingen . . . . . 326 (56 %) 208 (36 %) 50 (9 %) 584

Du 1<sup>er</sup> février 1988 au 30 juin 1996

Source: Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides

c) Situation au 12 juillet 1996

Nombre de demandeurs d'asile au 12 juillet 1996.

Source: Office des étrangers.

Hommes: 19 608 (64,5 p.c.)

Femmes: 10 848 (35,5 p.c.)

Total: 30 456

Les données reprises ci-dessus sont extraites des registres de la population (principalement le registre d'attente) et comprennent les demandeurs d'asile au 12 juillet 1996.

B. Réfugiés reconnus

Nombre total de réfugiés reconnus résidant en Belgique au 30 juin 1996

Hommes: 21 111 (58,4 p.c.)

Femmes: 15 024 (41,6 p.c.)

Total: 36 135

3. À cet égard, j'invite l'honorable membre à se référer à la réponse que j'ai donnée à la question n° 35 du 23 août 1995 de M. Decroly, député.

**Question n° 70 de M. Destexhe du 15 décembre 1995 (Fr.):**

***Statut des Bosniaques en Belgique.***

Avant le mois de mars 1995, les Bosniaques qui souhaitaient séjourner temporairement en Belgique disposaient du document «annexe 3» leur donnant le statut de «personne déplacée».

Depuis mars 1995, ce document «annexe 3» a été remplacé par le document «annexe 26» qui leur confère le statut de demandeur d'asile politique, document qui doit être renouvelé tous les mois avec accord de la commune.

Par ailleurs, malgré les accords de Dayton, la situation en Bosnie est loin d'être stabilisée.

L'honorable ministre pourrait-il me dire:

1. Quel est le statut actuel des personnes qui arrivent de Bosnie;

2. Quelle évolution de ce statut il prévoit?

**Réponse:** J'ai l'honneur de communiquer les renseignements suivants à l'honorable membre.

1. Conformément à ma circulaire du 1<sup>er</sup> mars 1995 concernant la révision du statut de personne déplacée (publié au *Moniteur belge* du 28 mars 1995), le statut de personne déplacée ne peut, en effet, plus être demandé par les personnes originaires d'ex-Yugoslavie à partir de cette date.

En conséquence, les personnes arrivant de Bosnie sont à nouveau soumises à la réglementation générale relative à l'entrée et le séjour telle qu'elle figure dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

En vertu de cette loi, il leur est loisible de se déclarer réfugié et de demander d'être reconnu comme tel. La même possibilité est ouverte aux personnes originaires d'ex-Yugoslavie auxquelles le statut de personne déplacée a été retiré.

En même temps, j'attire votre attention sur le fait que sur base de la même circulaire, le statut de personne déplacée a été conservé pour un groupe important de personnes qui résident déjà en Belgique. Ceux-ci ne sont d'ailleurs plus en possession d'une «annexe 3» mais bien d'un Certificat d'inscription au Registre des étrangers.

2. À l'heure actuelle, je n'envisage pas de réintroduire à nouveau le statut de personne déplacée pour les ressortissants de l'ex-Yugoslavie.

Les personnes qui ont gardé le statut de personne déplacée, peuvent actuellement toujours en bénéficier. Ceci restera valable aussi longtemps que nous n'aurons pas de garantie concernant la sécurité sur place et donc la possibilité d'un retour effectif.

Van 1 februari 1988 tot 30 juni 1996

Bron: Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen

c) Toestand op 12 juli 1996

Aantal asielaanvragers op 12 juli 1996.

Bron: Dienst vreemdelingenzaken.

Mannen: 19 608 (64,5 pct.)

Vrouwen: 10 848 (35,5 pct.)

Totaal: 30 456

De hierboven vermelde cijfers werden uit de bevolkingsregisters (hoofdzakelijk het wachregister) overgenomen en bevatten alle asielzoekers op datum van 12 juli 1996.

B. Erkende vluchtelingen

Aantal in België verblijvende erkende vluchtelingen op 30 juni 1996

Mannen: 21 111 (58,4 pct.)

Vrouwen: 15 024 (41,6 pct.)

Totaal: 36 135

3. In dit verband verwijst ik het geachte lid naar het antwoord dat ik verstrekt heb op de vraag nr. 35 van 23 augustus 1995 van de heer Decroly, volksvertegenwoordiger.

**Vraag nr. 70 van de heer Destexhe d.d. 15 december 1995 (Fr.):**

***Statuut van de Bosniërs in België.***

Vóór maart 1995 beschikten de Bosniërs die tijdelijk in België verblijven over het document «bijlage 3», dat hun het statuut van «ontheemde» toekende.

Sedert maart 1995 is die «bijlage 3» vervangen door een «bijlage 26» dat hun het statuut van politiek-asielzoeker toekent, maar dat document moet elke maand na de instemming van de gemeente worden vernieuwd.

Niettegenstaande de akkoorden van Dayton is de toestand in Bosnië bovenindien nog lang niet gestabiliseerd.

Kan de geachte minister mij zeggen:

1. Wat het huidige statuut is van de personen die uit Bosnië komen;

2. Hoe dat statuut volgens hem zal evolueren ?

**Antwoord:** Ik heb de eer het geachte lid de volgende inlichtingen te verstrekken.

1. Overeenkomstig mijn omzendbrief van 1 maart 1995 met betrekking tot de herziening van de status van ontheemde (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1995), kan de status van ontheemde inderdaad vanaf deze datum niet meer worden aangevraagd door personen die afkomstig zijn uit ex-Joegoslavië.

Bijgevolg zijn de personen die uit Bosnië komen opnieuw onderworpen aan de algemene reglementering inzake binnenkomst en verblijf van vreemdelingen zoals ze in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en verwijdering van vreemdelingen opgenomen is.

Krachtens deze wet staat het hen vrij, zich vluchteling te verklaren en te vragen als dusdanig erkend te worden. Dezelfde mogelijkheid staat open voor de personen uit ex-Joegoslavië wier statuut van ontheemde werd ingetrokken.

Tevens vestig ik uw aandacht op het feit dat op basis van dezelfde omzendbrief het statuut van ontheemde voor een aanzienlijke groep personen die reeds in België verbleven behouden is. Deze zijn echter niet langer in het bezit van een «bijlage 3» maar van een «bewijs van inschrijving in het Vreemdelingenregister».

2. Momenteel overweeg ik niet om het statuut van ontheemde opnieuw in te voeren voor onderdanen uit ex-Joegoslavië.

De personen die het statuut van ontheemde behouden hebben, blijven daar echter van genieten. Dit zal zo blijven zolang er niet meer garanties zijn inzake de veiligheid ter plaatse en de reële mogelijkheid tot terugkeer.

**Question n° 171 de M. Verreycken du 6 septembre 1996 (N.):*****Brabant flamand. — Gouverneur adjoint. — Personnel. — Budget. — Nombre de plaintes.***

Après l'installation officielle de la province du Brabant flamand, le 2 janvier 1995, un adjoint au nouveau gouverneur a également été désigné. On a dit d'emblée de cet adjoint qu'il serait un fonctionnaire susceptible de canaliser les griefs des francophones en Brabant flamand.

J'aimerais poser les questions suivantes :

1. Combien de collaborateurs et de membres du personnel le gouverneur adjoint occupe-t-il et quel est le budget prévu à cet effet ?

2. Outre le budget du personnel, de quel budget total cet adjoint dispose-t-il ?

3. Combien de plaintes l'adjoint a-t-il déjà traités depuis sa nomination ?

**Réponse:** 1. Le gouverneur adjoint dispose actuellement de trois collaborateurs statutaires et de trois collaborateurs contractuels (dont un chauffeur et une nettoyeuse). Le coût salarial annuel de ces agents s'élève à 7 235 577 francs.

2. Le budget 1996 a prévu 1 235 000 francs pour frais de fonctionnement, 475 000 francs pour l'achat de meubles et autres et 93 100 francs pour frais exceptionnels.

3. Depuis sa désignation, le gouverneur adjoint a traité 21 plaintes.

Les tâches du gouverneur adjoint (et de son personnel) ne se limitent évidemment pas au simple traitement de plaintes. J'ai remis à l'honorable membre le rapport d'activités du gouverneur adjoint.

Les chiffres budgétaires visés dans ce rapport d'activités étaient les crédits demandés. Le point 2 de la présente réponse mentionne les montants finalement octroyés.

## Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur

### Finances

**Question n° 103 de M. Caluwé du 15 juillet 1996 (N.):*****Succession. — Insuffisance d'évaluation. — Publicité de l'administration.***

Quand l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines constate, dans une déclaration de succession, une insuffisance d'évaluation, elle signifie aux héritiers une mise en demeure de payer des droits supplémentaires.

Le formulaire utilisé pour signifier ces mises en demeure ne dit mot de la manière dont les héritiers peuvent faire savoir qu'ils récusent cette insuffisance d'évaluation, ni de la procédure à suivre en pareil cas.

L'honorable ministre estime-t-il que ce formulaire est conforme à la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration, et plus particulièrement à son article 2, 4<sup>o</sup>, lequel dispose que «... tout document par lequel une décision ou un acte administratif à portée individuelle émanant d'une autorité administrative fédérale est notifié à un administré indique les voies éventuelles de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter...»?

**Réponse:** L'avis par lequel les héritiers sont informés d'une insuffisance d'estimation et qui les invite en même temps à payer les droits supplémentaires, amendes et intérêts dus de ce chef, est tout à fait indépendant de toute procédure contentieuse formelle;

**Vraagnr. 171 vandeheer Verreyckend.d.6september 1996(N.):*****Vlaams-Brabant. — Adjunct-gouverneur. — Personeel. — Budget. — Aantal klachten.***

Nadat de provincie Vlaams-Brabant op 2 januari 1995 officieel werd geïnstalleerd, werd ook een adjunct aangesteld voor de nieuwe gouverneur. Van deze adjunct werd onmiddellijk gezegd dat hij een ambtenaar zou zijn die de wrevel van de franssprekenden in Vlaams-Brabant kon kanaliseren.

Graag verneem ik van u een antwoord op volgende vragen :

1. Hoeveel medewerkers, personeelsleden stelt de adjunct-gouverneur tewerk en wat is het budget dat daarvoor wordt uitgetrokken ?

2. Naast het tewerkstellingsbudget, wat is het volledige budget dat deze adjunct ter beschikking staat ?

3. Hoeveel klachten heeft de adjunct al behandeld sinds zijn aanstelling ?

**Antwoord:** 1. De adjunct-gouverneur beschikt momenteel over 3 statutaire en 3 contractuele medewerkers (waaronder een chauffeur en een schoonmaakster). De jaarlijkse loonkost voor die personeelsleden bedraagt 7 235 577 frank.

2. Op de begroting 1996 werd 1 235 000 frank uitgetrokken voor werkingskosten, 475 000 frank voor aankoop van meubilair en dergelijke, en 93 100 frank voor uitzonderlijke kosten.

3. Sinds zijn aanstelling heeft de adjunct-gouverneur 21 klachten behandeld.

De taken van de adjunct-gouverneur (en zijn personeel) zijn uiteraard niet beperkt tot de loutere behandeling van klachten. Ik heb het geachte lid het activiteitenverslag van de adjunct-gouverneur bezorgd.

De begrotingscijfers die in dat activiteitenverslag zijn vermeld, waren de gevraagde kredieten. Punt 2 van dit antwoord vermeld de uiteindelijk toegekende bedragen.

## Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel

### Financiën

**Vraag nr. 103 van de heer Caluwé d.d. 15 juli 1996 (N.):*****Nalatenschap. — Tekortschatting. — Openbaarheid van bestuur.***

Wanneer de administratie van de BTW, Registratie en Domeinen in een aangifte van nalatenschap een tekortschatting vaststelt, ontvangen de erfgenamen een aanmaning tot betaling van de bijvoeglijke rechten.

Het formulier dat voor deze aanmaningen gebruikt wordt, maakt geen melding van de wijze waarop de erfgenamen kunnen laten blijken dat zij het niet eens zijn met deze tekortschatting, en al evenmin van de procedure die alsdan moet worden gevolgd.

Is de geachte minister van oordeel dat dit formulier in overeenstemming is met de wet van 11 april 1994, betreffende de openbaarheid van bestuur, meer bepaald artikel 2, 4<sup>o</sup>: «... vermeldt elk document waarmee een beslissing of een administratieve handeling met individuele strekking uitgaande van een federale administratieve overheid ter kennis wordt gebracht van een bestuurde, de eventuele beroepsmogelijkheden, de instanties bij wie het beroep moet worden ingesteld en de geldende vormen en termijnen...»?

**Antwoord:** Het bericht waarmee de erfgenamen in kennis worden gesteld van een tekortschatting en tevens worden verzocht de uit hoofde ervan verschuldigde bijvoeglijke rechten, boeten en intresten te betalen, staat los van enige formele geschil-

il se situe dans la phase amiable du règlement du dossier. C'est la raison pour laquelle il n'existe donc, comme tel, aucun recours spécifique que le contribuable puisse invoquer.

L'avis a d'ailleurs pour but essentiel d'avertir le contribuable de l'insuffisance proposée par le receveur, insuffisance que le contribuable peut discuter sans avoir à accomplir la moindre formalité. À cet égard, le formulaire indique clairement que le contribuable peut obtenir au bureau toutes les explications qu'il jugerait utiles et notamment celles relatives aux points de comparaison et aux autres éléments qui justifient l'estimation.

Sur base de l'article 141 du Code des droits de succession, le ministre des Finances ou son délégué est autorisé à conclure des transactions avec le contribuable, pour autant qu'elles n'impliquent pas exemption ou modération d'impôt. Il est fait usage de cette possibilité pour fixer, en accord avec le contribuable, la valeur des biens qui doivent être déclarés pour leur valeur vénale.

En cas d'inaction du contribuable ou, à défaut d'accord sur le montant de l'insuffisance, c'est uniquement au receveur qu'appartient le droit de requérir la procédure d'expertise de contrôle prévue par les articles 111 et suivants du Code des droits de succession en vue d'établir définitivement l'insuffisance des valeurs vénales déclarées.

#### Question n° 106 de M. D'Hooghe du 14 août 1996 (N.):

##### *Réseau de fraude au Luxembourg.*

Le 6 août dernier, les médias ont révélé que quelque 300 personnes auraient éludé l'impôt via le Luxembourg. La radio, la télévision et la presse écrite ont fait état d'opérations de la «Kredietbank Luxembourg» qu'ils qualifiaient de «constructions de blanchiment fiscal» ou encore d'«opérations bancaires offshore». Un listing informatique relatif à ces opérations aurait été transmis à la fois aux tribunaux bruxellois et au ministère des Finances. Le ministère des Finances serait par ailleurs en possession d'informations provenant d'autres canaux.

L'honorable ministre peut-il, dans l'état actuel de l'enquête sur ce dossier, répondre aux questions suivantes :

1. Combien y a-t-il de personnes impliquées dans les transactions en question ? De combien de personnes physiques, d'une part, et de personnes morales, d'autre part, s'agit-il ? Selon les sources précitées, il y aurait de 80 à 300 personnes concernées.

2. Quel est le montant total des placements effectués sur les comptes luxembourgeois concernés ? Dans quelle monnaie sont-ils libellés ?

3. La presse a parlé de fraude en matière de précompte mobilier, mais aussi en matière de droits de succession. Quels sont, dans l'état actuel de l'examen du dossier, les types de fraude fiscale qui ont été portés à votre connaissance, et quel est le montant total estimé des fraudes ?

4. Dans combien de cas le fisc a-t-il déjà conclu un arrangement à l'amiable avec les contribuables concernés en vue de recouvrer les créances fiscales en question ? Quel est le montant des créances fiscales qui ont été recouvrées de la sorte ?

5. Quelles mesures de contrôle concrètes la Commission bancaire et financière a-t-elle prises à ce jour ?

**Réponse :** 1. L'administration de l'ISI examine actuellement, dans quelque trois cents dossiers, les implications fiscales de certaines transactions entre des contribuables belges et des institutions financières étrangères, avec ou sans intermédiaires.

2. Dans l'état actuel de l'enquête, le montant des placements s'élève à environ 28 milliards de francs luxembourgeois.

3. Les infractions éventuelles concernent l'impôt des sociétés, l'impôt des personnes physiques, le précompte mobilier et les droits de succession.

4. Aucun redressement fiscal n'a encore été réalisé à ce jour.

lenprocedure en situeert zich in de fase van de minnelijke afwikkeling van het dossier. Als dusdanig is er dan ook geen specifiek verhaalsrecht waarop de belastingplichtige zich zou kunnen beroepen, voorzien.

Het bericht heeft derhalve essentieel tot doel de belastingplichtige op de hoogte te brengen van de door de ontvanger voorgezette ongenoegzaamheid die zonder naleving van enige formaliteit door de belastingplichtige ter discussie kan worden gesteld. In voormeld opzicht wordt op het formulier duidelijk vermeld dat de belastingplichtige alle uitleg welke hij nuttig acht, inzonderheid wat betreft de vergelijkingspunten, alsook alle andere elementen waarop de schatting is gesteund, op het kantoor kan verkrijgen.

Op grond van artikel 141 van het Wetboek der successierechten is de minister van Financiën of zijn wettelijk vertegenwoordiger gemachtigd om dadingen aan te gaan met de belastingplichtige voor zover hieruit geen vrijstelling of vermindering van belasting voortspruit. Van deze mogelijkheid wordt gebruik gemaakt om in overleg met de belastingplichtige de waarde van de goederen vast te stellen die voor hun verkoopwaarde moeten worden aangegeven.

Bij stilzitten van de belastingplichtige of bij gebrek aan akkoord over het bedrag van de tekortschatting is het enkel de ontvanger die de procedure van de controleschatting zoals voorzien door de artikelen 111 en volgende van het Wetboek der successierechten kan vorderen teneinde de ontoereikendheid van de aangegeven verkoopwaarde definitief te doen vaststellen.

#### Vraag nr. 106 van de heer D'Hooghe d.d. 14 augustus 1996 (N.):

##### *Het Luxemburgse fraudecircuit.*

Op 6 augustus jl. maakten de media bekend dat een 300-tal personen via Luxemburg belastingen zouden hebben ontweken. Zowel de radio- en televisieberichten als de krantenartikels hadden het over de verrichtingen van Kredietbank Luxemburg die bestempeld werden als «fiscale witwasconstructies» of «offshorebankieren». Er zou een computerlijst hieromtrent zijn overgezonden zowel aan het Brussels gerecht als aan het ministerie van Financiën. Ook via andere kanalen zou informatie in het bezit zijn van het ministerie van Financiën.

Kan de geachte minister, in de huidige stand van zaken, volgende inlichtingen verstrekken :

1. Hoeveel personen zijn er betrokken bij de bedoelde transacties ? Over hoeveel natuurlijke personen, enerzijds, en over hoeveel rechtspersonen anderzijds gaat het hier ? De geciteerde bronnen geven aantallen op die variëren van een 80-tal tot een 300-tal.

2. Om welk bedrag aan beleggingen, in totaliteit, op bewuste Luxemburgse rekeningen gaat het ? In welke valuta zijn deze uitgedrukt ?

3. De persbronnen hebben het over ontwijking van roerende voorheffing, maar ook over ontweken successierechten. Welke types van ontweken belastingen zijn u in de huidige stand van zaken bekend en voor welk geraamde bedrag ?

4. In hoeveel gevallen heeft de fiscus met de betrokken belastingplichtigen reeds een minnelijke schikking getroffen om otdoken fiscale inkomsten vooralsnog te recupereren ? Welk bedrag vertegenwoordigen die aldus gerecupereerde inkomsten ?

5. Welke concrete controlemaatregelen werden tot op heden uitgevoerd door de Commissie voor het bank- en financiewezien ?

**Antwoord :** 1. De administratie van de BBI gaat momenteel in een 300-tal dossiers de fiscale implicaties na van bepaalde verrichtingen tussen Belgische belastingplichtigen en buitenlandse financiële instellingen, al dan niet via tussenpersonen.

2. In de huidige stand van het onderzoek beloopt het bedrag van de beleggingen ongeveer 28 miljard Luxemburgse frank.

3. De eventuele overtredingen hebben betrekking op de vennootschaps- en personenbelasting, de roerende voorheffing en de successierechten.

4. Er werden tot dusver nog geen rechtingen van de belastingtoestand uitgevoerd.

Pour le surplus, les strictes dispositions légales relatives au secret professionnel m'interdisent de fournir des informations plus détaillées sur ces dossiers.

5. Je comprends la cinquième branche de la question de l'honorable membre en ce sens qu'il souhaite obtenir des informations sur les mesures de contrôle que la Commission bancaire et financière a mises en œuvre dans le cadre de sa mission légale visant à éviter la mise en place par les établissements de crédit de mécanismes particuliers qui favorisent la fraude fiscale de leurs clients.

Je rappelle que, par la loi du 30 juin 1975, le législateur a introduit dans le statut bancaire une disposition — anciennement l'art. 39, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, actuellement l'article 57, § 3, de la loi du 22 mars 1993 — en vertu de laquelle la Commission bancaire et financière peut prendre des mesures exceptionnelles, notamment interdire la poursuite de l'activité concernée, lorsqu'elle a connaissance du fait qu'un établissement de crédit soumis à son contrôle a mis en place un mécanisme particulier ayant pour but ou pour effet de favoriser la fraude fiscale par des tiers.

Bien qu'il résulte du texte de la disposition concernée que la constatation de la mise en place par un établissement de crédit d'un «mécanisme particulier» doit être examinée au cas par cas et sur la base d'un examen *a posteriori*, la commission a jugé utile de préciser cette disposition à la lumière d'un certain nombre d'opérations types. En 1976-1977, elle a adressé aux établissements de crédit soumis à son contrôle deux circulaires énumérant une série de pratiques à considérer comme des «mécanismes particuliers» au sens de la disposition précitée. Ces textes avaient été préparés au sein d'un groupe de travail spécial composé de représentants non seulement d'autres autorités de contrôle, mais également de l'administration fiscale.

La première circulaire concerne principalement les pratiques par lesquelles les établissements de crédit pourraient aider leurs clients à éluder le précompte mobilier dont ils sont redevables.

La deuxième circulaire concerne plus particulièrement la pratique dite des «crédits fiscaux». Cette pratique consiste pour un établissement de crédit à consentir à un contribuable un crédit dont l'existence et les charges sont opposées à l'administration fiscale, tandis que l'existence et les revenus des éléments de patrimoine apportés en garantie de ce crédit restent celés à celles-ci. Pour mettre un terme à cette pratique, la deuxième circulaire dispose que le fait de ne pas faire mention dans l'acte de crédit des garanties prises en considération, est considéré comme un «mécanisme particulier». Pour plus de détails concernant des circulaires, je renvoie à une annexe qui fut jointe au rapport de la commission compétente du Sénat sur le projet de loi qui est devenu la loi du 22 mars 1993 (annexe 11 du Doc. n° 616-2, 1992-1993) et qui reproduit le texte des deux circulaires.

Les établissements de crédit sont tenus de prendre les mesures organisationnelles adéquates pour empêcher la mise en place de mécanismes particuliers et notamment de ceux visés dans les circulaires précitées. Ils doivent à cette fin donner des instructions nécessaires à leur personnel et à leurs agents. Ils doivent également prendre les mesures requises, spécialement en direction de leur service de contrôle interne, pour que ces instructions soient effectivement respectées. Il appartient aux réviseurs agréés désignés auprès des établissements de crédit de vérifier si tel est le cas et de porter les manquements éventuels à la connaissance de la commission.

Lors de contrôles sur place, les inspecteurs de la commission surveillent également cet aspect. En règle générale, le programme d'inspection relatif au domaine d'activité à examiner inclura la mission de vérifier si les mesures organisationnelles adéquates ont été prises pour empêcher des mécanismes particuliers dans ce domaine et si le contrôle interne veille au respect de ces mesures. Un contrôle supplémentaire est opéré s'il existe des indices d'infractions.

Dans le cas présent, les informations diffusées par les médias et rapportées par l'honorable membre ont amené la commission à adresser une lettre aux établissements de crédit belges cités pour leur demander de lui remettre un rapport circonstancié concernant, d'une part, les mesures qu'ils ont prises de manière générale

Voor het overige beletten de strikte wettelijke bepalingen betreffende het beroepsgeheim mij om meer gedetailleerde informatie over deze dossiers te verstrekken.

5. Met zijn vijfde subvraag informeert het geachte lid, naar ik aanneem, naar de controlemaatregelen die de Commissie voor het bank- en financiewezen heeft genomen in het kader van haar wettelijke opdracht die ertoe strekt te voorkomen dat kredietinstellingen bijzondere mechanismen zouden instellen die fiscale fraude bij hun klanten bevordert.

Ik herinner eraan dat de wetgever, met de wet van 30 juni 1975, een bepaling in het bankstatuut heeft ingevoerd — vroeger artikel 39, tweede lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, thans artikel 57, § 3, van de wet van 22 maart 1993 — krachtens dewelke de Commissie voor het bank- en financiewezen uitzonderlijke maatregelen kan treffen, inzonderheid de stopzetting van de betrokken activiteit, wanneer zij er kennis van heeft dat een onder haar toezicht staande kredietinstelling een bijzonder mechanisme heeft ingesteld met als doel of als gevolg de fiscale fraude door derden te bevorderen.

Ofschoon uit de tekst van de betrokken bepaling volgt dat de vaststelling van een kredietinstelling een «bijzonder mechanisme» heeft ingesteld, per geval en op grond van een *a posteriori* onderzoek moet worden bekeken, heeft de commissie het nuttig geacht de bepaling te preciseren in het licht van een aantal typeverrichtingen. In 1976-1977 heeft ze naar de kredietinstellingen onder haar toezicht twee circulaires gestuurd met aanduiding van een aantal praktijken die te beschouwen zijn als voornoemde «bijzondere mechanismen». Deze teksten waren voorbereid geworden in een bijzondere werkgroep waarin, naast andere toezichthouders, het fiscaal bestuur vertegenwoordigd was.

De eerste circulaire betreft voornamelijk gedragingen waardoor kredietinstellingen de door de klanten verschuldigde roerende voorheffing zouden kunnen helpen ontduiken.

De tweede circulaire betreft inzonderheid de praktijk van de zogenaamde «fiscale kredieten». Daaronder wordt de praktijk verstaan waarbij een kredietinstelling aan een belastingplichtige een krediet toestaat waarvan het bestaan en de kosten tegenover het fiscaal bestuur worden ingereden, terwijl het bestaan en de opbrengst van de vermogensbestanddelen die als waarborg voor dat krediet worden gesteld, voor het fiscaal bestuur verborgen blijven. Om deze praktijk tegen te gaan bepaalt de tweede circulaire dat het niet-vermelden van de in aanmerking genomen waarborgen in de kredietakte, als een «bijzonder mechanisme» wordt beschouwd. Voor meer detail over deze circulaires verwijst ik naar een bijlage gevoegd bij het verslag van de bevoegde senaatscommissie over het wetsontwerp dat de wet van 22 maart 1993 is geworden (bijlage 11 van Gedr. St. nr. 616-2, 1992-1993) waarin de tekst van beide circulaires is opgenomen.

De kredietinstellingen dienen de passende organisatorische maatregelen te nemen om bijzondere mechanismen te voorkomen, inzonderheid deze waarvan sprake in de voornoemde circulaires. Zij dienen daartoe de nodige richtlijnen aan hun personeelsleden en hun agenten te geven. Zij dienen ook de nodige maatregelen te nemen, inzonderheid in de richting van hun interne controledienst, opdat deze richtlijnen daadwerkelijk zouden worden nageleefd. Het behoort tot de opdracht van de erkende revisoren die bij de kredietinstellingen zijn aangesteld, om na te gaan of dit het geval is en om eventuele tekortkomingen aan de commissie te melden.

Ook bij onderzoeken ter plaatse door de inspecteurs van de commissie wordt hierop toegezien. In de regel zal het inspectieprogramma met betrekking tot het te onderzoeken activiteitsgebied de opdracht insluiten om na te gaan of de passende organisatorische maatregelen zijn uitgevaardigd om bijzondere mechanismen in dit gebied te voorkomen en of de interne controle op de naleving hiervan toezielt. Een bijkomend onderzoek wordt ingesteld wanneer er aanwijzingen van overtredingen zijn.

In dit geval hebben de door het geachte lid vermelde berichten in de media de commissie ertoe aangezet de geciteerde Belgische kredietinstellingen aan te schrijven met de vraag haar een omstandig verslag te bezorgen over, enerzijds, de maatregelen die zij in het algemeen hebben genomen ter voorkoming van bijzondere

pour prévenir l'usage de mécanismes particuliers et, d'autre part, leur implication éventuelle dans les opérations citées par les médias. Si l'examen de ce dossier devait révéler des «mécanismes particuliers», la commission devrait aussitôt mettre fin à ces pratiques, le cas échéant conjointement avec d'autres mesures qui s'imposeraient en matière d'organisation. En outre, si la commission devait constater des mécanismes qui ont pour but ou pour effet d'organiser des infractions à la loi fiscale et qui impliquent une complicité de l'établissement et du client dans le but de fraude fiscale, elle devrait m'en informer immédiatement en vertu de l'article 327, § 5, du CIR 1992.

Je tiens encore à vous signaler que le président de la commission bancaire et financière m'avait déjà suggéré au mois d'octobre de l'année passée d'engager une procédure visant à actualiser les documents existants en matière de mécanismes particuliers, afin d'y inclure certaines pratiques qui n'avaient pas été prises en considération à l'époque et qui ont notamment trait à la possibilité pour les établissements de crédit communautaires d'opérer dans notre pays sous le couvert de la libre prestation de services, c'est-à-dire sans y être établis. Faisant suite à cette suggestion, j'ai demandé au secrétaire général du ministère des Finances de présider un groupe de travail réunissant des représentants des administrations fiscales concernées, de la trésorerie et de la commission. Conformément à la procédure convenue au sein de ce groupe de travail, la commission a préparé une nouvelle circulaire qui actualise les pratiques qualifiées à l'époque de mécanismes particuliers et qui, en outre, qualifie comme telles certaines autres pratiques constatées au cours des dernières années. Fin juillet, soit avant la diffusion par les médias d'informations relatives à l'implication de certains établissements belges dans les mécanismes particuliers, le secrétaire général du ministère des Finances a reçu de la commission un projet de nouvelle circulaire. Celui-ci sera examiné incessamment par le groupe de travail.

La commission a l'intention, à l'occasion de la diffusion de la nouvelle circulaire, de rappeler aux établissements soumis à son contrôle la nécessité d'arrêter des procédures et mesures de contrôle interne adéquates afin que l'application des règles visant à prévenir des mécanismes particuliers soit assurée à tous les niveaux, y compris au niveau du personnel bancaire dans les agences.

#### **Question nº 107 de M. Hatry du 21 août 1996 (Fr.):**

##### ***Taux de conversion du franc belge en euro.***

Lors de la séance publique de la commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat du mercredi 3 juillet 1996, la sénatrice, Mme Nelis, a posé une demande d'explication sur l'introduction de l'euro et ses conséquences sur le monde des affaires.

L'honorable ministre a répondu de façon circonstanciée à cette demande, ainsi qu'aux questions posées par plusieurs autres sénateurs.

Il semble, à présent, qu'un point sur lequel la discussion a porté, a progressé. Il s'agit de la date à laquelle les taux de change seraient définitivement stabilisés par rapport à l'euro, et du cours qui serait utilisé.

Sur le premier point, la préférence marquée à la fois par l'Institut monétaire européen et par la pratique, rejoue les propositions qui ont été faites par le ministre, à savoir fixer dès le printemps de 1998 le taux de change des monnaies en euro pour les pays qui participeront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, à la monnaie unique.

Par contre, le niveau auquel se situera le taux de change retenu donne lieu encore à controverse. Trois techniques peuvent être mises en œuvre :

1. Le cours du marché le jour de la décision;
2. Le calcul d'une moyenne sur une période à déterminer précédant le jour de la décision;
3. Le cours pivot qui a prévalu au cours des deux années qui ont précédé la décision.

mechanismen en, anderzijds, over hun eventuele betrokkenheid bij de in de media geciteerde verrichtingen. Mocht het onderzoek van dit dossier «bijzondere mechanismen» aan het licht brengen, dan zou de commissie deze praktijken meteen stop dienen te zetten, naast eventuele andere maatregelen die zich inzake organisatie zouden opdringen. Bovendien, in het geval de commissie mechanismen zou vaststellen die tot doel of tot gevolg hebben inbreuken te organiseren op de fiscale wetgeving en een medeplichtigheid insluiten, tussen de instelling en de cliënt, met het oog op belastingontduiking, dan zou zij, krachtens artikel 327, § 5, van het WIB 1992, mij hiervan onmiddelijk moeten inlichten.

Ik wil er nog op wijzen dat de voorzitter van de Commissie voor het bank- en financiewezen mij reeds in oktober van vorig jaar heeft aangeschreven met de suggestie om een procedure op te starten die zou leiden tot een actualisering van de bestaande documenten inzake bijzondere mechanismen, dit om het hoofd te bieden aan sommige praktijken die destijds niet in aanmerking werden genomen en die onder meer verband houden met de mogelijkheid voor EG-kredietinstellingen om in vrije dienstverlening, d.i. zonder vestiging, in ons land bedrijvig te zijn. Daarop heb ik de secretaris-generaal van het ministerie van Financiën verzocht om een werkgroep voor te zitten waarin zowel de betrokken fiscale besturen en de thesaurie als de commissie vertegenwoordigd zijn. Overeenkomstig de afspraken die in deze werkgroep werden gemaakt, heeft de commissie een nieuwe circulaire voorbereid waarin de praktijken die destijds als bijzondere mechanismen werden bestempeld, worden geactualiseerd en waarin ook een aantal andere praktijken die de voorbije jaren werden vastgesteld, als dusdanig worden beschouwd. Eind juli, d.i. nog voor er in de media berichten werden verspreid over de betrokkenheid van sommige Belgische instellingen bij bijzondere mechanismen, heeft de secretaris-generaal van het ministerie van Financiën een voorstel van nieuwe circulaire ontvangen. Dit document zal eerstdaags in de werkgroep worden besproken.

De commissie neemt zich voor om naar aanleiding van de verspreiding van de nieuwe circulaire de onder haar toezicht staande instellingen te herinneren aan de noodzaak om passende procedures en interne controlemaatregelen uit te vaardigen zodat op alle niveaus, inclusief het bankpersoneel in de agentschappen, de toepassing van de regels ter voorkoming van bijzondere mechanismen veilig wordt gesteld.

#### **Vraag nr. 107 van de heer Hatry d.d. 21 augustus 1996 (Fr.):**

##### ***Omrekeningskoers van de Belgische frank in euro.***

Tijdens de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden van de Senaat van woensdag 3 juli 1996 heeft senator Nelis om inlichtingen verzocht over de introductie van de euro en de gevolgen hiervan voor de zakenwereld.

De geachte minister heeft uitgebreid geantwoord op deze vraag, evenals op vragen gesteld door verschillende andere senatoren.

Het lijkt er momenteel op dat vooruitgang is geboekt aangaande een van de punten die ter discussie stonden. Het gaat om de datum waarop de wisselkoersen definitief vastgelegd zouden worden met betrekking tot de euro en over de koers die gehanteerd zou worden.

Wat het eerste punt betreft, komt de voorkeur geuit door het Europees Monetair Instituut en door mensen uit de praktijk overeen met de voorstellen van de minister. Deze hebben tot doel om vanaf lente van 1998 de wisselkoersen van de nationale munten in euro vast te leggen voor die landen die vanaf 1 januari 1999 zullen deelnemen aan de gemeenschappelijke munt.

Over het niveau waarop die wisselkoersen vastgelegd dient te worden bestaat echter nog onenigheid. Drie technieken kunnen hier toegepast worden :

1. De marktkoers op de dag van de beslissing;
2. Een gemiddelde berekend over een nog vast te stellen periode vóór de dag van de beslissing;
3. De spilkoers tijdens de twee jaren die de beslissing voorafgingen.

L'honorable ministre peut-il préciser dans quel sens il pense que l'on devrait s'orienter, chacune de ces méthodes présentant des avantages et des inconvénients ?

**Réponse :** 1. le Traité de Maastricht précise le cadre dans lequel s'opérera le passage des monnaies nationales vers le monnaie unique.

Aux termes de l'article 109J (4), la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) commencera au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1999. Les États membres qui rempliront les conditions nécessaires pour prendre part à cette troisième phase seront désignés dans les premiers mois de 1998.

L'article 109L (4) stipule par ailleurs que, le jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase, les taux de conversion des monnaies seront fixés irrévocablement et que cette conversion ne pourra modifier, en soi, la valeur externe de l'écu.

Il s'écoulera donc une période de transition entre la décision de passage à la troisième phase de l'UEM et le démarrage de cette troisième phase. Cette période est délicate parce que les taux de conversion fixés de façon irrévocable des monnaies des pays opérant le passage à l'euro ne seront adoptés formellement qu'au début de la troisième phase.

2. Diverses solutions ont été évoquées afin de minimiser le risque d'instabilité des taux de change durant la période de transition. L'honorable membre rappelle, dans sa question, la préférence marqué par d'aucuns de fixer dès le printemps de 1998 le cours de change des monnaies en euro pour les pays qui participeront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, à la monnaie unique. Il mentionne, par ailleurs, trois techniques possibles pour fixer le niveau des taux de conversion. Primo, la conversion sur la base du cours de change du marché le jour de la décision relative à la sélection des pays participant à la phase finale. Secundo, la conversion sur la base du calcul d'une moyenne sur une période à déterminer précédent le jour de la décision. Tertio, la conversion sur la base du cours pivot qui a prévalu au cours des deux années qui ont précédé la décision.

3. Au niveau des orientations et des choix à opérer, il convient de noter que la question doit encore faire l'objet d'examens approfondis au sein des instances européennes compétentes. Les réflexions qui suivent sont donc préliminaires quant au fond et ne peuvent préjuger de la solution finale qui sera basée sur une décision de nature collégiale.

4. L'article 109L (4) du traité de Maastricht stipule que la fixation des taux de conversion des monnaies le jour de l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'UEM ne pourra modifier, en soi, «la valeur externe de l'écu». Une interprétation juridique stricte de cette clause du traité voudrait que les taux de conversion soient fixés sur la base des taux de marché en vigueur la veille du début de la troisième phase.

Toutefois, la fixation des taux de conversion sur la base du cours de change du marché le jour précédent celui de l'entrée en phase III est celle qui paraît présenter le potentiel de risque le plus grand du point de vue de la stabilité sur le marché des changes si le marché est laissé sans aucune guidance de la part des autorités durant la période de transition. De tels taux de conversion pourraient, en effet, être influencés par les conditions particulières prévalant sur les marchés à un moment donné, et dès lors, s'écarte sensiblement des taux de conservation souhaitables, notamment au regard des fondamentaux économiques.

Le même argument plaide d'ailleurs à l'encontre de la première technique évoquée par l'honorable membre, à savoir la fixation des taux de conversion sur la base des taux de marché en vigueur le jour de la sélection des pays participants. Rien ne garantit en effet, que ces taux, observés un jour donné, soient ceux correspondant le mieux à des taux d'équilibre.

5. En revanche, les deux dernières techniques de fixation des taux de conversion mentionnées par l'honorable membre minimisent le risque d'instabilité durant la période intérimaire, parce que les taux de conversion qui en découleraient seraient calculée non

Zou de geachte minister kunnen verduidelijken welke van deze methoden, die elk hun voor- en nadelen hebben, men volgens hem zou moeten toepassen ?

**Antwoord :** 1. Het Verdrag van Maastricht verduidelijkt het kader waarbinnen de overgang van de nationale munten naar de eenheidsmunt zal verlopen.

Luidens artikel 109J (4), zal de derde fase van de Economische en Monetaire Unie (EMU) ten laatste op 1 januari 1999 van start gaan. De lidstaten die de noodzakelijke voorwaarden zullen vervullen om deel te nemen aan deze derde fase, zullen tijdens de eerste maanden van 1998 aangeduid worden.

Het artikel 109L (4) schrijft bovenbieden voor dat, op de dag van het van kracht worden van de derde fase, de conversievoeten van de munten onherroepelijk zullen vastgelegd worden, en dat deze conversie op zich de externe waarde van de ecu niet zal kunnen wijzigen.

Er zal dus een overgangsperiode zijn tussen de beslissing van overgang naar de derde fase van de EMU en de start van deze derde fase. Deze periode is delicaat omdat de onherroepelijk vastgelegde conversievoeten van de munten van de landen die de overgang naar de euro maken, maar pas formeel zullen aangenomen worden bij het begin van de derde fase.

2. Verscheidene oplossingen werden ter sprake gebracht ten einde het risico van onstabiele wisselkoersen gedurende de overgangsperiode tot een minimum te herleiden. Het geachte lid herinnert in zijn vraag aan de voorkeur van sommigen om vanaf de lente van 1998 de wisselkoers van de munten in euro vast te leggen voor de landen die vanaf 1 januari 1999 zullen deelnemen aan de eenheidsmunt. Hij vermeldt bovenbieden drie mogelijke technieken om het niveau van de conversievoeten vast te leggen. Ten eerste, de conversie op basis van de marktwisselkoers op de dag van de beslissing inzake de selectie van de landen die deelnemen aan de eindfase. Ten tweede, de conversie op basis van de berekening van een gemiddelde over een te bepalen periode voorafgaand aan de dag van de beslissing. Ten derde, de conversie op basis van de spilkoers die gold gedurende de twee jaar die aan de beslissing zijn voorafgegaan.

3. Wat de oriëntaties en de te maken keuzes betreft, moet men opmerken dat het probleem nog grondig onderzocht moet worden door de bevoegde Europese instanties. De opmerkingen die volgen zijn dus voorlopig wat de grond van de zaak betreft en kunnen dus niet vooruitlopen op de eindoplossing, die zal gebaseerd zijn op een beslissing van gemeenschappelijke aard.

4. Artikel 109L (4) van het Verdrag van Maastricht schrijft voor dat het vastleggen van de conversievoeten van de munten op de dag van het van kracht worden van de derde fase van de EMU, «de externe waarde van de ecu» op zich niet zal kunnen wijzigen. Een strikte juridische interpretatie van deze clausule van het verdrag zou betekenen dat de conversievoeten vastgelegd worden op basis van de marktvoeten die van kracht zijn op de vooravond van het begin van de derde fase.

Het vastleggen van de conversievoet op basis van de marktwisselkoers op de dag die het begin van de derde fase voorafgaat, schijnt echter het grootst mogelijke risico in te houden voor de stabiliteit op de wisselmarkten, als de markt niet in de hand gehouden wordt door de autoriteiten gedurende de overgangsperiode. Zulke conversievoeten zouden inderdaad kunnen beïnvloed worden door bepaalde voorwaarden die op een gegeven moment op de markten gelden en bijgevolg gevoelig afwijken van de gewenste conversievoeten, meer bepaald ten opzichte van de economische grondslagen.

Hetzelfde argument pleit bovenbieden tegen de eerste door het geachte lid aangehaalde techniek, namelijk het vastleggen van de conversievoeten op basis van de van kracht zijnde marktkoersen op de dag van de selectie van de deelnemende landen. Niets garandeert immers dat deze koersen, die op een bepaalde dag waargenomen werden, deze zouden zijn die het best overeenkomen met de evenwichtscoersen.

5. De twee laatste technieken voor het vastleggen van de conversievoeten die door het geachte lid vermeld werden, daarentegen, maken het onstabilitairisico gedurende de tussentijdse periode minimaal, omdat de conversievoeten die eruit voort-

sur la base des cours observables un jour donné, mais au cours d'une période relativement longue ou sur la base des cours pivots en vigueur.

#### Question n° 108 de M. Hatry du 21 août 1996 (Fr.):

##### *Imposition distincte.*

Il me revient que l'article 171, 5<sup>e</sup>, CIR 92, est parfois appliqué de manière disparate.

L'honorable ministre peut-il me faire savoir si une fiche négative 281.25 postérieure diminue ou annule, en tout ou en partie, les douze revenus mensuels de l'année de référence, visés au *Com. IR 171/269*?

1. Ladite année et son taux moyen d'imposition peuvent-ils encore être retenus pour l'application de l'article précité?

2. Si oui, ledit taux doit-il se calculer sur la base du revenu précité avant ou après déduction du montant de cette fiche?

**Réponse:** L'honorable membre voudra bien trouver ci-après les réponses aux questions posées.

##### Question 1

Il est évident que si l'année du paiement indu sert de référence pour la détermination du taux d'imposition d'un revenu imposable distinctement sur pied de l'article 171, 5<sup>e</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992, la rectification consécutive à l'attestation 281.25 pourra, selon les circonstances, avoir comme conséquence:

— Soit que cette année ne pourra plus être considérée comme une année de référence pour déterminer le taux moyen d'imposition, s'il devait s'avérer que le contribuable n'a pas eu, durant cette année, une activité professionnelle normale;

— Soit que le taux moyen d'imposition retenu initialement sera plus élevé que celui résultant de la rectification.

##### Question 2

Dans chacune des deux éventualités envisagées ci-dessus, il y a lieu de revoir aussi la cotisation comprenant les revenus imposables distinctement, en retenant comme taux moyen d'imposition:

— Soit le taux moyen de la nouvelle année de référence;

— Soit le taux moyen résultant de la rectification de la base imposable.

Si l'honorable membre a connaissance de cas dans lesquels ces règles ne sont pas correctement appliquées, je lui suggère de me communiquer les nom et adresse des intéressés de manière à me permettre de faire procéder à une enquête à ce sujet.

#### Question n° 110 de M. Hatry du 23 août 1996 (Fr.):

##### *Recettes fiscales et parafiscales. — Statistiques.*

Dans une communication dont les journaux ont publié une synthèse dans leur édition du vendredi 16 août 1995, la Banque nationale de Belgique communique un certain nombre d'informations statistiques et de prévisions ou d'estimations.

C'est ainsi qu'elle estime pour les années 1993 à 1996 la charge fiscale et parafiscale totale des pouvoirs publics en Belgique comme suit:

- 1993: 44,9 p.c.;
- 1994: 46,1 p.c.;
- 1995: 46,1 p.c.;
- 1996: 46,2 p.c.

Ces chiffres sont calculés par rapport au PIB et donnent, par conséquent, le point de vue de la banque.

L'Organisation de coopération et de développement économique publie elle aussi régulièrement de tels chiffres par rapport au

vloeiend, niet op de koersen van een bepaalde dag zouden worden berekend, maar in de loop van een relatief lange periode of op basis van de op dat moment van kracht zijnde spilkoersen.

#### Vraag nr. 108 van de heer Hatry d.d. 21 augustus 1996 (Fr.):

##### *Afzonderlijke aanslag.*

Ik verneem dat artikel 171, 5<sup>e</sup>, WIB 1992, soms zeer verschillend wordt toegepast.

Kan de geachte minister mij medelen of een latere negatieve fiche 281.25 de twaalf maandelijkse beroepsinkomsten van het referentiejaar bedoeld in Com. IB 171/269 geheel of gedeeltelijk verminderd of annuleert?

1. Mogen het referentiejaar en de gemiddelde aanslagvoet voor dat jaar nog in aanmerking worden genomen voor de toepassing van het bovenvermelde artikel?

2. Indien dat zo is, moet die aanslagvoet dan berekend worden op basis van de bovenvermelde inkomsten vóór of na de aftrek van het bedrag dat op die fiche vermeld is?

**Antwoord:** Het geachte lid vindt hierna de antwoorden op de gestelde vragen.

##### Vraag 1

Het is evident datwanneer het jaar van de onrechtmatige belasting als referentie geldt voor het bepalen van de aanslagvoet van een overeenkomstig artikel 171, 5<sup>e</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, afzonderlijk belastbaar inkomen, de rechtzetting op grond van het attest 281.25, naargelang van de omstandigheden, tot gevolg kan hebben dat:

— Ofwel dat jaar niet meer als referentiejaar kan beschouwd worden voor het bepalen van de gemiddelde aanslagvoet,wanneer blijkt dat de belastingplichtige gedurende dat jaar geen normale beroepswerkzaamheid heeft gehad;

— Ofwel de aanvankelijk in aanmerking genomen gemiddelde aanslagvoet hoger is dan die welke uit de rechtzetting volgt.

##### Vraag 2

Bij elk van beide hiervoor vermelde mogelijkheden past het ook de aanslag waarin de afzonderlijk belastbare inkomsten zijn opgenomen, te herzien, waarbij als gemiddelde aanslagvoet in aanmerking moet worden genomen:

— Ofwel die van het nieuwe referentiejaar;

— Ofwel die welke uit de rechtzetting van de belastbare basis volgt.

Als het geachte lid kennis heeft van gevallen waarin deze regels niet correct zijn toegepast, stel ik hem voor mij de naam en het adres van de betrokkenen mede te delen, zodat ik daaromtrent een onderzoek kan doen instellen.

#### Vraag nr. 110 van de heer Hatry d.d. 23 augustus 1996 (Fr.):

##### *Fiscale en parafiscale ontvangsten. — Statistieken.*

In een mededeling waarvan de kranten een samenvatting publiceerden op vrijdag 16 augustus 1996, verstrekt de Nationale Bank van België een aantal statistische gegevens en vooruitzichten of schattingen.

Zo schat zij voor de jaren 1993 tot 1996 de totale fiscale en parafiscale druk van de overheid in België als volgt:

- 1993: 44,9 pct.;
- 1994: 46,1 pct.;
- 1995: 46,1 pct.;
- 1996: 46,2 pct.

Deze cijfers worden berekend in verhouding tot het bruto binnenlands product en geven bijgevolg de visie van de bank weer.

Ook de Organisatie voor economische samenwerking en ontwikkeling publiceert regelmatig dergelijke cijfers in verhou-

PIB. N'est disponible à présent que le chiffre pour 1993, estimé à 45,7 p.c. (au lieu de 44,9 p.c. comme estimé par la Banque nationale de Belgique).

Par ailleurs, la Communauté européenne publie, elle aussi, une information en la matière et le chiffre publié par Eurostat signale pour 1995 un total de recettes fiscales et parafiscales pour la Belgique par rapport au PIB de 48,1 au lieu de 46,1 p.c. comme estimé par la BNB.

Les chiffres publiés par la banque sont, par conséquent, sensiblement inférieurs à ceux que la Belgique communique aux instances internationales et qui servent à apprécier, dans la comparaison internationale, notre situation.

Bien loin de résoudre les problèmes posés, l'Institut des comptes nationaux, créé par le précédent gouvernement, semble encore enlever un peu plus de crédibilité à la Belgique.

Les interventions répétées de la banque semblent, elles aussi, de plus en plus commandées par des raisons politiques, plutôt que des motivations d'informations statistiques objectives.

L'honorable ministre pourrait-il clarifier ces données et expliquer, dans la mesure du possible, de façon objective, l'origine de telles différences, si elles ne sont pas purement inspirées par des choix politiques plutôt que par des données financières objectives ?

**Réponse :** Le problème soulevé par l'honorable membre n'est pas inconnu des statisticiens et il s'agit d'un problème complexe qui ne peut être traité ici de façon exhaustive.

En effet, chacune des institutions mentionnées (OCDE, Eurostat, Banque nationale) évalue la pression fiscale et parafiscale globale selon une méthodologie qui lui est propre. Il y a toutefois lieu de relativiser les conséquences de cette situation : s'il y a des écarts en niveaux, les tendances restent généralement comparables et la position comparative de la Belgique ne se trouve pas fondamentalement modifiée selon que l'on se réfère à l'une ou l'autre source.

Tant Eurostat que l'OCDE s'appuient sur les données contenues dans les comptes nationaux (impôts par type reçus par les administrations publiques). Les différences dans les résultats s'expliquent notamment par les éléments suivants :

— L'OCDE ne prend pas en compte dans les recettes publiques des États membres la TVA cédée à l'Union européenne. Par contre, Eurostat reprend, dans sa brochure annuelle *Impôts et cotisations sociales* cette TVA cédée comme un impôt des États membres.

— Il existe entre les deux institutions des divergences quant aux cotisations sociales qui sont prises en considération (cas des cotisations conventionnelles ou volontaires).

— La statistique de l'OCDE se base en principe strictement sur un concept de «caisse» alors qu'Eurostat tient compte dans certains cas du fait génératrice.

Des précisions ont été demandées à la Banque nationale quant à la méthodologie qu'elle utilise.

Il est évident que les différences dont fait mention l'honorable membre ne sont nullement inspirées par des choix politiques.

#### Question n° 111 de M. Hatry du 23 août 1996 (Fr.):

##### *Apport de branches d'activité en immunisation d'impôts.*

En vue de clarifier un problème qui n'a pas trouvé de réponse ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence, et devant l'absence de commentaires approfondis en la matière, je voudrais demander à l'honorable ministre la réponse à apporter à un problème relatif à l'apport de branches d'activité en immunisation d'impôts.

Je désire préciser que la question posée ne relève aucunement d'un cas précis, mais bien d'un souci de clarification générale.

Prenons comme exemple une provision pour risques et charges constituée par un contribuable en exemption d'impôts lors de l'année revenus 1996. Au 1<sup>er</sup> janvier 1997, il effectue un apport de

ding tot het bruto binnenlands product. Momenteel is enkel het cijfer voor 1993 beschikbaar. Dat wordt geschat op 45,7 pct. (en niet 44,9 pct. zoals geschat door de Nationale Bank van België).

De Europese Gerneenschap geeft eveneens informatie vrij over deze materie. Volgens Eurostat bedragen de totale fiscale en para-fiscale ontvangsten in België 48,1 pct. van het bruto binnenlands product in plaats van 46,1, de schatting van de Nationale Bank van België.

De cijfers van de Nationale Bank liggen dus duidelijk lager dan die die België overmaakt aan de internationale instanties en op basis waarvan de Belgische situatie wordt beoordeeld in een internationale context.

Het Instituut van de nationale rekeningen, in het leven geroepen door de vorige regering, lijkt de bestaande problemen dus niet op te lossen, maar integendeel de geloofwaardigheid van België verder aan te tasten.

De herhaalde tussenkomsten van de bank lijken ook meer en meer ingegeven door politieke motieven, veeleer dat door de zorg om objectieve statistische informatie.

Zou de geachte minister deze gegevens kunnen verduidelijken en indien mogelijk een objectieve verklaring kunnen geven van de oorsprong van dergelijke verschillen ? Of is het zo dat zij uitsluitend gebaseerd zijn op politieke keuzen eerder dan op objectieve financiële gegevens ?

**Antwoord:** Het probleem dat hier ter sprake wordt gebracht door het geachte lid is welbekend bij de statistici; het is zo complex dat het hier niet uitvoerig kan behandeld worden.

Inderdaad, elk van de genoemde instellingen (OESO, Eurostat, Nationale Bank) heeft zijn eigen methodologie om de globale fiscale en parafiscale druk in te schatten. De gevallen van die situaties moeten echter gerelateerd worden: ook al zijn er niveauverschillen, de strekkingen blijven meestal vergelijkbaar, en de vergelijkende positie van België wijkt fundamenteel niet af naar gelang men refereert aan de ene of de andere bron.

Zowel Eurostat als de OESO steunen op de gegevens van de nationale rekeningen (belastingen per type zoals ze ontvangen worden door de openbare diensten). Het verschil van resultaat kan verklaard worden door de volgende elementen :

— De OESO telt de BTW die aan de EU wordt afgestaan niet mee in de overheidsontvangsten van de lidstaten. In de jaarlijkse brochure *Belastingen en sociale bijdragen* van Eurostat daarentegen wordt die BTW opgenomen als een belasting van de lidstaten.

Er bestaan tussen beide instellingen ook verschillen wat de sociale bijdragen betreft waarmee rekening wordt gehouden (het geval van conventionele of vrijwillige bijdragen).

— De statistieken van de OESO zijn in principe strikt gebaseerd op het concept «kas», terwijl Eurostat in sommige gevallen rekening houdt met het belastbare feit.

Er werden aan de Nationale Bank toelichtingen gevraagd inzake de door haar gebruikte methodologie.

Het spreekt vanzelf dat de verschillen die aangehaald worden door het geachte lid helemaal niet ingegeven zijn door politieke keuzes.

#### Vraag nr. 111 van de heer Hatry d.d. 23 augustus 1996 (Fr.):

##### *Inbreng van bedrijfsafdelingen of takken van bedrijvigheid met vrijstelling van belasting.*

Mag ik de geachte minister vragen mij een antwoord te geven op een vraag betreffende de inbreng van bedrijfsafdelingen of takken van bedrijvigheid met vrijstelling van belasting waaraan de rechtsleer en de rechtspraak nog geen oplossing hebben gegeven en waarvoor ook een uitvoerige commentaar van de belastingdiensten ontbreekt ?

Ik wens er de nadruk op te leggen dat deze vraag geen specifiek geval betreft maar een algemene strekking heeft.

Als voorbeeld nemen we een belastingplichtige die tijdens het inkomenstjaar 1996 een voorziening voor risico's en kosten aanlegt met belastingvrijstelling. Op 1 januari 1997 brengt hij een

branche d'activité qui comprend ladite provision. Lors de l'apport, cette provision « n'est pas prise en compte pour la détermination de l'apport à rémunérer et est, par conséquent, reprise sous sa dénomination propre dans l'avoir de la société bénéficiaire de l'apport » (*Com. IR « ancien »* nº 124/21).

Lors de l'année revenus 1998, le contrôleur contrôle l'apporteur sur l'année revenus 1996 et estime que la provision pour risques et charges ne répond pas aux critères de l'article 48 CIR 92 et qu'elle doit être taxée.

Comment entend-on procéder lorsque, donc, postérieurement à l'apport et dans le cas de la constitution d'une provision pour risques et charges par l'apporteur (*voir supra*), le contrôleur estime que la totalité de cette provision doit être taxée chez l'apporteur ?

Toute imputation de paiements sur cette provision ne provoquera aucune détaxation dans le chef du bénéficiaire de l'apport. On aboutit de la sorte à une situation où des paiements résultant de charges, devenues certaines, ne seraient pas admis en charges professionnelles déductibles ni chez l'apporteur, ni chez le bénéficiaire de l'apport.

Une première solution ne serait-elle pas de considérer que la taxation par le contrôleur de la provision pour risques et charges ainsi que le maintien de cette réserve taxée chez l'apporteur « crée » chez la société bénéficiaire de l'apport une réserve taxée (par le biais d'une majoration de la situation de début des réserves taxées de la société bénéficiaire de l'apport pour éviter une augmentation de la base imposable de ladite société et donc une double taxation, soit une augmentation de la base imposable des sociétés effectuant l'apport et bénéficiaire de l'apport à concurrence du même montant) ?

Cette solution n'a-t-elle pas le mérite de permettre, lors de l'imputation des paiements sur la provision pour risques et charges par le bénéficiaire de l'apport, une détaxation autorisant, *in fine*, que des charges professionnelles soient admises fiscalement, en l'occurrence, dans le chef de la société bénéficiant de l'apport ?

La provision pour risques et charges ayant été réjetée dans le chef de l'apporteur, la neutralité fiscale de l'apport de la branche d'activité aura ainsi été respectée.

Une seconde solution ne serait-elle pas de considérer que la provision pour risques et charges, taxée chez l'apporteur, est détaxée à l'occasion de l'apport ? En effet, la réserve taxée est liée à la provision pour risques et charges qui, en raison de l'apport, disparaît des comptes de l'apporteur. Il serait donc normal d'envisager une détaxation de cette réserve.

À l'occasion de l'apport, la société bénéficiaire devrait appliquer, à défaut de voir l'administration fiscale le faire, automatiquement l'article 362 CIR 1992 à la provision pour risques et charges transférée et augmenter sa base imposable à concurrence d'une réserve taxée dont le montant correspond à celui de la provision pour risques et charges transférée.

Cette réserve étant détaxée lors des paiements imputés sur la provision pour risques et charges dès lors qu'ils répondront à la définition de charges professionnelles admissibles.

La première solution induit une neutralité fiscale parfaite puisque la provision pour risques et charges rejetée dans le chef de l'apporteur le reste tout en autorisant dans le chef du bénéficiaire de l'apport une détaxation de la réserve taxée (« transférée par le biais d'une majoration de la situation de début des réserves ») lors de l'imputation des paiements sur la provision pour risques et charges.

La seconde solution tient compte du lien entre la provision pour risques et charges comptable et la réserve taxée qui en est résultée dans le chef de l'apporteur puisque le transfert de cette provision résulte en une détaxation chez l'apporteur. Elle présente comme inconvénient majeur que c'est la société effectuant l'apport qui, *in fine*, aura pu déduire fiscalement la provision pour risques et charges alors même qu'au moment de l'apport cette provision, en elle-même, était taxée (ce n'est qu'en raison de son transfert qu'il y a une détaxation dans le chef de l'apporteur).

bedrijfsafdeling of een tak van bedrijvigheid in die deze voorziening omvat. Om te vergoeden inbreng te bepalen wordt geen rekening gehouden met die voorziening, die bijgevolg onder haar eigen benaming wordt opgenomen in het vermogen van de vennootschap die de inbreng verkrijgt (zie «oude» *Com. IB* nr. 124/21).

Tijdens het inkomenstjaar 1998 onderzoekt de belastingcontroleur echter de inkomenst 1996 van de inbrenger en oordeelt dat de voorziening voor risico's en kosten niet voldoet aan de criteria van artikel 48 en bijgevolg belast moet worden.

Hoe zal men tewerk gaan wanneer na de inbreng en in het geval van inbrenger een voorziening voor risico's en kosten heeft aangelegd (zie hierboven), de belastingcontroleur van mening is dat deze voorziening in haar geheel bij de inbrenger belast moet worden ?

Betalingen die op die voorziening worden aangerekend, geven geen belastingvrijstelling aan de verkrijgende vennootschap. Het gevolg daarvan is dat werkelijk betaalde kosten niet aanvaard worden als aftrekbare beroepskosten, noch bij de inbrenger, noch bij degene die de inbreng verkrijgt.

Een eerste oplossing zou erin kunnen bestaan dat het belasten van de voorziening voor risico's en kosten en het behouden van die belaste reserve bij de inbrenger ertoe leidt dat er bij de verkrijgende vennootschap een belaste reserve «ontstaat» (via een verhoging van de oorspronkelijke belaste reserves van de verkrijgende vennootschap om te voorkomen dat de belastinggrondslag van die vennootschap vermeerdert en dus aanleiding geeft tot een dubbele belasting, nl. een vermeerdering met hetzelfde bedrag van de belastinggrondslag van de vennootschap die de inbreng doet en de vennootschap die de inbreng verkrijgt).

Deze oplossing heeft het voordeel dat er, wanneer de verkrijgende vennootschap betalingen aanrekt op de voorziening voor risico's en kosten, een belastingvrijstelling mogelijk wordt zodat de verkrijgende vennootschap de betalingen als beroepskosten kan aftrekken.

Aangezien de belastingcontroleur de voorziening voor risico's en kosten van de inbrenger niet van belasting heeft vrijgesteld, wordt niet geraakt aan de belastingneutraliteit van de inbreng van de bedrijfsafdeling of de tak van bedrijvigheid.

Een tweede oplossing zou erin kunnen bestaan dat de voorziening voor risico's en kosten, die bij de inbrenger is belast, naar aanleiding van de inbreng wordt vrijgesteld van belasting. De belaste reserve is immers verbonden aan de voorziening voor risico's en kosten, die wegens de inbreng verdwijnt uit de rekeningen van de inbrenger. Het zou dus normaal zijn dat men een belastingvrijstelling van die reserve overweegt.

Bij de inbreng zou de verkrijgende vennootschap artikel 361 van het WIB 1992 automatisch moeten toepassen — zo niet zullen de belastingdiensten dat doen — op de overgedragen voorziening voor risico's en kosten en haar belastinggrondslag vermeerderten belope van een belaste reserve, waarvan het bedrag overeenstemt met dat van de overgedragen voorziening voor risico's en kosten.

Deze reserve wordt vrijgesteld van belasting bij betalingen die worden aangerekend op de voorziening voor risico's en kosten aangezien die betalingen beantwoorden aan de definitie van toelaatbare beroepskosten.

Met de eerste oplossing bereikt men de perfecte belastingneutraliteit aangezien de voorziening voor risico's en kosten niet van belasting wordt vrijgesteld voor de inbrenger, terwijl er voor de verkrijgende vennootschap belastingvrijstelling wordt toegestaan voor de belaste reserve («overgedragen via een verhoging van de oorspronkelijke reserves») telkens als er betalingen worden aangerekend op de voorziening voor risico's en kosten.

De tweede oplossing houdt rekening met het verband tussen de voorziening voor risico's en kosten in de boekhouding en de belaste reserve die er voor de inbrenger uit volgt, aangezien de overdracht van die voorziening belastingvrijstelling voor de inbrenger tot gevolg heeft. Het grootste nadeel is echter dat de verkrijgende vennootschap de voorziening voor risico's en kosten ten slotte fiscaal kan aftrekken, hoewel die voorziening bij de inbreng zelf belast was (de inbrenger krijgt slechts belastingvrijstelling wegens die overdracht).

La réponse de l'honorable ministre à cette question permettra une plus grande certitude fiscale dans une matière qui doit avoir pour but de favoriser clairement et sans entraves les regroupements économiques.

**Réponse:** La question posée par l'honorable membre porte sur certains problèmes qui peuvent survenir lors du traitement fiscal d'un apport immunisé d'une branche d'activité (article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992 — en abrégé: CIR 92), conformément au principe de continuité comptable (les articles 29, § 1<sup>erbis</sup>, et 36*quinquies*, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises — en abrégé: AR/comptes annuels).

La question vise plus particulièrement à savoir comment l'opération d'apport doit être traitée fiscalement, tant dans le chef de la société apporteuse que dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport, lorsque celui-ci comprend des éléments dont la valeur d'apport comptable est inférieure à la valeur fiscale nette en raison de l'existence de «réserves occultes», telles que notamment des provisions pour risques et charges taxées.

La manière de traiter un tel cas, à la fois sur le plan fiscal et comptable, peut apparaître plus clairement si on examine le schéma exposé ci-après.

Une société résidente A apporte à la société résidente B une branche d'activité en exemption d'impôt. L'apport comprend:

- Des actifs d'une valeur nette (tant comptable que fiscale) de 1 000;
- Des dettes d'une valeur de 200;
- Une provision pour risques et charges «taxée» d'une valeur comptable de 150 (la valeur fiscale nette s'élève à 0).

La valeur comptable nette de l'apport s'élève à 650 (1 000 – 200 – 150), alors que la valeur fiscale nette s'élève à 800 (1 000 – 200 – 0). La différence entre les deux valeurs nettes est dès lors de 150.

Les conséquences de l'apport peuvent être résumées comme suit:

1. Dans le chef de la société apporteuse A:

- La provision disparaît (prélèvement sur les réserves taxées = –150);

— Les nouvelles actions ou parts B reçues en échange sont reprises dans les comptes à la valeur comptable nette de l'apport (c'est-à-dire pour 650) aux termes de l'article 29, § 1<sup>erbis</sup>, alinéa 2, de l'AR/comptes annuels, de sorte que ces actions ou parts présentent au point de vue fiscal, une sous-estimation de 150, laquelle doit être rectifiée (taxation d'une réserve occulte «sous-évaluation actions ou parts B» = +150);

— Globalement, l'apport n'engendre aucun mouvement des réservés taxées (–150 + 150 = 0);

2. Dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport B:

— Les actifs et les passifs apportés sont portés dans les comptes à la valeur pour laquelle ils étaient inscrits dans les comptes de la société A (article 36*quinquies* de l'AR/comptes annuels), de sorte que le capital social libéré par l'apport est égal à la valeur nette comptable de l'apport (c'est-à-dire 650);

— Par contre, le capital libéré par l'apport est égal à la valeur fiscale nette de l'apport (c'est-à-dire 800), conformément à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, du CIR 92;

— La différence négative (–150) entre ce capital social (650) et le capital libéré (800) est considérée comme «une réserve négative incorporée au capital»;

— La réserve négative précitée est cependant compensée par l'incorporation dans les réserves taxées, pour un montant identique (c'est-à-dire +150), d'une réserve occulte relative à la provision taxée apportée;

— Le transfert ultérieur de la provision taxée (notamment suite à l'utilisation) via le crédit d'un compte de résultats ne modi-

Het antwoord van de geachte minister op deze vraag zal de fiscale zekerheid vergroten in een zaak die een belemmering vormt voor het ontstaan van economische samenwerkingsverbanden.

**Antwoord:** De door het geachte lid gestelde vraag heeft betrekking op bepaalde problemen die kunnen rijzen bij de fiscale verwerking van een belastingvrije inbreng van een tak van werkzaamheid (artikel 46, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 — afgekort: WIB 92), overeenkomstig het boekhoudkundig continuïteitsbeginsel (de artikelen 29, § 1<sup>bis</sup>, en 36*quinquies*, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen — afgekort: KB/jaarrekening).

Meer bepaald strekt de vraag er toe te vernemen hoe de fiscale verwerking van de inbrengverrichting zowel ten name van de inbrengende als ten name van de inbrenggenietende vennootschap moet geschieden, wanneer de inbreng bestanddelen bevat waarvan de boekhoudkundige inbrengwaarde kleiner is dan de fiscale nettowaarde ervan omwille van het bestaan van «onzichtbare reserves» zoals inzonderheid belaste voorzieningen voor risico's en kosten.

Hoe in dergelijk geval een en ander fiscaal-boekhoudkundig moet worden behandeld, kan best worden verduidelijkt aan de hand van de hiernavolgende vereenvoudigde situatie.

Een binnenlandse vennootschap A brengt een tak van werkzaamheid belastingvrij in bij de binnenlandse vennootschap B. De inbreng omvat:

- Activa met een nettowaarde (zowel boekhoudkundig als fiscaal) van 1 000;
- Schulden met een nettowaarde van 200;
- Een «belaste» voorziening voor risico's en kosten met een boekwaarde van 150 (de fiscale nettowaarde ervan bedraagt 0).

De boekhoudkundige nettowaarde van de inbreng bedraagt 650 (1 000 – 200 – 150), terwijl de fiscale nettowaarde ervan 800 (1 000 – 200 – 0) bedraagt. Het verschil tussen beide nettowaarden bedraagt derhalve 150.

De gevolgen na de inbreng kunnen als volgt worden samengevat:

1. Ten name van de inbrengende vennootschap A:

- De voorziening verdwijnt (opname van de belaste reserves = –150);

— De in ruil ontvangen nieuwe aandelen B worden, luidens artikel 29, § 1<sup>bis</sup>, tweede lid, van het KB/jaarrekening, in de boekhouding opgenomen tegen de waarde waarvoor zij in de vennootschap A voorkwamen (artikel 36*quinquies* van het KB/jaarrekening), zodat deze aandelen in fiscaal opzicht een onderwaardering vertonen van 150, welke moet worden rechtgezet (belasten van een onzichtbare reserve «onderschatting aandelen B» = +150);

— Globaal brengt de inbreng geen beweging in de belaste reserves teweeg (–150 + 150 = 0);

2. Ten name van de inbrenggenietende vennootschap B:

— De ingebrachte activa en passiva worden in de boekhouding opgenomen tegen de waarde waarvoor zij in de vennootschap A voorkwamen (artikel 36*quinquies* van het KB/jaarrekening), zodat het maatschappelijk kapitaal dat door de inbreng wordt volgestort gelijk is aan de boekhoudkundige nettowaarde van de inbreng (dit wil zeggen 650);

— Het door de inbreng gestorte kapitaal daarentegen is overeenkomstig artikel 46, § 1, laatste lid, van het WIB 92, gelijk aan de fiscale nettowaarde van de inbreng (dit wil zeggen 800);

— Het negatief verschil (–150) tussen dat maatschappelijk kapitaal (650) en het gestort kapitaal (800), wordt geacht een «negatieve reserve in kapitaal» te vertegenwoordigen;

— De voormalde negatieve reserve wordt evenwel gecompenseerd door de opname voor eenzelfde bedrag (dit wil zeggen +150) onder de belaste reserves van een onzichtbare reserve met betrekking tot de ingebrachte belaste voorziening;

— De latere afboeking van de belaste voorziening (inzonderheid ingevolge besteding) via een creditering van de resultaten-

fie pas le résultat fiscal ( $-150 + 150 = 0$ ), ceci alors que les frais y sont liés — comptabilisés en résultat — subiront leur propre régime fiscal.

Le mécanisme décrit ci-dessus sera davantage explicité dans le commentaire administratif de l'article 184 du CIR 92 (le capital libéré) qui sera publié ultérieurement.

#### Question n° 114 de M. Hatry du 30 août 1996 (Fr.):

##### *Associés actifs. — Administrateurs de société. — Charges professionnelles. — Intérêts.*

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux deux questions suivantes ?

Les intérêts d'emprunts contractés par un associé actif ou administrateur de société dans le but de payer ses cotisations sociales d'indépendant doivent-ils être portés :

— Sous un des codes 452/467 (associé), 405/430 (administrateur) de la déclaration IPP exercice 96, revenus 95;

— Ou sous un des codes 453/468 (associé), 406/431 (administrateur) de la même déclaration ?

La même question est posée en ce qui concerne les intérêts de retard payés directement par les intéressés à leur caisse d'assurance sociale d'indépendants.

**Réponse :** L'honorable membre voudra bien trouver ci-après les réponses aux questions posées.

##### 1. Intérêts d'emprunt

Les intérêts d'emprunts contractés par un administrateur ou un associé actif en vue de payer ses cotisations sociales d'indépendant dues en vertu de la législation sociale constituent, en principe, des frais professionnels déductibles au sens de l'article 49 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92).

De tels intérêts peuvent donc, en principe, être mentionnés dans la déclaration à l'impôt des personnes physiques à la rubrique «Autres frais professionnels (à ne compléter que si vous ne souhaitez pas l'application du forfait légal)», en regard des codes 406/431 ou 453/468 selon qu'il s'agit d'un administrateur ou d'un associé actif.

##### 2. Intérêts de retard

Par application du principe suivant lequel l'accessoire suit le principal, les intérêts de retard payés directement par les intéressés à une caisse d'assurance sociale pour indépendants suite à un paiement tardif de cotisations sociales dues en vertu de la législation sociale, sont également déductibles à titre de frais professionnels dans la mesure où ils se rapportent à des droits eux-mêmes déductibles à ce titre.

De tels intérêts de retard sont, dès lors, assimilés à des cotisations sociales visées à l'article 52, 7<sup>e</sup>, CIR 92 et peuvent être mentionnés dans la déclaration à l'impôt des personnes physiques à la rubrique «Cotisations sociales personnelles non retenues», en regard des codes 405/430 ou 452/467 selon qu'il s'agit d'un administrateur ou d'un associé actif.

#### Question n° 115 de M. Anciaux du 6 septembre 1996 (N.):

##### *Trafic de contrefaçons en Belgique.*

La douane a saisi l'an dernier dans notre pays 21,5 tonnes de marchandises contrefaites, ce qui représente une augmentation de 30 p.c. depuis 1993. Les autorités douanières estiment qu'en fait, les contrefaçons saisies ne représentent que 10 p.c. de la quantité écoulée. Tout produit présentant un intérêt commercial est imité. D'après la Commission européenne, le commerce des contrefaçons dans l'Union européenne représente une perte de quelque 100 000 emplois.

Selon des sources au sein de l'administration des Douanes et Accises, la Belgique serait la plaque tournante européenne du trafic des contrefaçons et des marchandises pour lesquelles on ne s'acquitte pas des droits d'entrée ou de la TVA.

rekening, brengt geen wijziging teweeg in het fiscaal resultaat ( $-150 + 150 = 0$ ), en dit terwijl de ermee gepaard gaande — in resultaat geboekte — kosten, hun eigen fiscaal regime zullen ondergaan.

De voormelde werkwijze zal verder worden uitgediept in de administratieve commentaar op artikel 184 van het WIB 92 (het gestort kapitaal), die eerlang zal worden gepubliceerd.

#### Vraag nr. 114 van de heer Hatry d.d. 30 augustus 1996 (Fr.):

##### *Werkende vennooten. — Bestuurders van vennootschappen. — Beroepskosten. — Interessen.*

Graag kreeg ik van de geachte minister een antwoord op de twee volgende vragen.

Horen de interessen van leningen die door een werkende vennoot of een bestuurder van een vennootschap zijn aangegeven om zijn sociale bijdragen als zelfstandige te betalen, thuis :

— Onder een van de codes 452/467 (vennoot), 405/430 (bestuurder) van de aangifte in de personenbelasting aanslagjaar 96, inkomen 95;

— Of onder een van de codes 453/468 (vennoot), 406/431 (bestuurder) van dezelfde aangifte ?

Deszelfde vraag wordt gesteld voor de nalatigheidsinteressen die door de betrokkenen direct betaald zijn aan hun sociale verzekeringsskas voor zelfstandigen.

**Antwoord:** Het geachte lid vindt hierna de antwoorden op de gestelde vragen.

##### 1. Interessen van leningen

Interessen van leningen die door een bestuurder of een werkend vennoot zijn afgesloten om zijn sociale bijdrage voor zelfstandigen, verschuldigd krachtens de sociale wetgeving, te betalen, zijn in principe aftrekbaar beroepskosten in de zin van artikel 49 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92).

Dergelijke interessen kunnen dus in principe worden vermeld in de rubriek «Andere beroepskosten (alleen invullen indien u geen toepassing van het wettelijke forfait wenst)» van de aangifte in de personenbelasting, tegenover de codes 406/431 of 453/468 naargelang het een bestuurder of een werkend vennoot betreft.

##### 2. Nalatigheidsinteressen

Door toepassing van het principe dat de bijzaak steeds de hoofdzaak volgt, zijn de nalatigheidsinteressen die door de betrokkenen rechtstreeks worden betaald aan een sociale verzekeringsskas voor zelfstandigen ingevolge het laattijdig betalen van de sociale bijdragen verschuldigd in het kader van de sociale wetgeving, eveneens aftrekbaar als beroepskosten voor zover ze betrekking hebben op zelf uit dien hoofde als beroepskosten aftrekbaar rechten.

Dergelijke nalatigheidsinteressen worden derhalve gelijkgesteld met de sociale bijdragen bedoeld in artikel 52, 7<sup>e</sup>, WIB 92 en mogen worden vermeld in de rubriek «Niet-ingehouden persoonlijke sociale bijdragen» van de aangifte in de personenbelasting, tegenover de codes 405/430 of 452/467 naargelang het een bestuurder of een werkend vennoot betreft.

#### Vraag nr. 115 van de heer Anciaux d.d. 6 september 1996 (N.):

##### *Smokkel van namaakgoederen in België.*

De douane heeft vorig jaar in ons land 21,5 ton valse goederen in beslag genomen. Dit is een toename met 30 p.c. sinds 1993. De douaneautoriteiten schatten dat de in beslag genomen namaakgoederen in feite slechts 10 p.c. van de werkelijke hoeveelheid vormen. Elk product dat commercieel interessant is wordt nagemaakt. De Europese Commissie schat dat de handel in namaakgoederen in de Europese Unie zo'n 100 000 banen verloren doet gaan.

Volgens bronnen binnen de administratie van Douane en Accisen blijkt België een Europese draaischijf te zijn voor de smokkel van namaakgoederen en goederen waarvoor geen invoerrechten of BTW worden betaald.

Les trafiquants sont attirés par notre vaste hinterland européen, par l'insuffisance des contrôles au port d'Anvers (6 douaniers pour 2 000 à 3 000 conteneurs par jour !) et à l'aéroport de Zaventem, ainsi que par le caractère obsolète de notre législation en matière de contrefaçons. En outre les quelques douaniers effectuant les contrôles sur le terrain se disent régulièrement frustrés par le laxisme de la justice dans le traitement de leurs dossiers.

1. L'honorable ministre est-il conscient du problème que la Belgique est la plaque tournante européenne du trafic des contrefaçons ? Envisage-t-il des mesures ? Quels efforts fait-on pour contrer le trafic des contrefaçons ?

2. L'honorable ministre peut-il confirmer le chiffre des contrefaçons saisies en 1995 et préciser la répartition par produit ?

3. Combien de personnes sont-elles affectées au contrôle du trafic des contrefaçons et des marchandises pour lesquelles on ne s'acquitte pas des droits d'entrée ou de la TVA ? En quels endroits ces personnes interviennent-elles ?

**Réponse :** 1. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de l'honorable membre qu'à l'occasion de l'exercice par la Belgique de la présidence du Conseil de l'Union européenne au cours du premier semestre 1993, l'administration des Douanes et Accises a été chargée par mes soins de participer à l'élaboration d'un projet de loi destiné, d'une part, à permettre l'application du règlement (CEE) n° 3842/86 du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 1986 fixant des mesures visant à interdire la mise en libre pratique de marchandises de contrefaçon et, d'autre part, à parfaire les dispositions prises dans la loi du 1<sup>er</sup> avril 1879 concernant les marques de fabrique ou de commerce.

Dans son avis du 12 janvier 1995 sur le projet de loi dont question, le Conseil d'État, fit remarquer que :

«La réglementation belge relative à ces marques fait l'objet de la Convention Benelux en matière de marques de produits du 19 mars 1962, approuvée par la loi du 30 juin 1969, qui a instauré pour les trois pays une loi uniforme sur les marques.

L'adoption d'une loi uniforme emporte qu'une fois celle-ci entrée en vigueur, les États participants doivent s'abstenir d'encore établir individuellement des dispositions normatives dans les matières qui font l'objet de la loi uniforme. Dans ces matières, les États participants ne peuvent plus légitimer que si la convention internationale qui fixe la loi uniforme le prévoit ou si cette convention autorise les États participants à invoquer des «réserves» à l'égard d'une ou de plusieurs dispositions de la loi uniforme. La Convention Benelux précitée du 19 mars 1962 ne prévoit cependant pas semblables «réserves»; elle ne reconnaît pas davantage aux États participants le pouvoir de légitimer dans le domaine du droit des marques.

Dès lors que la loi uniforme Benelux sur les marques ne prévoit pas de dispositions pénales, la fixation de la hauteur des peines, de la procédure pénale et de la procédure de recherche relève toujours, pour sa part, de la compétence des législateurs nationaux.»

Compte tenu des remarques ci-dessus, le Conseil d'État suggéra de remanier en profondeur le projet de loi en se limitant aux dispositions pénales et de désigner par arrêté royal le directeur général des douanes et accises en tant qu'autorité compétente visée dans le règlement (CE) n° 3842/96, en application des articles 37 et 107 de la Constitution.

En raison de la dissolution des Chambres à la fin du mois d'avril 1995, il devenait impossible de faire adopter rapidement un projet de loi remanié en fonction des remarques du Conseil d'État; de même, le gouvernement n'était plus habilité à délivrer en Conseil des ministres un projet d'arrêté royal en période d'affaires courantes.

Parallèlement, la mise en œuvre de l'«Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touche au

Smokkelbendes worden aangetrokken door het grote Europese hinterland, door onvoldoende controles in de haven van Antwerpen (6 douaniers voor 2 000 tot 3 000 containers per dag !) en op de luchthaven van Zaventem, en door een onvoldoende wetgeving op het vlak van namaakgoederen. Daarenboven geven de weinige douaniers die op het terrein controleren regelmatig uiting aan hun frustratie over de laksheid van het gerecht bij de afhandeling van hun dossiers.

1. Is de geachte minister zich bewust van het probleem dat België de Europese draaischijf is voor de namaaksmokkel ? Overweegt de geachte minister maatregelen ? Welke inspanningen worden er gedaan om de namaaksmokkel van antwoord te dienen ?

2. Kan de geachte minister de cijfers van de inbeslagname van namaakgoederen bevestigen en specifiëren naar product voor 1995 ?

3. Hoeveel mensen worden er ingezet voor de controle op de smokkel van namaakgoederen en goederen waarvoor geen invoerrechten of BTW worden betaald ? Waar worden deze mensen ingezet ?

**Antwoord :** 1. Ik heb de eer het geachte lid ter kennis te brengen dat ik ter gelegenheid van de uitoefening door België van het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie gedurende het eerste semester van 1993, de administratie der Douane en Accijnen heb belast met de opstelling van een voorontwerp van wet bestemd om, enerzijds, de toepassing van verordening (EEG) nr. 3842/86 van de Raad van 1 december 1986 tot vaststelling van maatregelen om het in het vrije verkeer brengen van namaakkartelen te verbieden mogelijk te maken en, anderzijds, de maatregelen genomen in de wet van 1 april 1879 betreffende de fabrieks- of handelsmerken te vervolledigen.

In zijn advies van 12 januari 1995 heeft de Raad van State, over het bedoelde ontwerp van wet, de volgende opmerkingen gemaakt :

«De Belgische regelgeving met betrekking tot deze merken is het onderwerp van het Beneluxverdrag van 19 maart 1962 inzake de warenmerken, goedgekeurd bij de wet van 30 juni 1969, dat voor de drie Beneluxlanden een eenvormige Beneluxwet heeft ingevoerd.

Het aannemen van een eenvormige wet heeft tot gevolg dat na de inwerkingtreding ervan, de deelnemende Staten zich ervan moeten onthouden zelf nog normatieve bepalingen vast te stellen in de aangelegenheden die het voorwerp zijn van de eenvormige wet. In die aangelegenheden kunnen de deelnemende Staten nog alleen regelend optreden, indien in dergelijk optreden is voorzien door het internationaal verdrag dat de eenvormige wet vaststelt, of indien dit verdrag de betrokken deelnemende Staat toestaat een beroep te doen op zogenaamde «reserves» betreffende één of meer bepalingen van de eenvormige wet. Het voornoemde Beneluxverdrag van 19 maart 1962 voorziet evenwel niet in zodanige «reserves»; het kent aan de deelnemende Staten evenmin de bevoegdheid toe om op het gebied van het merkenrecht regelgevend op te treden.

Vermits de eenvormige Beneluxwet op de merken zelf niet voorziet in strafbepalingen, blijft het vaststellen van dergelijke bepalingen wel behoren tot de bevoegdheid van de nationale wetgevers.»

Rekening houdend met de hiervoor gemaakte opmerkingen, stelde de Raad van State voor om het voorontwerp van wet grondig te wijzigen, zich beperkend tot de strafbepalingen en om bij een koninklijk besluit, de directeur-generaal der douane en accijnen aan te wijzen als bevoegde autoriteit zoals voorzien in verordening (EG) nr. 3842/96, in toepassing van de artikelen 37 en 107 van de Grondwet.

Door de ontbinding van de Kamers op het einde van de maand april 1995, werd het onmogelijk om vlug een voorontwerp van wet, aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State, te laten aannemen; aldus was de regering niet meer bevoegd om te beraadslagen in de Ministerraad over een ontwerp van koninklijk besluit tijdens een periode van lopende zaken.

Parallel met het ten uitvoer brengen van de «Overeenkomst, betreffende de handelsaspecten van de intellectuele eigendom»

commerce» ou «ADPIC (en anglais TRIPS)» négocié par les membres de l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre du Cycle Uruguay Round relevant d'un domaine de compétence communautaire, le Conseil et la Commission des Communautés européennes en profitèrent pour intégrer ces dispositions dans le nouveau cadre juridique appelé à remplacer les règlements (CEE) n°s 3842/86 et 3077/87. En l'occurrence, il s'agit du règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 (*Journal officiel* n° L 341 du 30 décembre 1994) fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates et du règlement (CE) n° 1367/95 de la Commission du 16 juin 1995 (*Journal officiel* n° L 133 du 17 juin 1995) arrêtant les dispositions d'application du règlement (CE) n° 3295/94, qui sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1995.

En vertu du principe du subsidiarité, les règlements (CE) précisés laissaient encore aux États membres le soin de prendre des dispositions nationales pour l'application de certaines obligations résultant de la nouvelle réglementation communautaire.

Vu l'urgence invoquée en raison de l'entrée en vigueur de la réglementation communautaire le 1<sup>er</sup> juillet 1995 et de l'Accord ADPIC le 1<sup>er</sup> janvier 1996, l'administration des Douanes et Accises prit l'initiative d'élaborer un projet d'arrêté royal sur pied de l'article 11 de la loi générale sur les douanes et accises, coordonnée le 18 juillet 1977, qui permet au Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres, de prendre toutes les mesures propres à assurer la bonne exécution d'actes, décisions, recommandations ou arrangements internationaux.

Le projet d'arrêté royal pris en application du règlement (CE) n° 3295/94 vise :

— À désigner le service de l'autorité douanière compétent pour recevoir et traiter la demande d'intervention;

— À fixer la hauteur et les modalités du cautionnement à déposer par le titulaire du droit pour garantir, d'une part, l'indemnisation des dommages causés à l'importateur dans le cas où le tribunal compétent considérerait que les marchandises saisies par la douane ne constituent pas des marchandises de contrefaçon ou des marchandises pirates et, d'autre part, les frais de stockage des marchandises saisies que l'importateur refuserait d'acquitter.

Le projet d'arrêté royal concerné a été approuvé par les membres du Conseil des douanes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise lors de la séance dudit conseil du 19 septembre 1995. Il fut ensuite soumis à l'accord du ministre du Budget et de l'inspecteur des Finances, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 (*Moniteur belge* du 17 janvier 1995) relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Le Conseil des ministres délibéra ce projet d'arrêté royal lors de la séance du 3 mai 1996 et le Conseil d'État fut saisi par le ministre des Finances, le 22 mai 1996, d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours.

Dans son avis n° L 25.155/2 rendu le 28 mai 1996 et transcrit le 4 juin 1996, le Conseil d'État ne suggéra que quelques ajouts dans l'intitulé et le préambule du projet d'arrêté royal de sorte qu'après adaptation et délibération à nouveau en Conseil des ministres, il pouvait être soumis à la signature de Sa Majesté le Roi.

Dès la publication au *Moniteur belge*, l'administration des Douanes et Accises pourra traiter, conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement (CE) n° 3295/94, les demandes d'intervention que les titulaires du droit doivent adresser au directeur général des douanes et accises.

En outre, l'administration des Douanes et Accises sera reliée au Tableau électronique de l'Organisation mondiale des douanes dont les bases de données consacrées aux droits de propriété intel-

(ADPIC in het Frans en TRIPS in het Engels) onderhandeld door de leden van de Wereldhandelsorganisatie in het kader van de Uruguay-ronde dat onder communautaire bevoegdheid valt, werd door de Raad en de Commissie van de Europese Gemeenschappen benut om deze bepalingen op te nemen in een nieuw juridisch kader dat de verordeningen (EEG) nrs. 3842/86 en 3077/87 vervangt. Het betreft inzonderheid verordening (EG) nr. 3295/94 van de raad van 22 december 1994 (*Publicatieblad* nr. L 341 van 30 december 1994) tot vaststelling van maatregelen om het in het vrije verkeer brengen, de uitvoer, de wederuitvoer en de plaatsing onder een schorsingsregeling va nagemaakte of door piraterij verkregen goederen te verbieden en van verordening (EG) nr. 1367/95 van de Commissie van 16 juni 1995 (*Publicatieblad* nr. L 133 van 17 juni 1995) tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van verordening nr. 3295/94, die van toepassing zijn met ingang van 1 juli 1995.

Krachtens het subsidiariteitsbeginsel laten de voornoemde verordeningen (EG) nog aan de lidstaten de zorg over om nationale bepalingen vast te stellen voor de toepassing van sommige verplichtingen die uit de nieuwe communautaire wetgeving voortvloeien.

Gelet op de hoogdringendheid, ingeroepen om redenen van inwerkingtreding van de communautaire wetgeving op 1 juli 1995 en de TRIPS-Overeenkomst op 1 januari 1996, nam de administratie der Douane en Accijnzen het initiatief om een ontwerp van koninklijk besluit uit te werken op basis van artikel 11 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, gecoördineerd op 18 juli 1977, dat de Koning toelaat, bij wege van een besluit waarover door de in Raad vergaderde ministers is beraadslaagd, alle maatregelen te treffen om de goede uitvoering te verzekeren van internationale akten, beslissingen, aanbevelingen en afspraken.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat in toepassing van verordening (EG) nr. 3295/94 wordt genomen, beoogt:

— De onder de douaneautoriteit ressorterende dienst aan te wijzen die bevoegd is bedoeld verzoek om optreden in ontvangst en in behandeling te nemen;

— De hoogte en de modaliteiten van de borgtocht te bepalen die door de houder van het recht moet worden gesteld om enerzijds, de schadeloosstelling berokkend aan de invoerder te waarborgen in het geval waarin de bevoegde rechtkant zou oordelen dat de door de douane aangeslagen goederen geen nagemaakte of door piraterij verkregen goederen zijn en om anderzijds, de kosten van opslag van de aangeslagen goederen te waarborgen indien de importeur zou weigeren ze te betalen.

Het betrokken ontwerp van koninklijk besluit werd goedgekeurd door de leden van de Douaneraad van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie tijdens de bijeenkomst van deze raad op 19 september 1995. Het werd vervolgens onderworpen aan het akkoord van de minister van Begroting en de inspecteur van Financiën, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 november 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1995) betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

De Ministerraad beraadslaagde over dit ontwerp tijdens de zitting van 3 mei 1996 en een verzoek om advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen werd aan de Raad van State voorgelegd door de minister van Financiën op 22 mei 1996.

In zijn advies nr. L 25.155/2 gegeven op 28 mei 1996 en toegezonden op 4 juni 1996, stelt de Raad van State slechts enkele toevoegingen in het opschrift en de aanhef voor in het ontwerp tot koninklijk besluit en het opnieuw beraadslagen in de Ministerraad zodat het na aanpassing mocht worden onderworpen aan Zijne Majesteit de Koning, ter ondertekening.

Vanaf de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* zal de administratie der Douane en Accijnzen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van verordening (EG) nr. 3295/94, de verzoeken om optreden kunnen behandelen die de houders van het recht dienen te zenden aan de directeur-generaal der douane en accijnzen.

Bovendien zal de administratie der Douane en Accijnzen worden aangesloten met het elektronisch «Bulletin Board» van de Wereld Douane Organisatie waarbij de gegevens inzake intel-

lectuelle sont alimentées par les administrations douanières de cent quarante-six pays et les organisations professionnelles internationales représentatives des titulaires de droit.

Enfin, la protection du marché par des mesures spécifiques en matière de marchandises de contrefaçon et de piraterie constitue l'un des sept domaines de base du plan spécifique 1996-1997 que l'administration des Douanes et Accises s'est fixé pour l'exécution de sa mission.

2. L'honorable membre trouvera ci-après un aperçu des saisies qui furent opérées du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 août 1996 grâce à l'action des services de recherches d'Anvers et de Zaventem/Bruxelles :

20 000 chemises et autres vêtements «Donaldson, Versace, Diesel, Chipie»

54 725 montres «Casio, Citizen, Seiko, Swatch, BMW, Coca Cola, Boy London, Tag Huer»

37 970 Figurines de «Tintin»

1 450 Cassettes «Tintin»

1 000 réveils «Disney»

24 850 jeux «Nintendo, Sega»

35 963 T-shirts «Nina Ricci, Yves Saint Laurent, D&G, Versace, Hermes, Chicago Bulls, Donaldson, Harley Davidson, Lacoste, Levi's»

15 000 lunettes solaires «Ray Ban, Sting, Police»

700 processeurs «Intel»

23 293 jeans «Levi's, Donaldson»

700 ceintures «Levi's»

5 000 lunettes solaires «Versace»

160 400 casquettes «Nike, Adidas, Fila, Reebok, divers clubs sportifs»

47 portefeuilles «Cartier»

152 foulards «Chanel, Hermes, Picasso, Versace»

40 000 étiquettes «Levi's»

11 080 chaussures de tennis «Adidas»

80 téléphones «Panasonic»

264 chaussettes «Reebok»

226 000 kg «China Green Tea»

190 cartons de chaussures «Harley Davidson» (5 654 kg)

165 cartons «Harley Davidson» (2 970 kg)

10 891 cartons de casseroles «Happy Baron» (225 217 kg)

276 sweaters «Chiemsee»

En 1994, 18 083 kg de marchandises de contrefaçon et de piraterie avaient été saisies à Zaventem, cette quantité plaçant notre pays parmi les plus performants de l'UE en la matière. En 1993, les saisies portaient sur 16 721 kg.

Dans la mesure où toutes les quantités saisies ne sont pas exprimées en poids, il n'est pas possible de confirmer les pourcentages avancés dans la question. Il apparaît toutefois que la fraude des marchandises de contrefaçon et de piraterie est effectivement en hausse constante.

3. L'honorable membre semble croire que seuls 6 douaniers effectuent le contrôle de 2 000 à 3 000 containers par jour. L'administration attire son attention sur le fait que le team GAD (Groupe Anti-Drogue) d'Anvers auquel il se réfère est en réalité une équipe spécialisée dans les contrôles par ciblage appartenant à l'inspection des recherches.

En fait, tous les agents des inspections des recherches, des services de contrôle et de vérification procèdent à des contrôles dans le domaine concerné.

De plus, une section spécialisée dans la lutte contre la contrefaçon et la piraterie a été créée au sein de l'administration centrale des Douanes et Accises, Division procédures douanières, CAE - Tour des Finances, boulevard du Jardin Botanique, 50 - boîte 37, 1010 Bruxelles (tél. : 02/210 31 64 - F et 02/210 31 84 - N) et quelques agents de chaque inspection des recherches, dont les teams GAD, seront invités à se spécialiser davantage en la matière.

Un chiffre précis quant au nombre d'agents confrontés à ce phénomène de fraude particulier ne peut pas être avancé.

lectuele eigendomsrechten door de administraties der douane van honderd zesenveertig landen en de internationale beroepsorganisaties die de houders van het recht vertegenwoordigen, worden ingevoerd.

Tenslotte vormt de bescherming van de markt door specifieke maatregelen op het vlak namaakgoederen en piraterij één van de zeven basisdomeinen van het strategisch plan 1996-1997, die de administratie der Douane en Accijnzen heeft vastgelegd om haar missie uit te voeren.

2. Het geachte lid vindt hierna een overzicht van de inbeslagneming die werden verricht van 1 januari 1995 tot en met 31 augustus 1996 dank zij de acties van de opsporingsdiensten te Antwerpen en te Zaventem (Brussel) :

20 000 hemden en andere kleding «Donaldson, Versace, Diesel, Chipie»

54 725 uurwerken «Casio, Citizen, Seiko, Swatch, BMW, Coca Cola, Boy London, Tag Huer»

37 970 beeldjes van «Kuifje»

1 450 cassettes «Kuifje»

1 000 wekkers «Disney»

24 850 spelletjes «Nintendo, Sega»

35 963 T-shirts «Nina Ricci, Yves Saint Laurent, D&G, Versace, Hermes, Chicago Bulls, Donaldson, Harley Davidson, Lacoste, Levi's»

15 000 zonnebrillen «Ray Ban, Sting, Police»

700 processoren «Intel»

23 293 jeans «Levi's, Donaldson»

700 riemen «Levi's»

5 000 zonnebrillen «Versace»

160 400 petten «Nike, Adidas, Fila, Reebok, diverse sportclubs»

47 portefeuilles «Cartier»

152 halsdoeken «Chanel, Hermes, Picasso, Versace»

40 000 etiketten «Levi's»

11 080 tennisschoenen «Adidas»

80 telefoontoestellen «Panasonic»

264 kousen «Reebok»

226 000 kg «China Green Tea»

190 dozen schoenen «Harley Davidson» (5 654 kg)

165 dozen «Harley Davidson» (2 970 kg)

10 891 dozen braadpannen «Happy Baron» (225 217 kg)

276 sweaters «Chiemsee»

In 1994, werden 18 083 kg namaakgoederen en piraterij aangeslagen in Zaventem, deze hoeveelheid brengt in deze mate ons land bij de best presterende van de EU. In 1993 bedroeg de aangeslagen hoeveelheid 16 721 kg.

In de mate dat alle aangeslagen hoeveelheden niet zijn uitgedrukt in gewicht is het niet mogelijk om de percentages vermeld in de vraag te bevestigen. Het lijkt niettemin dat de fraude inzake namaakgoederen en piraterij effectief constant stijgt.

3. Het geachte lid schijnt van mening te zijn dat slechts 6 douaniers de controle van 2 000 tot 3 000 containers per dag uitoefenen. De administratie richt zijn aandacht op het feit dat het GAD-team (Groep Anti-Drugs) van Antwerpen waarnaar hij verwijst in feite een team is dat gespecialiseerd is in gerichte controles, deel uitmakende van de opsporingsinspectie.

In feite gaan alle ambtenaren van de opsporingsinspecties, van de controles en van de verificatiediensten over tot controles in het betrokken domein.

Meer nog, in de schoot van de centrale administratie der Douane en Accijnzen, Dienst douaneprocedures, CA — Financetoren bus 37, Kruidtuinlaan 50 te 1010 Brussel (tel.: 02/210 31 64 - F en 02/210 31 84 - N) werd een gespecialiseerde sectie in de strijd tegen namaak en piraterij opgericht en enkele ambtenaren uit elke opsporingsinspectie, waarbij de GAD-teams, zullen worden uitgenodigd om zich ter zake te specialiseren.

Een precies cijfer betreffende het aantal ambtenaren geconfronteerd met dit specifieke fraudefenomeen kan niet worden opgegeven.

## Vice-Premier ministre et ministre du Budget

### Question n° 15 de Mme de Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

#### *Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.*

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 29 adressée au Premier ministre, et publiée plus haut (p. 1398).

**Réponse:** En réponse à sa question, j'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre qu'il n'y a pas eu de remplacements, ni d'engagements au niveau I depuis sa question du 30 octobre 1995.

Quant au personnel d'exécution, une collaboratrice a été remplacée par une autre collaboratrice.

La proportion entre le personnel masculin et féminin demeure donc inchangée.

## Ministre des Affaires étrangères

### Question n° 72 de M. Hazette du 26 août 1996 (Fr.):

#### *Conséquences de la faillite de la SA Containerline ABC-Anvers.*

La faillite mentionnée sous rubrique a entraîné la saisie par les autorités de Singapour d'un navire appartenant à cette société.

Les membres de l'équipage ont été contraints de remettre leurs passeports aux autorités locales.

Le 6 juin 1996, le ministre des Affaires étrangères était averti de la situation précaire des membres de l'équipage.

L'honorable ministre peut-il me faire savoir :

1. Quelle suite il a donnée à la demande d'intervention auprès des autorités de Singapour;
2. De quel droit les autorités locales ont-elles séquestré un personnel sans responsabilité dans la faillite;
3. Les suites que cette affaire a eues ?

**Réponse:** En ce qui concerne la première question posée, je puis assurer l'honorable membre que notre ambassade a été chargée de faire les démarches nécessaires pour clarifier la situation qu'il décrit, dès que celle-ci a été connue.

En ce qui concerne les deux autres questions, il s'est avéré que le personnel n'a pas été séquestré, et ne l'est toujours pas. L'équipage, nécessaire à la maintenance, a d'ailleurs été complètement renouvelé fin juillet.

### Question n° 73 de M. Destexhe du 28 août 1996 (Fr.):

#### *Adoption internationale.*

Depuis décembre 1995 suite à une décision de la chancellerie du ministère des Affaires étrangères, la législation en matière d'adoption internationale a été modifiée.

Avant cette décision, toute association d'adoption reconnue par la loi de leur pays et travaillant de manière légale avec nos associations belges transmettait le dossier d'adoption dans une ambassade belge en vue de la législation du dossier et de l'obtention du visa.

Depuis décembre 1995, la procédure a changé : le dossier est d'abord envoyé à l'ambassade qui le transmet ensuite à un bureau d'avocats privés en vue de sa vérification.

1. Qu'est-ce qui vous a amené à prendre ces décisions ?

## Vice-Eerste minister en minister van Begroting

### Vraag nr. 15 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

#### *Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.*

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 29 aan de Eerste minister, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1398).

**Antwoord:** In antwoord op haar vraag kan ik aan het geachte lid mededelen dat sinds haar vraag van 30 oktober 1995 noch vervangingen, noch nieuwe aanwervingen werden gedaan wat het eerste niveau betreft.

Wat het uitvoerend personeel betreft werd een vrouwelijke medewerkster vervangen door een andere vrouwelijke medewerkster.

De verhouding van de vrouwelijke en mannelijke kabinetsmedewerkers is dus ongewijzigd.

## Minister van Buitenlandse Zaken

### Vraag nr. 72 van de heer Hazette d.d. 26 augustus 1996 (Fr.):

#### *Gevolgen van het faillissement van de NV Containerline ABC-Anvers.*

Ten gevolge van het voormelde faillissement werd een vaartuig van deze onderneming in beslag genomen door de autoriteiten in Singapore.

De leden van de bemanning werden gedwongen hun paspoort te overhandigen aan de lokale autoriteiten.

Het ministerie van Buitenlandse Zaken werd op 6 juni 1996 op de hoogte gesteld van de onzekere situatie waarin de leden van de bemanning zich bevonden.

Kan de geachte minister mij meedelen :

1. Welk gevolg hij heeft gegeven aan het verzoek om tussenkomst bij de autoriteiten in Singapore;
2. Met welk recht de plaatselijke overheden het personeel, dat geen enkele verantwoordelijkheid draagt in het faillissement, in hechtenis hebben genomen;
3. Welke gevolgen deze zaak heeft gehad ?

**Antwoord:** Wat de eerste vraag betreft, kan ik het geachte lid verzekeren dat onze ambassade ermee belast werd de noodzakelijke stappen te zetten om de situatie zoals die door hem beschreven wordt en zodra die bekend was, uit te klaren.

Wat de twee andere vragen betreft, is gebleken dat het personeel nooit van zijn vrijheid werd beroofd. De bemanning, noodzakelijk voor het onderhoud van het schip, werd eind juli trouwens compleet vernieuwd.

### Vraag nr. 73 van de heer Destexhe d.d. 28 augustus 1996 (Fr.):

#### *Internationale adoptie.*

Sinds december 1995 is de wetgeving inzake internationale adoptie gewijzigd ten gevolge van een besluit van de kanselarij van het ministerie van Buitenlandse Zaken.

Vóór deze beslissing kon elke in eigen land wettelijk erkende adoptievereniging, die op legale wijze samenwerkte met de Belgische verenigingen, een adoptiedossier overzenden aan een Belgische ambassade met het oog op de legalisatie van het dossier en op het verkrijgen van een visum.

Sinds december 1995 is de procedure veranderd. Het dossier wordt eerst naar de ambassade gestuurd, die het vervolgens ter onderzoek overzendt aan een advocatenkantoor.

1. Wat heeft u ertoe gebracht deze beslissingen te nemen ?

2. Pouvez-vous m'expliquer votre politique en matière d'adoption?

**Réponse:** Je présume que l'honorable membre fait allusion aux adoptions réalisées au Zaïre.

J'ai dès lors l'honneur de le renvoyer à la réponse que j'ai donnée à la question de M. Didier Reynders, membre de la Chambre des représentants, publiée dans le bulletin des *Questions et Réponses* de la Chambre, n° 43, du 22 juillet 1996.

#### Question n° 75 de M. Anciaux du 29 août 1969 (N.):

##### *Légalisation de documents de mariage par l'ambassade belge au Pakistan.*

L'an passé, un certain nombre de femmes belges se sont mariées au Pakistan avec des Pakistanais. Ces derniers souhaitent venir en Belgique pour s'y établir avec leur épouse belge. Pour être autorisés à séjourner dans notre pays sur la base de leur lien matrimonial avec une femme belge, ils doivent fournir à l'Office des étrangers plusieurs documents, parmi lesquels un acte de mariage légalisé. Cette légalisation de l'acte doit être faite par l'ambassade belge, dans le cas présent celle d'Islamabad.

Le responsable de l'ambassade, en l'occurrence le consul, ne peut refuser cette légalisation que si les documents se révèlent faux. Il n'a pas à juger s'il s'agit d'un mariage blanc ou non. S'il soupçonne que tel est le cas, il peut simplement le signaler aux instances compétentes.

Il s'avère pourtant que le consul refuse systématiquement de légaliser des actes de mariage authentiques, sans doute parce qu'il estime qu'il s'agit de mariages positifs. Il ne donne aucune explication aux intéressés sur la raison pour laquelle il n'accepte pas ces documents. Nous connaissons en tout cas trois affaires distinctes, mais qui ont fait la même expérience avec l'ambassade belge à Islamabad. Ces personnes sont séparées de leur conjoint depuis près d'un an à cause de la mauvaise volonté du consul.

L'honorable ministre peut-il me dire si l'ambassadeur ou son représentant a le droit de ne pas légaliser un acte de mariage authentique lorsqu'il soupçonne l'existence d'un mariage blanc?

Est-il au courant des problèmes que posent les contacts entre des Belges et l'ambassade d'Islamabad?

Quelles démarches l'honorable ministre fera-t-il pour mettre fin à l'excès de pouvoir éventuel du consul et au défaut de communication avec les intéressés?

**Réponse:** En raison du grand nombre de faux documents pakistanais soumis pour légalisation à notre ambassade à Islamabad, et qui sont introduits parfois dans un contexte frauduleux en Belgique, l'ambassade a créé, depuis novembre 1993, un système d'enquête administrative visant à vérifier l'authenticité de la forme et du contenu des documents pakistanais. Notre ambassade s'est ainsi alignée sur l'exemple d'autres ambassades occidentales à Islamabad, qui ont une expérience identique de lutte contre la fraude documentaire et désirent combattre la traite humaine de manière active. Citons notamment les ambassades d'Allemagne, d'Autriche, du Danemark, d'Italie, des Pays-Bas et de Suisse. Une enquête menée par les ambassades des pays UE à Islamabad a effectivement révélé que plus de 96 p.c. des documents soumis pour légalisation n'étaient pas authentiques.

A. Types de documents faisant l'objet d'une enquête administrative

Tous les documents pakistanais destinés à être légalisés par cette ambassade font l'objet d'une enquête administrative minutieuse qui précède leur légalisation éventuelle. Il s'agit essentiellement de pièces d'état civil, telles que des actes de naissance, de décès, de mariage, ou de divorce. L'objectif visé par la légalisation de ces pièces varie selon les cas: visa de regroupement familial

2. Kunt u uw politiek inzake adoptie verder toelichten?

**Antwoord:** Ik veronderstel dat het geachte lid allusie maakt op adopties die in Zaïre tot stand komen.

Ik moge hem derhalve verwijzen naar het antwoord dat ik gaf op de vraag van de heer Didier Reynders, volksvertegenwoordiger, gepubliceerd in het bulletin van *Vragen en Antwoorden* van de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 43, van 22 juli 1996.

#### Vraag nr. 75 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):

##### *Legaliseren van huwelijksdocumenten door de Belgische ambassade in Pakistan.*

Een aantal Belgische vrouwen trad gedurende het afgelopen jaar in het huwelijk in Pakistan met een Pakistaanse man. De echtenogenen willen naar België komen om hier samen met hun Belgische vrouw een leven op te bouwen. Om in België te mogen verblijven op grond van hun huwelijksband met een Belgische vrouw, moeten zij de Dienst vreemdelingenzaken enkele documenten bezorgen, waaronder een gelegaliseerde huwelijksakte. Deze legalisatie van de akte dient te gebeuren door de Belgische ambassade, in dit geval die in Islamabad.

De verantwoordelijke op de ambassade, in dit geval de consul, mag deze legalisering enkel weigeren wanneer de documenten vals blijken te zijn. Hij mag niet oordelen of het om een schijnhuwelijk gaat of niet. Hij kan dit enkel signaleren aan de bevoegde instanties als hij dit vermoeden heeft.

Toch blijkt de consul systematisch te weigeren echte huwelijksakten te legaliseren, wellicht omdat hij van mening is dat het om een schijnhuwelijk gaat. Hij geeft aan de betrokkenen geen enkele uitleg over de reden waarom hij deze documenten niet aanvaardt. Wij zijn in ieder geval op de hoogte van de drie zaken die los staan van elkaar, maar die dezelfde ervaringen hebben met de Belgische ambassade in Islamabad. Door de onwil van de consul zijn deze mensen bijna een jaar gescheiden van hun echtgenoot.

Kan de geachte minister mij mededelen of de ambassadeur of zijn vertegenwoordiger het recht heeft om een echte huwelijksakte niet te legaliseren wanneer hij vermoedt dat het om een schijnhuwelijk gaat?

Is de geachte minister op de hoogte van de problemen die zich voordoen in verband met de contacten tussen Belgen en de ambassade van Islamabad?

Welke stappen zal de geachte minister zetten om een einde te maken aan de mogelijke bevoegdheidsoverschrijding van de consul en de slechte communicatie met de betrokkenen?

**Antwoord:** Omwille van het enorme aantal valse Pakistaanse documenten dat al dan niet voor frauduleus gebruik in België aan onze ambassade te Islamabad ter legalisatie wordt voorgelegd, werd in november 1993 een administratief onderzoekssysteem uitgewerkt om de inhoud van deze Pakistaanse documenten zowel naar vorm als naar inhoud te controleren op hun echtheid. Hiermee volgt onze ambassade het voorbeeld van andere Westerse ambassades te Islamabad die identieke ervaringen hebben opgedaan en die de documentenfraude in het kader van de bestrijding van de mensenhandel actief aanpakken. Het gaat om onder andere Duitsland, Oostenrijk, Denemarken, Italië, Nederland en Zwitserland. Een onderzoek door de ambassades van de EU in Islamabad wees immers uit dat meer dan 96 pct. van de stukken ter legalisatie aangeboden niet authentiek waren.

A. Aard van de documenten die aan een administratief onderzoek worden onderworpen

Alle Pakistaanse documenten die ter legalisatie bij onze ambassade worden aangeboden, worden onderworpen aan een grondig voorafgaandelijk administratief onderzoek. Meestal gaat het om stukken van de burgerlijke stand, zoals akten van geboorte, overlijdensakten, huwelijksakten of scheidingsakten. Deze stukken worden meestal voorgelegd met het oog op het bekomen

suite à mariage, régularisation du séjour en Belgique, ou encore introduction d'un dossier de nationalisation. L'ambassade de Belgique à Islamabad gère quelque 500 dossiers de légalisation.

#### B. Procédure

Sur production des documents à légaliser, le requérant verse une somme de 100 000 PKR (soit environ 8 400 francs selon le taux de change actuel) au compte de l'ambassade. Cette somme correspond aux honoraires du conseiller juridique chargé par l'ambassade de vérifier l'authenticité des documents présentés. Le requérant obtient alors un reçu officiel, dûment daté, qui porte également le numéro de son dossier. La somme versée à l'ambassade est immédiatement transférée sur un compte ouvert à la «Grindlays Bank» d'Islamabad au nom du conseiller juridique; ce compte est non producteur d'intérêts. Il convient de noter que cette somme correspond à celles demandées par d'autres ambassades à Islamabad pour des contrôles semblables.

L'enquête proprement dite dure en général entre un et trois mois, selon le degré de difficulté, les distances à l'intérieur du pays, la coopération du (des) requérant(s) et les autorités locales, etc.

Si l'enquête détermine que les documents présentés sont authentiques, il sont alors d'office légalisés par l'ambassade et remis au requérant. Par ailleurs, une copie du document légalisé est envoyée par valise diplomatique aux instances belges concernées (Office des étrangers du ministère de l'Intérieur, Service légalisation du ministère des Affaires étrangères, etc.).

Si l'enquête montre, en revanche, qu'un ou plusieurs documents sont faux ou falsifiés, cette ambassade en informe dès que possible les instances belges concernées. Outre les services des ministères de l'Intérieur ou des Affaires étrangères, l'ambassade en mettra également au courant la gendarmerie et le procureur du Roi, qui, dans le cadre de la lutte contre la traite humaine, peuvent agir contre les falsificateurs ou contre leurs complices en Belgique.

L'ambassade est habilitée, sur la base notamment de la circulaire des ministres de la Justice et de l'Intérieur publiée au *Moniteur belge* du 7 juillet 1994, à signaler pourquoi elle estime ne pas pouvoir procéder à la légalisation demandée.

Il revient toutefois à l'instance concernée à Bruxelles de décider, en tenant compte des résultats de l'enquête, s'il faut procéder ou non à rendre le service demandé. Si cette instance rejette le dossier et que, par exemple, l'ambassade ne reçoit pas l'autorisation de l'Office des étrangers de délivrer un visa de regroupement familial, le requérant en est informé.

L'assertion que l'ambassade à Islamabad refuse systématiquement de légaliser de vrais mariages, est d'ailleurs sans fondement. Elle est contestée par les statistiques indiquant que le 24 juin 1996, 70 des 435 dossiers de mariage introduits ont été légalisés.

En cas de fraude, il peut s'écouler six mois ou plus entre le moment où le requérant a présenté ses documents (faux ou falsifiés) et le moment où il est informé de la décision prise. Aux deux à trois mois d'enquête à Islamabad, il faut en effet ajouter encore trois mois avant que soit communiquée la décision définitive de Belgique. J'aurais voulu apprendre de l'honorable membre quels sont les trois cas de «législations refusées» auxquels il réfère. Je suis évidemment disposé à donner des explications directes à propos du traitement des cas en question si l'honorable membre réfère à des dossiers spécifiques.

#### C. Remarque concernant les mariages internationaux

Le Pakistan s'est bâti une fâcheuse réputation en matière de mariages de convenance. Le scénario est connu: une femme occidentale, souvent de bonne foi, scelle une alliance avec un homme pakistanais ayant résidé en Europe auparavant mais dont le

van een visum voor gezinsherening na huwelijk, voor de regularisatie van een verblijfsstatuut in België, of voor het indienen van een nationaliteitsdossier. De ambassade van België te Islamabad beheert een vijfhonderdtal legalisatieliedossiers.

#### B. De procedure

De aanvrager dient bij het aanbieden van een te legaliseren dossier voorafgaandelijk de som van 10 000 PKR (hetzij ongeveer 8 400 frank aan de huidige wisselkoers) te storten op de rekening van de ambassade. Dit bedrag stemt overeen met het ereloon van de raadsman die door de ambassade werd aangesteld om de inhoud van de voorgelegde documenten grondig te controleren op hun echtheid. De aanvrager krijgt een officieel ontvangstbewijs waarop de datum van ontvangst en het volgnummer van zijn dossier vermeld staat. De som die aan de ambassade werd betaald wordt onmiddellijk overgeschreven op een speciale renteloze rekening, geopend te Islamabad bij de «Grindlays Bank» op naam van de raadsman van de ambassade. Het gevraagde bedrag stemt overeen met wat in andere ambassades wordt aangerekend voor gelijkaardige controles.

Het eigenlijke onderzoek naar de echtheid van de stukken neemt gemiddeld één tot drie maanden in beslag, en is afhankelijk van de moeilijkheidsgraad van het dossier, de binnenlandse afstanden, de al dan niet bekomen medewerking van de aanvrager(s) en de lokale autoriteiten.

Indien het onderzoek uitwijst dat de voorgelegde documenten authentieke stukken zijn, zal de ambassade deze ambtshalve legaliseren en terugbezorgen aan de aanvrager. Een copie van het gelegaliseerde document zal worden overgemaakt aan de bevoegde Belgische instantie (de Dienst vreemdelingenzaken van het ministerie van Binnenlandse Zaken of de Dienst legalisatie van het ministerie van Buitenlandse Zaken of een andere).

Indien het onderzoek aantoont dat één of meerdere documenten vals zijn of werden vervalst, zal de ambassade zo snel mogelijk de betrokken Belgische instantie hiervan op de hoogte brengen. Naast de diensten van Binnen- of Buitenlandse Zaken zal de ambassade in bepaalde gevallen eveneens de rijkswacht of de procureur des Konings verwittigen die in het kader van onder andere de strijd tegen mensenhandel actie kan ondernemen tegen de vervalsers of hun medeplichtigen in België.

De ambassade is gemachtigd, op basis van een rondschrift van de minister van Justitie en van de minister van Binnenlandse Zaken (*Belgisch Staatsblad* van 7 juli 1994), melding te geven waarom zij oordeelt dat de gevraagde legalisatie niet kan worden uitgevoerd.

Het komt echter de betrokken Belgische instantie te Brussel toe op basis van de resultaten van het onderzoek te beslissen al dan niet over te gaan tot het leveren van de gevraagde dienst. Verwerpt de betrokken instantie het dossier en krijgt de ambassade bijvoorbeeld geen toestemming van de Dienst vreemdelingenzaken om een visum voor gezinsherening af te geven, dan wordt de aanvrager hiervan op de hoogte gebracht.

De bewering dat de ambassade te Islamabad systematisch weigert om echte huwelijken te legaliseren, is overigens ongrond. De statistieken spreken dit tegen. Op 24 juni 1996 werden van de 435 ingediende huwelijksdossiers 70 gelegaliseerd.

Bij fraudevaststelling kan de periode tussen het voorleggen van een vals of vervalst document en de uiteindelijke beslissing echter meer dan zes maanden bedragen. De betrokkenen moeten er inderdaad rekening mee houden dat het onderzoek twee à drie maanden in beslag neemt in Islamabad en dat er nogmaals drie maanden kan verlopen voordat vanuit België de definitieve beslissing wordt medegedeeld. Graag had ik van het geachte lid vernoemd welke drie gevallen «van geweigerde legalisaties» worden bedoeld. Uiteraard ben ik bereid rechtstreeks uitleg te geven over de behandeling van de bewuste gevallen zo naar precieze dossiers zou worden verwezen.

#### C. Opmerking over internationale huwelijken

Op het vlak van schijnhuwelijken heeft Pakistan een kwalijke reputatie. Het scenario is bekend: een Westerse vrouw, in sommige gevallen te goeder trouw, gaat een huwelijksverbintenis aan met een Pakistaan die reeds voorheen in Europa verbleef maar

séjour n'a pu être régularisé. Il s'agit généralement d'une candidature refusée pour obtenir le statut de réfugié politique, d'une personne illégale ou d'une victime de la traite humaine.

L'homme réside au Pakistan ou — comme certains dossiers ont révélé encore récemment — temporairement au Royaume-Uni; il épouse une femme jouissant d'un droit de résidence en Belgique, afin de divorcer dès que son propre droit au séjour en Belgique a été assuré.

Le plus souvent, ce mariage est entaché d'irrégularités en droit pakistanaise.

Il est également possible que, d'une part, l'acte de mariage soumis présente des fautes formelles et que, d'autre part, il existe une présomption que l'acte relève d'un mariage de convenance. Ainsi, certains pourraient avoir l'impression — à tort — que la légalisation est refusée parce qu'il s'agit d'un mariage de convenance, la véritable raison étant que l'acte n'est pas authentique.

Le système spécial d'enquête administrative permet actuellement de détecter les irrégularités à temps et d'habiliter notre ambassade à refuser formellement la légalisation. En outre, les expériences récentes de l'ambassade montrent que l'introduction de cette procédure de contrôle sévère, si peu populaire qu'elle soit auprès des requérants de visa de mauvaise foi, commence à porter ses fruits.

Cette procédure sévère constitue donc un élément important dans la lutte contre la traite humaine.

D. Action entreprise pour améliorer l'information et le service à l'égard du public

Dans ce dossier, le ministère des Affaires étrangères se voit confronté à un double défi. D'une part, il lui faut mener la lutte contre la traite humaine de main dure. D'autre part, le public demande, à raison, une bonne information et un traitement rapide des dossiers.

Il a donc été décidé d'augmenter l'effectif du service visa de l'ambassade à Islamabad pour que ce service puisse encore mieux accomplir sa tâche. En outre, des initiatives d'information seront prises visant les intéressés ainsi que les instances concernées par cette problématique.

## **Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes**

### **Question n° 51 de M. Anciaux du 29 août 1996 (N.):**

*Nombred'accidents(dutravail)mortelsdusàdesinstallations  
électriques situées le long de la voie publique.*

L'honorable ministre peut-elle me dire s'il est fréquent que des accidents, voire des accidents mortels soient provoqués par les diverses installations électriques situées le long des routes ou par des conduites d'électricité ?

Peut-elle me donner un aperçu relatif aux cinq dernières années ? De combien d'accidents s'agit-il ? Quelles en ont été les suites ?

**Réponse :** En réponse aux questions posées par l'honorable membre, j'ai l'honneur de lui communiquer ce qui suit.

Dans ma compétence de ministre de l'Emploi et du Travail, je ne peux répondre aux questions de l'honorable membre en ce qui concerne les accidents de travail, survenus aux travailleurs.

L'inspection technique de mon département a entre autres comme mission de faire des enquêtes au sujet des accidents de travail.

Dans ce cadre, des statistiques d'accidents de travail sont tenues annuellement. Ces statistiques sont rédigées sur base des rapports annuels envoyés par les services SHE. Ils donnent un aperçu du nombre d'accidents de travail, du nombre de journées perdues par accident, du nombre d'accidents mortels et du nombre d'accidents

wiens verblijfsituatie niet kon worden geregulariseerd. Daarlangs gaat het om een verworpen aanvraag voor het bekomen van het statuut van politiek vluchteling, een illegal of een slachtoffer van mensenhandel.

De man verblijft in Pakistan, of zo werd nog recent vastgesteld in enkele dossiers, verblijft al dan niet tijdelijk in Groot-Brittannië, huwt een vrouw met regelmatig verblijfsstatuut in België en scheidt dan van haar zodra zijn eigen persoonlijke verblijfsituatie in België werd geregeld.

Zo'n huwelijk werd meestal op een onregelmatige wijze afgesloten volgens Pakistaans recht.

Het komt ook voor dat enerzijds de voorgelegde huwelijksakte formele gebreken vertoont en dat anderzijds een vermoeden bestaat dat de akte slaat op een schijnhuwelijk. Daardoor kan in hoofde van sommigen ontsteken dat de legalisatie wordt geweigerd omdat het om een schijnhuwelijk gaat daar waar de legalisatie in feite wordt geweigerd omdat de akte niet authentiek is.

Dank zij het speciaal administratief onderzoekssysteem worden de onregelmatigheden thans tijdelijk vastgesteld en is onze ambassade gemachtigd de legalisatie formeel te weigeren. Recent ervaringen van de ambassade wijzen er bovendien op dat het invoeren van deze strenge controleprocedure, hoe weinig populair zij ook moge zijn bij de mala fide visumaanvragers, vruchten begint af te werpen.

De strenge procedure vormt dan ook een belangrijk onderdeel in de strijd tegen de mensenhandel.

D. Ondernomen actie om de voorlichting en de dienstverlening naar het publiek te verbeteren

Buitenlandse Zaken staat in dit dossier voor een dubbele uitdaging. Enerzijds moet de strijd tegen de mensenhandel met harde hand worden gevoerd. Anderzijds verlangt het publiek terecht een keurige voorlichting en een snelle afhandeling.

Om de dubbele taakopdracht nog beter te kunnen vervullen werd beslist de visadienst van de ambassade te Islamabad op personeelsvlak te versterken. Ook zullen voorlichtingsinitiatieven worden ontplooid naar de belanghebbenden evenals naar de bij deze problematiek betrokken instanties.

## **Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen**

### **Vraag nr. 51 van de heer Anciaux d.d. 29 augustus 1996 (N.):**

*Aantaldodelijke(arbeids-)ongevallen aanelektrischeinstalla-  
ties langs de openbare weg.*

Kan de geachte minister mededelen of er zich regelmatig ongevallen en zelfs dodelijke ongevallen voordoen door toedoen van allerhande elektrische installaties langs de weg of wegens elektrische leidingen ?

Kan de geachte minister een overzicht geven van de laatste vijf jaren ? Over hoeveel ongevallen gaat het hier ? Welke waren de gevolgen ?

**Antwoord :** In antwoord op de door het geachte lid gestelde vragen, heb ik de eer hem het volgende mee te delen.

Binnen mijn bevoegdheid als minister van Tewerkstelling en Arbeid, kan ik de vragen van het geachte lid enkel beantwoorden met betrekking tot arbeidsongevallen, overkomen aan werkneemers.

De technische inspectie van mijn departement heeft onder meer als opdracht onderzoeken te doen aangaande arbeidsongevallen.

In dat kader worden jaarlijks statistieken bijgehouden van de arbeidsongevallen. Deze statistieken worden opgemaakt aan de hand van de door de diensten VGV ingezonden jaarverslagen. Zij geven een overzicht van het aantal arbeidsongevallen, het aantal dodelijke ongevallen en het aantal ongevallen met blijvende on-

entraînant une incapacité permanente et ceci par secteur industriel (selon le code NACE). On ne peut déduire de ces statistiques la cause des accidents concernés.

Par conséquent, je ne peux pas communiquer à l'honorables membre les données demandées.

Je réfère l'honorables membre à mon collègue des Affaires sociales sous la compétence duquel relève le Fonds des accidents de travail. Ce fonds a entre autres comme tâche la création d'une banque centrale de données concernant les accidents du travail déclarés et leur règlement.

## Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

### Question n° 48 de M. Verreycken du 9 septembre 1996 (N.):

#### *Missions d'étude et d'enquête.*

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 52 adressée à la ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes, et publiée plus haut (p. 1395).

**Réponse:** 1. Dans le courant de 1995 aucune recherche et/ou étude n'a été exécutée sur l'ordre du ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture par des institutions étrangères à ce département ou par des bureaux d'études apolitiques.

2. Au cours de la même période, aucune recherche et/ou étude n'a été exécutée sur l'ordre de ce département par des services d'études attachés à des partis politiques.

3. Sans objet.
4. Sans objet.
5. Sans objet.
6. Sans objet.

### Agriculture

### Question n° 44 de M. Bock du 6 septembre 1996 (Fr.):

#### *Importation de viande de bœuf.*

L'honorables ministre pourrait-il faire connaître le volume des viandes de bœuf importées dans notre pays depuis le 1<sup>er</sup> janvier ?

Je le remercie de bien vouloir indiquer la provenance de ces importations en distinguant l'origine CEE, d'une part, et les pays de l'Est, d'autre part.

**Réponse:** L'Institut des comptes nationaux dispose actuellement des données du commerce extérieur pour les cinq premiers mois 1996. Pour la viande bovine cela donne comme chiffres :

Importations (5 mois 1996)	Tonnes	Millions de francs
EU . . . . .	9 515	1 220
Hors EU . . . . .	409	108
Total . . . . .	9 924	1 328

Durant cette période, la Belgique n'a pas importé de viande bovine en provenance des pays de l'Est.

### Question n° 45 de M. Anciaux du 6 septembre 1996 (N.):

#### *Aide européenne à l'agriculture et aux entreprises.—Fonctionnement du Bureau d'intervention et de restitution belge (BIRB).*

Dans le prolongement d'une lettre qui lui a été adressée par l'eurodéputé Jaak Vandemeulebroucke concernant le fonctionnement du BIRB, j'aimerais soumettre à l'honorables ministre les questions suivantes.

geschiktheid, en dit per bedrijfstak (volgens NACE-Code). De oorzaak van de betrokken ongevallen kan men uit die statistieken niet opmaken.

Bijgevolg kan ik het geachte lid de gevraagde gegevens niet medelen.

Ik verwijst het geachte lid naar mijn collega van Sociale Zaken, onder wiens bevoegdheid het Fonds voor arbeidsongevallen rassorteert. Dit fonds heeft onder meer als taak het oprichten van een centrale gegevensbank betreffende de aangegeven arbeidsongevallen en hun regeling.

## Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

### Vraag nr. 48 van de heer Verreycken d.d. 9 september 1996 (N.):

#### *Studie- en onderzoeksopdrachten.*

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 52 aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1395).

**Antwoord:** 1. In de loop van 1995 werd geen enkel onderzoek en/of studie uitgevoerd in opdracht van het ministerie van Middenstand en Landbouw door instellingen vreemd aan die departement of door apolitieke studieburelen.

2. In de loop van dezelfde periode werd geen enkel onderzoek en/of studie uitgevoerd in opdracht van dit departement door studiediensten verbonden aan politieke partijen.

3. Niet ter zake.
4. Niet ter zake.
5. Niet ter zake.
6. Niet ter zake.

### Landbouw

### Vraag nr. 44 van de heer Bock d.d. 6 september 1996 (Fr.):

#### *Invoer van rundvlees.*

Kan de geachte minister mededelen welke hoeveelheden rundvlees in ons land zijn ingevoerd sinds 1 januari ?

Mag ik hem daarbij vragen ook de herkomst van dit ingevoerde vlees te willen aanduiden door een onderscheid te maken tussen de EEG enerzijds en de Oost-Europese landen anderzijds ?

**Antwoord:** Het Instituut voor nationale rekeningen beschikt op dit ogenblik over de gegevens van de buitenlandse handel voor de eerste vijf maanden 1996. Voor rundvlees geeft dit het volgende resultaat :

Invoer (5 maanden 1996)	Ton	Millionen frank
EU . . . . .	9 515	1 220
Niet-EU . . . . .	409	108
Totaal . . . . .	9 924	1 328

Er werd in deze periode geen rundvlees uit de Oostbloklanden in België ingevoerd.

### Vraag nr. 45 van de heer Anciaux d.d. 6 september 1996 (N.):

#### *Europese steun aan landbouwen ondernemingen.—Werking van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (BIRB).*

In opvolging van een schrijven van Europarlementslid Jaak Vandemeulebroucke aan uw adres omtrent de werking van de BIRB, wens ik de geachte minister graag volgende vragen voor te leggen.

Dans le cadre de la politique de garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), la Commission européenne accorde chaque année de nombreux milliards d'aide aux agriculteurs et aux entreprises. Les paiements sont effectués par les États membres, qui font office d'intermédiaire entre le FEOGA et les bénéficiaires. Les agriculteurs sont payés principalement par la direction générale III du ministère de l'Agriculture, les entreprises par le BIRB. En 1995, le BIRB a payé pour 47 milliards de restitutions à l'exportation et pour 6 milliards d'interventions aux entreprises. Il s'agit là de montants importants.

Une partie notable des membres du conseil d'administration du BIRB, désignés par arrêté royal, sont soit directement, soit indirectement liés professionnellement à des entreprises qui entrent en ligne de compte pour bénéficier d'une aide du FEOGA versée par le BIRB.

L'honorable ministre peut-il me préciser de combien de membres il s'agit, lesquels sont donc à la fois membres du conseil d'administration du BIRB et directement ou indirectement liés professionnellement aux entreprises entrant en ligne de compte pour bénéficier d'une aide du FEOGA payée par le BIRB ? L'honorable ministre estime-t-il cette situation déontologiquement satisfaisante ? Ne favorise-t-on pas en l'occurrence les confusions d'intérêts ? Sur quelle base le Roi désigne-t-il les membres du conseil d'administration du BIRB ?

Tous les dossiers et toutes les décisions du conseil d'administration du BIRB sont traités par le comité permanent, désigné par voie d'arrêté royal. Un certain nombre des membres du comité permanent sont eux aussi bénéficiaires, soit directement, soit indirectement, des nombreux milliards versés par le BIRB.

L'honorable ministre peut-il me dire combien de membres du comité permanent sont en même temps des bénéficiaires ? Cette situation n'est-elle pas, elle aussi, déontologiquement critiquable ? Sur quelle base l'honorable ministre désigne-t-il les membres du comité permanent ?

Des membres du personnel du BIRB se trouvent eux aussi dans une situation délicate. Les membres du personnel (à l'exception des titulaires du grade de directeur au moins) sont nommés et promus par le conseil d'administration. Même lorsqu'il n'y a pas d'influence directe (par exemple une intervention directe dans un dossier de sa propre entreprise, une invitation à faire diligence), ils se trouvent dans la situation désagréable d'avoir des «clients» disposant d'un droit d'intervention sinon de décision dans les promotions qui leur sont accordées ou refusées. C'est là incontestablement une situation très désagréable et, du point de vue d'une bonne administration, malsaine.

L'honorable ministre est-il informé de cette situation ? A-t-il connaissance de pressions exercées par des membres du conseil d'administration ? Est-il informé de l'environnement de travail difficile et particulièrement délicat dans lequel des membres du personnel du BIRB se trouvent ? Est-il prêt à faire procéder à une enquête ? Trouve-t-il justifié que le conseil d'administration d'un parastatale responsable du paiement, à charge du budget européen, d'une aide se chiffrant en milliards soit composé de personnes qui, en raison de leurs activités professionnelles, sont à la fois juge et partie dans les dossiers concernés ? Prendra-t-il des initiatives en la matière ?

S'agissant du cadre du personnel du BIRB, je souhaiterais également demander à l'honorable ministre de veiller à l'équité du cadre linguistique. Le rapport du volume de travail entre dossiers néerlandophones et francophones peut être estimé à 70 N/30 F. Or, il me revient que l'on a adopté pour le niveau 1 un équilibre de 50 N/50 F et, pour les autres niveaux, un cadre de 57 N/43 F, ce qui à mon sens est discriminatoire et inacceptable.

L'honorable ministre est-il au courant de ce problème ? Peut-il confirmer ces faits ? Quelles mesures prendra-t-il le cas échéant ?

Enfin, ce n'est probablement pas un secret que divers services de la Commission européenne mènent une enquête sur le fonctionnement correct des divers organismes de paiement. Une enquête est actuellement en cours au sujet du BIRB. Les fonctionnaires européens confirmé que des problèmes sont signalés dans presque

In het kader van het garantiebeleid van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de landbouw (EOGFL) wordt door de Europese Commissie jaarlijks vele miljarden steun toegekend aan landbouwers en ondernemingen. De uitbetalingen gebeuren door de lidstaten als tussenniveau tussen het EOGFL en de begunstigden. De landbouwers worden voornamelijk uitbetaald door directoraat-generaal III van het ministerie van Landbouw, de ondernemingen door het BIRB. Over het jaar 1995 betaalde de BIRB voor 47 miljard aan exportrestituties en 6 miljard aan interventiesteun aan bedrijven. Dat zijn belangrijke bedragen.

Een flink gedeelte van de leden van de raad van bestuur van de BIRB, aangeduid bij koninklijk besluit, is hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, professioneel verbonden met bedrijven die in aanmerking komen voor steun uit het EOGFL die door de BIRB wordt uitbetaald.

Kan de geachte minister vertellen over hoeveel leden het hier gaat, leden dus die één lid zijn van de raad van bestuur van de BIRB en rechtstreeks of onrechtstreeks, professioneel verbonden zijn met bedrijven die in aanmerking komen voor steun uit het EOGFL die door BIRB wordt uitbetaald ? Acht de geachte minister dit deontologisch verantwoord ? Wordt belangvervenging hier niet in de hand gewerkt ? Op welke basis duidt de Koning de leden van de raad van bestuur van de BIRB aan ?

Alle dossiers en alle beslissingen van de raad van bestuur van de BIRB worden behandeld door het besteding comité, aangeduid bij ministerieel besluit. Een aantal van de leden van het besteding comité zijn ook, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, begünstige van de vele miljarden die door de BIRB uitbetaald worden.

Kan de geachte minister vertellen hoeveel leden van het besteding comité ook begünstigde zijn ? Is ook dit niet deontologisch onverantwoord ? Op welke basis duidt de geachte minister de leden van het besteding comité aan ?

Ook personeelsleden van de BIRB bevinden zich in een moeilijke situatie. De personeelsleden (die met de graad van tenminste directeur uitgezonderd) worden benoemd en bevorderd door de raad van bestuur. Zelfs wanneer er geen directe beïnvloeding is (bijvoorbeeld een rechtstreekse tussenkomst in een dossier van het eigen bedrijf, een aanmaning tot spoed), blijft voor hen de onaangetaste situatie waarbij ze «cliënten» hebben die medeinspraak, zonet beslissingsrecht hebben over de bevorderingen die hen toegekend dan wel onthouden worden. Dit is ongetwijfeld een zeer onaangename en vanuit het oogpunt van goed bestuur ook een ongezonde situatie.

Is de geachte minister zich bewust van deze situatie ? Heeft de geachte minister weet van beïnvloeding door leden van de raad van bestuur ? Is hij op de hoogte van de moeilijke en bijzonder delicate werkomgeving waarin personeelsleden van de BIRB zich bevinden ? Is hij bereid ter zake een onderzoek in te stellen ? Vindt hij het verantwoord dat een raad van bestuur van een parastatale, verantwoordelijk voor de uitbetalingen van miljardensteun uit de Europese begroting, is samengesteld uit personen die omwille van beroepsbezigheden tegelijk rechter en partij zijn in de desbetreffende dossiers ? Zal hij ter zake enige initiatieven nemen ?

Inzake het personeelskader van de BIRB wil ik de geachte minister ook graag vragen om toe te zien op een rechtvaardig taalkader. De verhouding van het werkvolume Nederlandstalige/Franstalige dossiers kan geschat worden op 70 N/30 F. Naar verluidt zou echter op niveau 1 een taalevenwicht 50 N/50 F vastgesteld worden, en op de andere niveaus een taalkader 57 N/43 F, wat naar mijn aanvoelen discriminatoir en onaanvaardbaar is.

Is de geachte minister op de hoogte van deze problematiek ? Kan de geachte minister deze feiten bevestigen ? Welke maatregelen zal de geachte minister desgevallend nemen ?

Tot slot is het wellicht geen geheim dat vanuit diverse diensten binnen de Europese Commissie een onderzoek aan de gang is naar de degelijke werking van de diverse betalingsorganismes. Ter zake loopt ook een onderzoek voor de BIRB. Europees ambtenaren bevestigen dat in zowat alle lidstaten problemen gesignalerd

tous les États membres. La Commission européenne serait saisie également d'un dossier à l'encontre de la Belgique concernant des irrégularités dans le paiement des aides agricoles européennes. Cette situation pourrait se solder par une lourde amende de l'ordre d'un milliard de francs.

L'honorable ministre peut-il me faire savoir quelles sont les difficultés signalées dans le cadre de l'enquête belge ? Quelles mesures envisage-t-il de prendre en la matière ? Peut-il me confirmer si la Commission européenne est effectivement saisie d'un dossier belge concernant des irrégularités dans le paiement aides agricoles européennes ? La Belgique risque-t-elle d'encourir une amende et quel serait le montant de celle-ci ?

**Réponse :** J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre que suite à certains articles de presse du mois de juillet les problèmes qu'il évoque ont immédiatement fait l'objet d'un examen approfondi.

Les résultats de cet examen ont notamment été rendus public par l'intermédiaire d'une conférence de presse en date du 29 juillet 1996.

Étant donné qu'à cette occasion on a répondu de manière étroite aux questions et remarques posées, le texte de cette conférence de presse lui sera envoyé directement.

En ce qui concerne le suivi de ces dossiers on peut confirmer ce qui suit :

— La procédure d'agrément des organes de paiement se déroule comme prévu et sera achevée vers la mi-octobre.

— Le dossier concernant l'apurement des dépenses pour les restitutions pour un montant de 800 millions de francs est préparé et est introduit auprès de l'organe de conciliation.

— Ma proposition d'un protocole interdépartemental visant à créer une cellule de prévention sera incessamment présentée au Conseil des ministres.

Les remarques concernant le cadre linguistique du BIRB sont prématurées.

L'approbation de ce cadre linguistique doit encore suivre toute une procédure. Cependant je suis déjà en mesure de confirmer que le cadre linguistique doit être établi sur base de critères objectifs.

### Petites et Moyennes Entreprises

#### Question n° 43 de M. Desmedt du 6 septembre 1996 (Fr.) :

**Brocantes. — Application de l'arrêté royal du 3 avril 1995.**

L'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics dispense certaines ventes occasionnelles de biens appartenant au vendeur des dispositions de cette loi pour autant que certaines conditions soient réunies.

Parmi ces conditions, on en trouve une libellée comme suit :

«La manifestation n'a pas lieu plus d'une fois par mois, en dehors des mois de juillet et d'août.»

L'honorable ministre pourrait-il préciser de quelle façon il faut comprendre cette disposition ?

Cela signifie-t-il que chaque commune ne peut autoriser qu'une manifestation de ce genre par mois ou qu'à un même endroit précis de la commune une seule autorisation mensuelle peut être accordée ?

Dans la première hypothèse, cette disposition semblerait peu heureuse étant donné qu'entre les différentes communes, il existe évidemment de grandes différences quant à l'étendue du territoire et à l'importance de la population.

**Réponse :** J'informe l'honorable membre que l'actuel article 7, 2<sup>e</sup>, de l'arrêté royal du 3 avril 1995, portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, prévoit que pendant les mois de septembre à

werden. Ook zou er bij de Europese Commissie een tegen België gericht dossier liggen met betrekking tot onregelmatigheden bij de uitbetaling van Europese landbouwsteun. Dit kan een zware boete tot gevolg hebben, van om en bij het miljard frank.

Kan de geachte minister mededelen welke de gesignaleerde moeilijkheden zijn met betrekking tot het Belgisch onderzoek ? Welke maatregelen overweegt de geachte minister ter zake ? Kan de geachte minister bevestigen of bij de Europese Commissie inderdaad een Belgisch dossier ligt met betrekking tot onregelmatigheden bij de uitbetaling van Europese landbouwsteun ? Hangt er een boete boven het hoofd van België en hoe groot is deze boete ?

**Antwoord :** Ik heb de eer het geachte lid erop te wijzen dat de door hem aangehaalde problemen, naar aanleiding van bepaalde persartikels in de maand juli, onmiddelijk en grondig werden onderzocht.

De resultaten van dat onderzoek werden onder andere publiek gemaakt door middel van een persconferentie op 29 juli 1996.

Aangezien daarin uitvoerig wordt ingegaan op de door hem gestelde vragen en bedenkingen zal de tekst van deze persconferentie hem rechtstreeks worden overgemaakt.

Wat de opvolging van deze dossiers betreft kan het volgende worden bevestigd :

— De erkenningsprocedure van de betaalorganen loopt zoals voorzien en zal omstreeks half oktober worden afgerond.

— Het dossier betreffende de aanzuivering van de restitutie-uitgaven ten bedrage van 800 miljoen frank werd voorbereid en is ingediend bij het bemiddelingsorgaan.

— Mijn voorstel tot een interdepartementaal protocol dat voorziet in de oprichting van een preventiecel zal eerstdaags aan de Ministerraad worden voorgelegd.

De opmerkingen betreffende het taalkader van het BIRB zijn voorbarig.

De goedkeuring van dit taalkader dient nog een ganse procedure te doorlopen. Wel kan ik nu al stellen dat het taalkader moet vastgesteld worden op basis van objectieve criteria.

### Kleine en Middelgrote Ondernemingen

#### Vraag nr. 43 van de heer Desmedt d.d. 6 september 1996 (Fr.) :

**Rommelmarkten. — Toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1995.**

Het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten stelt bepaalde occasionele verkoopen van goederen die de verkoper toebehoren vrij van de bepalingen van deze wet, indien aan een aantal voorwaarden wordt voldaan.

Een van die voorwaarden luidt als volgt :

«De manifestatie vindt niet meer dan éénmaal per maand plaats behalve tijdens de maanden juli en augustus.»

Zou de geachte minister kunnen verklaren hoe deze bepaling precies moet worden opgevat ?

Betekent dit dat elke gemeente per maand slechts één van deze manifestaties kan toestaan, of dat op een bepaalde plaats in de gemeente slechts éénmaal per maand een vergunning kan worden toegekend ?

In het eerste geval lijkt deze bepaling tamelijk ongelukkig, aangezien er tussen de verschillende gemeenten enorme verschillen bestaan qua grondgebied en bevolkingsaantal.

**Antwoord :** Ik wens het geachte lid ervan op de hoogte te brengen dat het huidig artikel 7, 2<sup>e</sup>, van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van

juin inclus, les communes ne peuvent organiser ou autoriser qu'une seule manifestation de vente de biens personnels par des particuliers, par mois et pour toute l'entité communale telle que résultant de la fusion des communes. Pendant les mois de juillet et août, cette restriction est levée.

Je dois reconnaître que cette disposition qui a été prise dans l'unique souci de lutter contre les faux-particuliers qui se multiplient dans ce genre de manifestations, peut poser problème à certaines communes.

Comme de surcroît, cette disposition ne permet pas d'agir efficacement contre les faux-particuliers, j'ai décidé de revoir le système.

Un projet d'arrêté modificatif est sur le point d'être concrétisé. Celui-ci supprime toute restriction dans le chef des communes mais par contre limite le nombre de participations des particuliers à ce genre de manifestations. Je pense qu'il répond à votre préoccupation.

## Ministre de la Justice

**Question n° 8 de M. Erdman du 18 juillet 1995 (N.):**

*Arrêté royal réglant le délai et les modalités du recours des tiers prétendant droit sur une chose confisquée.*

La loi du 17 juillet 1990 a inséré un article 43bis au Code pénal et l'arrêté royal du 9 août 1991 règle le délai et les modalités du recours des tiers prétendant droit sur une chose confisquée.

Il peut être déduit de l'arrêté royal précité qu'après la décision de confiscation, il faut attendre que cette décision soit passée en force de chose jugée.

L'article 2 de l'arrêté royal précité définit la procédure d'information qui doit être suivie : cet article fait notamment référence à la procédure prévue par l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936 sur la détention au greffe et la procédure en restitution des choses saisies en matière répressive pour ce qui concerne l'identification des personnes pouvant prétendre des droits sur l'une des choses faisant l'objet de la confiscation.

Selon l'article 3 de l'arrêté royal précité, tout tiers prétendant droit sur l'une des choses dont la confiscation a été prononcée, pourra « porter sa prétention devant le juge compétent » durant un délai de 90 jours à compter du jour où la condamnation emportant confiscation sera passée en force de chose jugée.

Bien que l'article 2 de l'arrêté royal précité fasse référence à l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936, ce ne sont évidemment pas uniquement les personnes qui, conformément à ce dernier arrêté royal, ont fait opposition à une quelconque restitution des biens saisis qui ont été confisqués à la suite de la condamnation mais aussi toutes les autres personnes indiquées par le ministère public comme pouvant prétendre des droits sur l'une de ces choses.

La différence essentielle avec la procédure prévue à l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936 réside dans le fait que le dernier arrêté royal concerne les biens qui ont été déposés en consignation au greffe et qui ont fait l'objet d'une décision de restitution au propriétaire légitime par l'autorité judiciaire compétente (art. 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936). Dans ce cas, le greffe reçoit ordre du ministère public, chargé de l'exécution des décisions judiciaires, de remettre les biens donnés en consignation au greffe à ce propriétaire légitime désigné dans la décision judiciaire ; il peut y être fait opposition par les personnes qui font valoir des droits sur les biens litigieux. Dans ce cas, l'opposition sera notifiée au greffe et une action sera intentée devant le juge compétent à la

openbare markten, voorziet dat de gemeenten slechts een enkele manifestatie per maand van occasionele verkopen van goederen die aan de verkoper toebehoren mogen organiseren of toestaan gedurende de maanden september tot en met juni. Dit geldt voor gans de gemeentelijke eenheid die het resultaat is van de fusie van gemeenten. Tijdens de maanden juli en augustus wordt deze beperking opgeheven.

Ik moet erkennen dat deze bepaling, die genomen werd met als enige zorg de « valse particulieren » die steeds meer op dergelijke manifestaties te vinden zijn te bestrijden, voor een aantal gemeenten problemen kan opleveren.

Daar deze bepaling niet toelaat efficiënt te ageren tegen de « valse particulieren » heb ik besloten het systeem te wijzigen.

Een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging staat op het punt gerealiseerd te worden. Dit neemt alle beperkingen wat betreft de bevoegdheid van de gemeenten weg, maar beperkt daarentegen het aantal deelnames van de particulieren aan dergelijke manifestaties. Ik denk dat dit ontwerp aan uw bezorgdheid zal tegemoet komen.

## Minister van Justitie

**Vraag nr. 8 van de heer Erdman d.d. 18 juli 1995 (N.):**

*Koninklijk besluit tot vaststelling van de termijn waarbinnen en de wijze waarop een rechtsmiddel kan worden aangewend door derden die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak.*

Bij wet van 17 juli 1990 werd artikel 43bis van het Strafwetboek ingevoegd en bij koninklijk besluit van 9 augustus 1991 werd de termijn vastgesteld waarbinnen en de wijze waarop een rechtsmiddel kan worden aangewend door derden die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak.

Uit de tekst van voormeld koninklijk besluit kan worden afgeleid dat na veroordeling tot verbeurdverklaring eerst moet afgewacht worden dat deze beslissing in kracht van gewijsde zou gaan.

Artikel 2 van voormeld koninklijk besluit bepaalt dan de procedure van verwittiging die moet worden gevolgd : dit artikel verwijst onder meer naar de procedure bepaald bij het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 op de bewaring ter griffie en de procedure tot terugval van de in strafzaken in beslag genomen zaken, wat betreft de identificatie van personen die beweren rechten te kunnen doen gelden.

Volgens artikel 3 van voormeld koninklijk besluit kan iedere derde die beweert recht te hebben op één van de zaken waarvan de verbeurdverklaring is uitgesproken tijdens een termijn van 90 dagen, te rekenen vanaf de dag waarop de veroordeling tot verbeurdverklaring in kracht van gewijsde is gegaan, « zijn aanspraak voor de bevoegde rechter brengen ».

Hoewel in artikel 2 van voormeld koninklijk besluit verwezen wordt naar het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 zijn het uiteraard niet enkel de personen die overeenkomstig dit laatste koninklijk besluit verzet hebben gedaan tegen enige terugval van de in beslag genomen goederen die ingevolge de veroordeling verbeurd werden verklaard, maar ook andere personen die het openbaar ministerie aanduidt als zijnde bevoegd om rechten op één van de zaken te doen gelden.

Het essentiële verschil met de procedure voorzien in het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 bestaat hierin dat in dit laatste koninklijk besluit het goederen betreft die ter bewaring op de griffie werden neergelegd en waarover een beslissing van terugval aan de rechtmatische eigenaar is getroffen door de bevoegde rechtsinstantie (art. 1 van het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936). In dat geval krijgt de griffier opdracht van het openbaar ministerie, gelast met de uitvoering van de rechterlijke beslissingen, om de ter griffie in bewaring gegeven goederen aan deze rechtmatische eigenaar, aangeduid in de gerechtelijke beslissing, over te maken ; er kan verzet worden aangetekend door diegenen die rechten doen gelden op de kwestieuze goederen. In

requête de la partie opposante; la personne désignée pour réceptionner les biens litigieux et le condamné à l'encontre duquel des droits éventuels peuvent être formulés, devront être cités à comparaître.

Dans le cas qui nous occupe présentement et pour lequel l'arrêté royal du 9 août 1991 prévoit une procédure, il s'agit cependant d'une décision de confiscation prononcée à charge du condamné et dans laquelle il n'est désigné personne à qui délivrer les biens. Logiquement, on peut déduire d'une exécution de la décision de confiscation que les biens confisqués sont «délivrés» à l'État belge, ministère des Finances, en la présence du receveur de l'Enregistrement et des Domaines, afin d'être réalisés.

Le problème se pose lorsque, comme le prescrit l'article 3 de l'arrêté royal du 9 août 1991, le tiers prétendant droit sur l'une des choses dont la confiscation a été prononcée, doit porter sa prétention devant le juge compétent: quelle partie doit-il citer à ce moment devant le juge compétent?

On peut relever qu'en toute logique, conformément à ce qui a été dit précédemment à propos de la procédure définie à l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936, d'une part, le condamné à l'encontre duquel la condamnation a été prononcée doit être mis en cause, mais que, d'autre part, la demande doit également être dirigée contre l'État belge, ministère des Finances, en la personne du receveur de l'Enregistrement et des Domaines. Puisque cette procédure a été notifiée au greffier, on peut supposer, conformément à ce qui se passe en application de l'arrêté royal du 24 mars 1936, que le greffier informera le procureur du Roi de l'évolution de l'exécution de la décision initiale.

Les procédures entamées en application de l'arrêté royal du 30 septembre 1991, qui prévoient la citation du procureur du Roi, ne semblent pas concorder avec la procédure proposée.

Après analyse du texte, il n'y a pas lieu de faire opposition préalablement entre les mains du greffier (sans préjudice éventuellement d'une opposition antérieure mais alors en vertu de l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936), mais il doit être fait notification au greffier dans les 90 jours de l'action entamée devant le juge compétent.

En résumé, la personne qui prétend avoir un droit sur une chose confisquée et qui a reçu, en temps voulu et à l'intervention du greffier, notification de la décision de confiscation qui est passée en force de chose jugée (ou qui n'en a pas nécessairement eu connaissance) devrait, dans les 90 jours, entamer une procédure devant le juge compétent dans laquelle doivent être impliqués le condamné, d'une part, et l'État belge, ministère des Finances, en la personne du receveur de l'Enregistrement et des Domaines, d'autre part. Seul le fait que cette action a été effectivement intentée doit être notifié au greffier. C'est ce dernier qui informera éventuellement le ministère public quant à la suite de l'exécution de la décision initiale de confiscation.

L'honorables ministre peut-il confirmer que cette analyse est conforme à la procédure telle que visée dans l'arrêté royal du 9 août 1991 mais sans y avoir nullement été détaillée de manière spécifique?

Partant d'un intérêt légitime des personnes prétendant droit sur la chose confisquée, se pose la question de savoir ce qu'il advient si, dans le délai prévu à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 9 août 1991 (90 jours), elles citaient une partie à comparaître devant le juge compétent et qu'il apparaît ultérieurement que ce n'est pas cette partie mais, comme il a été dit ci-dessus, l'État belge, ministère des Finances, en la personne du receveur de l'Enregistrement et des Domaines, qui aurait dû être cité (par exemple le procureur du Roi ou l'État belge en la personne du ministre de la Justice)? Cela

dat geval zal verzet worden betekend aan de griffier, en zal een vordering op verzoek van de verzetdoende partij voor de bevoegde rechter worden ingeleid; degene die werd aangeduid om de kwestieuze goederen in ontvangst te nemen en de betichte waartegen eventuele rechten kunnen worden geformuleerd zullen moeten worden gedagvaard.

In het geval dat ons thans bezighoudt en waarvoor het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 een procedure bepaalt, betreft het echter een beslissing van verbeurdverklaring die ten laste van de betichte wordt uitgesproken en waar in genen dele een persoon wordt aangeduid aan wie de goederen dienen te worden afgegeven. Logisch kan uit een uitvoering van de beslissing tot verbeurdverklaring worden afgeleid dat de verbeurdverklaarde goederen worden «afgegeven» aan de Belgische Staat, ministerie van Financiën in de persoon van de ontvanger van Registratie en Domeinen, om te gelden te worden gemaakt.

De moeilijkheid ontstaat wanneer zoals voorgeschreven door artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 augustus 1991, de derde die beweert recht te hebben op één van de zaken waarvan de verbeurdverklaring is uitgesproken, zijn aanspraak voor de bevoegde rechter moet brengen: welke partij moet hij op dat ogenblik voor de bevoegde rechter dagvaarden?

Men kan logisch in overeenstemming met hetgeen hiervoor gezegd met betrekking tot de procedure bepaald bij koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 aanstippen dat enerzijds de betichte tegen wie de veroordeling is uitgesproken in zake moet worden gebracht maar anderzijds de vordering ook dient geformuleerd tegenover de Belgische Staat, ministerie van Financiën in de persoon van de ontvanger van Registratie en Domeinen. Vermits van deze procedure kennis is gegeven aan de griffier kan men, in overeenstemming met hetgeen gebeurt bij toepassing van het koninklijk besluit van 24 maart 1936, veronderstellen dat de griffier de bevoegde procureur des Konings inlicht over de evolutie met betrekking tot de uitvoering van de oorspronkelijke beslissing.

Procedures die werden ingeleid met toepassing van het koninklijk besluit van 30 september 1991 waarbij de procureur des Konings zal gedagvaard worden lijken niet in overeenstemming met de vooropgestelde procedure.

Er dient ook na analyse van de tekst geen voorafgaand verzet in handen van de griffier te worden gedaan (onverminderd eventueel een vroeger verzet maar dan krachtens het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936) maar wel dient binnen de 90 dagen aan de griffier kennis te worden gegeven van de ingeleide vordering voor de bevoegde rechter.

Samengevat zou dus diegene die beweert recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak en die tijdig in kennis is gesteld door de griffier van de beslissing tot verbeurdverklaring die in kracht van gewijsde is gegaan (of die niet noodzakelijkerwijze in kennis is gesteld daarvan) binnen de 90 dagen een procedure voor de bevoegde rechter moeten inleiden waarbij dient betrokken enerzijds de betichte anderzijds de Belgische Staat, ministerie van Financiën in de persoon van de ontvanger van Registratie en Domeinen. Enkel van het effectief inleiden van deze vordering dient kennis te worden gegeven aan de griffier. Het is deze laatste die dan eventueel het openbaar ministerie inlicht met betrekking tot de verdere uitvoering van de oorspronkelijke beslissing tot verbeurdverklaring.

Kan de geachte minister mij bevestigen dat deze analyse overeenstemt met de procedure zoals ze beoogd werd in het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 maar in genen dele specifiek daarin uitgestippeld werd?

Vertrekende van een rechtmatig belang van diegenen die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak, stelt zich de vraag wat er gebeurt, indien zij binnen de vervalttermijn, voorzien in artikel 1 van koninklijk besluit van 9 augustus 1991 (90 dagen), een partij zouden dagvaarden voor de bevoegde rechter, waarvan nadien zou blijken dat niet deze maar eventueel zoals hoger aangestipt de Belgische Staat, ministerie van Financiën in de persoon van de ontvanger van Registratie en Domeinen had dienen te worden gedagvaard (b.v. indien de procureur des

a-t-il automatiquement pour conséquence que, dans la mesure où à l'expiration du délai de 90 jours, la partie adverse finalement à atteindre est mise en cause dans la procédure pendante devant le juge compétent, la préemption ne pourra pas être invoquée pour ce qui est du droit légitimement invoqué?

Quelle est la situation de celui qui pense pouvoir faire valoir un droit et qui n'a pas été convoqué par le greffier conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 9 août 1991 (parce qu'il n'était pas connu de ce dernier en tant que tel)? Cette circonstance peut-elle être invoquée au titre de force majeure afin de faire valoir ses droits après le délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> (sans préjudice des conséquences de l'exécution du jugement de confiscation qui a pu intervenir entre-temps)?

Des circonstances ont-elles été établies à ce sujet, soit par l'honorable ministre, soit par les procureurs généraux et ces circulaires ont-elles été publiées à l'attention des intéressés?

**Réponse:** J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre qu'il a parfaitement résumé et analysé la procédure instituée par l'arrêté royal du 9 août 1991 réglant le délai et les modalités du recours des tiers prétendant droit sur une chose confisquée, si ce n'est que:

1. L'action en restitution doit, selon les cas, être dirigée soit contre l'État, c'est-à-dire contre le ministère des Finances en la personne du receveur de l'Enregistrement et des Domaines, soit contre la partie civile à laquelle les choses concernées sont restituées en application de l'article 43bis, troisième alinéa, du Code pénal. En effet, l'arrêté royal du 9 août 1991 est applicable aux deux hypothèses prévues par l'article 43bis (et non aux seules décisions de confiscation où personne n'a été indiquée). Il n'y a par contre aucune raison de mettre le prévenu à la cause.

En effet, une fois que le jugement prononçant la confiscation est coulé en force de chose jugée, le prévenu est définitivement dépossédé des biens confisqués, lesquels passent dans le patrimoine de l'État, sauf éventuelle décision de restitution en faveur d'une partie civile. Le prévenu n'a plus aucune possibilité de recours à l'encontre de la décision coulée en force de chose jugée: il n'y a donc pas lieu de le mettre à la cause.

2. Même si le Code d'instruction criminelle ne le dit pas explicitement, il est traditionnellement admis que les délais de recours en matière de procédure pénale sont prescrits à peine de déchéance. En matière civile, par contre, l'article 860, deuxième alinéa, du Code judiciaire prévoit très clairement que les délais de recours sont prévus à peine de déchéance. Une instance mal engagée (par exemple contre la mauvaise personne) est un coup d'épée dans l'eau et n'a jamais pour effet d'interrompre un délai de recours prescrit à peine de déchéance. Ainsi donc dans le cas d'espèce et pour reprendre l'exemple de l'honorable membre, si le tiers assigne par erreur le procureur du Roi (lequel n'a pas la personnalité juridique) en lieu et place du ministère des Finances, il ne pourra plus, une fois le délai de 90 jours écoulés, régulariser le procédure en assignant la bonne personne c'est-à-dire le ministère des Finances.

3. L'existence d'un cas de force majeure est appréciée par le juge du fond sous le contrôle de la Cour de cassation (Cass. 12 mars 1959, *Pas.* 1959, I, 702). La Cour de cassation admet qu'en cas de force majeure, l'appel contre le jugement contradictoire puisse être valablement intenté au-delà du délai de 15 jours prévus par l'article 203 du Code d'instruction criminelle (Cass. 9 septembre 1987, *Pas.* 1988, I, 29).

Par analogie, il y a tout lieu de penser que le tiers prétendant droit sur une chose confisquée pourra en cas de force majeure porter ses prétentions devant le tribunal compétent comme il est prévu à l'article 3 de l'arrêté royal même après l'expiration du délai légal de 90 jours. Cependant le seul fait pour le tiers de ne pas

Konings of de Belgische Staat in de persoon van de minister van Justitie werd gedagvaard)? Heeft dit automatisch tot gevolg dat voor zover in de tijdig ingeleide procedure, maar na verloop van de vervaltermijn van 90 dagen de uiteindelijk te bereiken tegenpartij betrokken wordt in het geding hangende voor de bevoegde rechter het verval niet kan ingeroepen worden met betrekking tot het rechtmatig ingeroepen recht?

Welk is de situatie van diegene die een recht meent te kunnen doen gelden en die niet door de griffier overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 werd opgeroepen (omdat hij door deze niet als dusdanig gekend was)? Kan deze dit als overmacht inroepen om zijn rechten na de vervaltermijn bepaald in artikel 1 te doen gelden (onvermindert de gevolgen van de uitvoering van de veroordeling tot verbeurdverklaring die inmiddels kon plaatsvinden)?

Werden desbetreffende circulaires uitgevaardigd, hetzij door de geachte minister hetzij door de procureurs-generaal en werden deze gepubliceerd ter intentie van de geïnteresseerden?

**Antwoord:** Ik heb de eer het geachte lid mee te delen dat hij de procedure ingesteld bij het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 tot vaststelling van de termijn waarbinnen en de wijze waarop een rechtsmiddel kan worden aangewend door derden die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak, perfect heeft samengevat en geanalyseerd, ware het niet dat:

1. De vordering tot teruggave dient, alnaargelang, gericht te worden hetzij tegen de Staat, namelijk het ministerie van Financiën in de persoon van de ontvanger van Registratie en Domeinen, hetzij tegen de burgerlijke partij aan wie de betrokken zaken bij toepassing van artikel 43bis, derde lid, van het Strafwetboek werden teruggegeven. Het koninklijk besluit van 9 augustus 1991 is immers van toepassing op beide hypotheses vermeld in artikel 43bis (en niet alleen op beslissingen van verbeurdverklaring waarbij niemand werd aangeduid). Daarentegen is er geen enkele reden om ook de betichte in het geding te betrekken.

Het is inderdaad zo dat, eens het vonnis dat de verbeurdverklaring uitsprak in kracht van gewijsde is getreden, de betichte definitief de eigendom van de verbeurdverklaarde goederen verliest. Deze goederen worden opgenomen in het patrimonium van de Staat, onvermindert een eventuele beslissing tot restitutie aan een burgerlijke partij. De betichte heeft geen enkele mogelijkheid tot beroep meer wat betreft de in kracht van gewijsde gegane beslissing: er is dus geen reden om hem in het geding te betrekken.

2. Zelfs indien het Wetboek van strafvordering het niet zo expliciet zegt, wordt traditioneel aangenomen dat de beroepstermijnen in de strafprocedure voorgeschreven zijn op straffe van verval. In burgerlijke zaken daarentegen, voorziet artikel 860, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek zeer duidelijk dat de termijnen om een rechtsmiddel aan te wenden voorgeschreven zijn op straffe van verval. Een verkeerd aangewende rechtsvordering (bijvoorbeeld gericht tegen de verkeerde persoon) is een slag in het water en heeft nooit tot gevolg dat de termijn om een rechtsmiddel aan te wenden die voorgeschreven is op straffe van verval onderbroken wordt. Indien dus, in het onderhavige geval en om terug te komen op het voorbeeld van het geachte lid, de derde per vergissing de procureur des Konings dagvaart (die geen rechtspersoonlijkheid heeft) in plaats van het ministerie van Financiën, zal hij, eens de termijn van 90 dagen verstrekken, de procedure niet meer kunnen regulariseren door de juiste persoon, namelijk het ministerie van Financiën, te dagvaarden.

3. Het bestaan van een geval van overmacht wordt beoordeeld door de rechter ten gronde onder controle van het Hof van cassatie (Cass. 12 maart 1959, *Pas.* 1959, I, 702). Het Hof van cassatie geeft toe dat, in geval van overmacht, het hoofdberoep tegen een vonnis gewezen op tegenspraak geldig aanhangig gemaakt kan worden na de termijn van 15 dagen voorzien door artikel 203 van het Wetboek van strafvordering (Cass. 9 september 1987, *Pas.* 1988, I, 29).

Naar analogie hiermee, kan men aannemen dat de derde, die beweert recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak, in geval van overmacht zijn aanspraken voor de bevoegde rechter zal kunnen brengen zoals voorzien door artikel 3 van het koninklijk besluit, zelfs na het verstrijken van de wettelijke termijn van

avoir été averti par le greffier de la décision de confiscation conformément à l'article 2 de l'arrêté royal ne pourra constituer à lui seul un cas de force majeure. Le tiers négligent qui n'a pas surveillé suffisamment son patrimoine n'a en effet qu'à s'en prendre lui-même.

4. Enfin, aucune circulaire concernant l'application de l'arrêté royal n'a à ce jour été émise que ce soit par mes services ou par les procureurs généraux.

**Question nº 77 de M. Anciaux du 8 décembre 1995 (N.):**

*Plaintes introduites par des citoyens belges auprès de la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg. — Langue dans laquelle la défense de l'État belge est rédigée.*

Les citoyens qui font appel à la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg peuvent formuler leur plainte dans leur propre langue. Lorsque cette plainte est déclarée recevable, elle est transmise à l'État concerné qui peut faire des remarques. Ces remarques sont alors communiquées à la partie demanderesse pour lui permettre de répondre. L'article 30, premier alinéa, du règlement d'ordre intérieur de la commission dispose que les langues officielles sont le français et l'anglais. La commission n'est pas compétente pour exiger des États nationaux une traduction dans la langue du citoyen intéressé. Il est donc possible que des néerlandophones ou des germanophones reçoivent la défense de leur propre État en français (il peut même arriver que cette défense soit rédigée par un fonctionnaire néerlandophone). En théorie, un citoyen francophone pourrait également recevoir des documents de l'État belge en anglais.

1. L'honorable ministre peut-il confirmer que des Belges néerlandophones qui introduisent une plainte auprès de la Commission européenne des droits de l'homme reçoivent la défense de l'État belge en français ou en anglais ?

2. Peut-il me dire combien de personnes ont déjà été confrontées à cette situation dans le passé ?

3. Les règles élémentaires de la décence n'imposent-elles pas que l'État belge joigne au moins aux pièces qu'il dépose dans les procédures auprès des institutions internationales, une traduction dans la langue du citoyen intéressé ?

4. Qu'est-ce qui empêche l'honorable ministre d'en faire une règle à l'avenir ?

**Réponse :** 1. À ma connaissance, cela s'est fait jusqu'à présent uniquement en français. Les règlements intérieurs de la Commission européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme offrent cependant la possibilité de le faire en anglais.

2. Il n'existe pas de chiffres disponibles concernant le rôle linguistique des requérants devant la Commission.

3. Le fait que la langue de procédure soit le français ou l'anglais n'a cependant pas donné lieu à des difficultés pour les requérants qui ont introduit une plainte contre la Belgique au vu du fait que le président tant de la Commission que de la Cour peut autoriser l'utilisation d'une autre langue, aussi bien pour la correspondance que pour les audiences.

4. Le problème de l'emploi des langues devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme est un problème difficile. Selon le principe démocratique, chacun devrait pouvoir s'adresser à son juge dans sa propre langue mais ce principe doit être praticable.

Le Conseil de l'Europe compte en ce moment 39 pays parties à la Convention européenne des droits de l'homme ou sur le point de le devenir. S'il fallait augmenter le nombre de langues de travail, les frais de fonctionnement du Conseil de l'Europe risquent de déraper. Respecter l'égalité entre les langues exige déjà de prévoir plus de 25 langues.

Le problème reviendra probablement à l'ordre du jour à l'occasion de l'installation de la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme.

90 dagen. Nochtans zal het enkele feit dat de derde niet door de griffier op de hoogte is gesteld van de beslissing tot verbeurd-verklaring overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit, op zichzelf geen geval van overmacht kunnen uitmaken. De onachtzame derde die geen voldoende toezicht gehouden heeft op zijn patrimonium, heeft dit inderdaad enkel zichzelf te verwijten.

4. Tenslotte werd tot op heden geen enkele circulaire betreffende de toepassing van het koninklijk besluit uitgevaardigd, noch door mijn diensten, noch door de procureurs-generaal.

**Vraag nr. 77 van de heer Anciaux d.d. 8 december 1995 (N.):**

*Klachten van Belgische burgers bij de Europese Commissie voor de rechten van de mens te Straatsburg. — Taal van het verweer van de Belgische overheid.*

Wanneer burgers zich wenden tot de Europese Commissie voor de rechten van de mens te Straatsburg kunnen zij hun klachtformuleren in hun eigen taal. Indien deze klacht ontvankelijk wordt verklaard, wordt deze overgemaakt aan de betrokken Staat die zijn opmerkingen mag formuleren. Deze opmerkingen worden opnieuw overgemaakt aan de verzoekende partij voor wederantwoord. Blijkens artikel 30, lid 1, van het huishoudelijk reglement van de commissie zijn de officiële talen Frans en Engels. De commissie blijkt niet bevoegd te zijn om van de nationale Staten een vertaling te eisen in de taal van de betrokken onderdaan. Zo kan men het meemaken dat Nederlandstaligen of Duits-taligen het verweer van de eigen overheid in het Frans toegezonden krijgen (verweer dat mogelijkwijze zelfs is opgesteld door een Nederlandstalige ambtenaar). Theoretisch is het ook mogelijk dat Franstaligen stukken van de Belgische Staat in het Engels toegezonden krijgen.

1. Kan de geachte minister bevestigen of Nederlandstaligen in ons land, die een klacht formuleren bij de Europese Commissie voor de rechten van de mens, het verweer van de Belgische overheid in het Frans of het Engels toegezonden ?

2. Kan de geachte minister zeggen hoeveel personen dit in het verleden reeds hebben moeten ondervinden ?

3. Vereisen elementaire fatsoennormen niet dat de Belgische Staat haar stukken in procedures voor internationale instellingen — wanneer zij staat tegenover onderdanen — minstens met een vertaling in de taal van de betrokken onderdaan neerlegt ?

4. Wat houdt de geachte minister tegen om dit in de toekomst zo te doen ?

**Antwoord:** Bij mijn weten is dit tot hiertoe enkel in het Frans gebeurd. Het huishoudelijk reglement van de Europese Commissie en het Europees Hof voor de rechten van de mens bieden inderdaad de mogelijkheid om dat in het Engels te doen.

2. Er zijn geen cijfers beschikbaar over de taalrol van personen die een klacht hebben ingediend bij de Commissie.

3. Bij mijn weten heeft het feit dat de taal van de procedure in het Frans of het Engels verloopt nog geen aanleiding gegeven tot moeilijkheden voor de verzoekers die een klacht tegen België hebben ingediend aangezien de voorzitter zowel van de Commissie als van het Hof het gebruik van een andere taal kan toestaan, zowel voor de briefwisseling als tijdens de hoorzittingen.

4. Het probleem van het taalgebruik voor de Commissie en het Hof voor de rechten van de mens is een moeilijk probleem. Er is immers het democratisch principe dat eenieder zich in zijn eigen taal zou moeten kunnen wenden tot zijn rechter en er is de realiseerbaarheid van dit principe.

De Raad van Europa telt op dit ogenblik 39 Staten die partij zijn bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens of die op het punt staan dat te worden. Indien men het aantal werktalen in de toekomst zou uitbreiden loopt men het risico dat de werkingskosten van de Raad van Europa uit de hand zullen lopen. Men zou dan immers reeds met meer dan 25 talen moeten werken wil men elke taal gelijk behandelen.

Het probleem zal vermoedelijk opnieuw bekeken worden naar aanleiding van de oprichting van het nieuwe Europees Hof voor de rechten van de mens.

**Question n° 130 de Mme de Bethune du 29 mars 1996 (N.):*****Recrutement d'étrangers par les services publics.***

Le 26 septembre 1994, le gouvernement a adopté un nouvel arrêté royal fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État.

Par cet arrêté, le gouvernement a décidé de rendre les emplois publics accessibles aux citoyens de l'Union européenne, et ce aux mêmes conditions que celles qui sont imposées aux Belges. Il a cependant fait une exception pour les fonctions spécifiques qui comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique dans l'administration publique.

Le gouvernement a appliqué ainsi l'article 48 du Traité de Rome qui pose le principe de la libre circulation des travailleurs.

Par un autre arrêté du 13 avril 1995, le gouvernement a ouvert l'accès aux emplois publics contractuels à tous les étrangers, et pas simplement aux ressortissants de l'Union européenne.

En principe, il est donc possible aux étrangers d'accéder à certains emplois publics, et ce sur une base statutaire s'ils sont citoyens européens ou sur une base contractuelle s'ils sont citoyens de pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne.

Il n'y a toutefois pas que des arguments juridiques en faveur d'une ouverture des emplois publics aux immigrés.

On peut, en effet, avancer du point de vue économique qu'en réservant ces emplois aux seuls Belges on néglige un énorme potentiel humain, et du point de vue social qu'en renonçant à le faire, on peut donner une meilleure image de la Belgique aux Belges et aux immigrants.

Il est donc très important de veiller attentivement à une interprétation concrète des dispositions légales précitées et de s'assurer de leur application pratique.

L'honorable ministre pourrait-il me dire :

- Quelles initiatives ont été prises dans son département en vue d'appliquer les arrêtés précités et quelles initiatives il envisage de prendre dans ce domaine;

- Comment son département a défini la notion d'«emploi spécifique», pour lequel il est possible de déroger au principe de libre circulation et d'en exclure les étrangers;

- Quelle est, au sein de son ministère des services relevant de sa compétence, la proportion de Belges et d'étrangers (ressortissants de l'UE, d'une part, et de ressortissants d'autres États, d'autre part), par niveau (niveaux 1, 2, 3 et 4), et ce en chiffres absolus et en pourcentages ?

**Réponse:** J'ai l'honneur de communiquer à l'honorable membre les renseignements suivants.

A. Administration centrale

- Néant.

- Il y a exception quand les fonctions à exercer ne comportent pas une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique ou quand il s'agit de fonctions qui n'ont pas pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État.

- L'administration centrale occupe deux ressortissants de l'Union européenne; ils occupent un emploi contractuel du 4<sup>e</sup> niveau.

B. Ordre judiciaire

- Néant.

- Le statut du personnel de l'ordre judiciaire est réglé par le Code judiciaire.

Les arrêtés royaux du 26 septembre 1994 et 13 avril 1995 ne sont pas applicables au personnel précité.

L'article 48 du Traité de Rome, qui a effet direct, instaure le principe de libre circulation des travailleurs.

Le point 4 de cet article 48 prévoit toutefois une exception en ce qui concerne les emplois dans l'administration publique.

La Commission des Communautés européennes estime que l'exception vise les fonctions spécifiques de l'État et des collectivités.

**Vraag nr. 130 van mevrouw de Bethune d.d. 29 maart 1996 (N.):*****Recruter van vreemdelingen in de openbare diensten.***

Op 26 september 1994 werd een nieuw koninklijk besluit uitgevaardigd dat de algemene principes vastlegt van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren.

Door deze beslissing is het openbaar ambt voortaan opengesteld voor onderdanen van de Europese Unie onder dezelfde voorwaarden als voor de Belgen. Een uitzondering wordt gemaakt voor karakteristieke betrekkingen die een al dan niet rechtstreekse deelname aan de uitvoering van het openbaar gezag inhouden in de overheidsadministratie.

Door deze beslissing werd gevolg gegeven aan artikel 48 van het Verdrag van Rome dat het principe van het vrij verkeer van werknemers voorhoudt.

Door een ander koninklijk besluit van 13 april 1995 werden de contractuele betrekkingen van het openbaar ambt voor alle vreemdelingen opengesteld, en niet enkel voor onderdanen van de Europese Unie.

In principe is het dus mogelijk voor allochtonen met een vreemde nationaliteit op statutaire basis — voor de Europese onderdanen — of op contractuele basis — voor de niet-Europese onderdanen — toegang te krijgen tot bepaalde openbare ambten.

Voor het openstellen van openbare functies voor migranten gelden echter niet alleen juridische argumenten.

Er is ook het economisch argument dat een enorm menselijk potentieel onaangeroerd blijft en een sociaal argument, met o.a. de beeldvorming naar Belgen én naar migranten toe.

Het is dan ook van groot belang dat waakzaam wordt toegezien op de concrete interpretatie van de bovenstaande wettelijke beschikkingen en hun vertaling naar de praktijk toe.

Graag had ik dan ook een antwoord gekregen op volgende vragen:

- Welke initiatieven werden er in uw departement genomen om uitvoering te geven aan de bovenvermelde koninklijke besluiten? Welke initiatieven worden op dit vlak overwogen?

- Op welke wijze werd in uw departement het begrip «karakteristieke betrekkingen», waarvoor uitzondering kan worden gemaakt voor vreemdelingen, omschreven?

- Wat is de personeelstoestand naar verhouding tussen Belgen en vreemdelingen (respectievelijk EU-onderdanen en niet-EU-onderdanen), ingedeeld per niveau (niveau 1, 2, 3 en 4), in absolute getallen en in percentages, van het ministerie en de diensten die ressorteren onder uw bevoegdheden?

**Antwoord:** Hierbij kan ik aan het geachte lid de volgende gevonden mededelen.

A. Hoofdbestuur

- Nihil.

- Een uitzondering wordt gemaakt indien de uit te oefenen betrekking al dan niet rechtstreeks geen deelname aan de uitvoering van openbaar gezag inhoudt en geen werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat.

- Twee staatsburgers van de Europese Unie zijn tewerkgesteld bij het hoofdbestuur; zij bezetten een contractuele betrekking van niveau 4.

- Rechterlijke orde

- Nihil.

- Het statuut van het personeel van de rechterlijke orde wordt geregeld door het Gerechtelijk Wetboek.

De koninklijke besluiten van 26 september 1994 en 13 april 1995 zijn niet van toepassing op voorneld personeel.

Artikel 48 van het Verdrag van Rome, dat directe werking heeft, stelt het principe van het vrij verkeer van werknemers.

Door punt 4 van dat artikel 48 wordt evenwel in een uitzondering voorzien voor de betrekkingen in de overheidsadministratie.

De Commissie van de Europese Gemeenschappen meent dat de uitzondering slaat op de specifieke functies van de Staat en van de

tés assimilables telles que les forces armées, la police et les autres forces de l'ordre, la magistrature, l'administration fiscale et la diplomatie. En outre, sont aussi considérés comme couverts par cette exception, les emplois relevant des ministères de l'État, des gouvernements régionaux, des collectivités territoriales et autres organismes assimilés, des banques centrales dans la mesure où il s'agit du personnel (fonctionnaires et autres agents) qui exerce les activités ordonnées autour d'un pouvoir juridique de l'État ou d'une autre personne morale de droit public.

Le personnel de l'ordre judiciaire relève de l'exception prévue par l'article 48, 4, du Traité de Rome.

### 3. Néant.

C. Police judiciaire, Sûreté de l'État et Institut national de criminalistique et de criminologie

#### 1. Néant.

2. La police judiciaire (l'arrêté royal du 26 septembre 1994 n'est pas applicable à ce personnel): la nationalité belge constitue une condition, considérant que ces emplois (fonction de police) comportent une participation directe à l'exercice de la puissance publique.

Les services extérieurs de la Sûreté de l'État (l'arrêté royal du 26 septembre 1994 est applicable, les inspecteurs et commissaires sont des agents de l'État): la nationalité belge constitue une condition, considérant qu'il s'agit de fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État.

#### L'Institut national de criminalistique et de criminologie:

a) En ce qui concerne les fonctions du personnel scientifique dirigeant, celles-ci comportent une participation à l'exercice de la puissance publique (l'INCC sert notamment de laboratoire central pour la police judiciaire).

b) En ce qui concerne les fonctions du personnel scientifique non dirigeant, celles-ci comportent une participation indirecte à l'exercice de la puissance publique (la réalisation d'expertises, d'études dans le domaine de la politique criminelle).

c) Les fonctions du personnel non scientifique ne comportent aucune participation à l'exercice de la puissance publique et leurs titulaires doivent être Belges ou posséder la nationalité d'un autre État membre de l'Union européenne (application de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'État).

3. Actuellement, les membres du personnel de ces trois services sont tous de nationalité belge.

### D. Établissements pénitentiaires

L'administration des Établissements pénitentiaires exige la nationalité belge dans le recrutement du personnel des établissements pénitentiaires.

Par le biais de l'avancement interne, les agents pénitentiaires et le personnel administratif peuvent être promus à des postes de confiance dans les prisons, si bien qu'ils peuvent exercer des tâches directement ordonnées autour d'un pouvoir juridique de l'État.

En outre, conformément à un arrêté royal du 12 août 1991, les membres des services extérieurs de l'administration des Établissements pénitentiaires sont autorisés à porter des armes.

Il a dès lors été décidé de limiter le recrutement du personnel des services extérieurs aux personnes de nationalité belge.

#### Question n° 164 de M. Anciaux du 10 juin 1996 (N.):

#### *Limitation de la liberté de mouvement du couple basque Moreno-Garcia.*

Selon certaines informations, l'honorable ministre aurait promis à son collègue espagnol de limiter la liberté de mouvement du couple basque Moreno-Garcia, pour qu'il ne puisse pas fuir la Belgique.

daarmee gelijk te stellen openbare lichamen, zoals de strijdkrachten, de politie en andere gewapende korpsen, de magistratuur, de belastingadministratie en de diplomatie. Verder worden geacht eveneens onder de uitzondering te vallen de betrekkingen die vallen onder de staatsministeries, de gewestelijke regeringen, de territoriale lichamen en andere gelijkgestelde organen en de centrale banken, voor zover het gaat om personeelsleden (ambtenaren of anderen) die zich bezighouden met taken die rechtstreeks verband houden met de openbare rechtsmacht van de Staat of van een ander publiekrechtelijk lichaam.

Het personeel van de rechterlijke orde valt dus onder de uitzondering voorzien in artikel 48, 4, van het Verdrag van Rome.

#### 3. Nihil.

C. Gerechtelijke politie, Veiligheid van de Staat en Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie

#### 1. Nihil.

2. De gerechtelijke politie (het koninklijk besluit van 26 september 1994 is niet van toepassing op deze personeelsleden): Belg zijn is de voorwaarde, omdat de betrekkingen (politieambt) rechtstreeks deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhouden.

De buitendiensten van de Veiligheid van de Staat (het koninklijk besluit van 26 september 1994 is van toepassing, de inspecteurs en commissarissen zijn riksambtenaren): Belg zijn is de voorwaarde, omdat de betrekkingen rechtstreeks werkzaamheden omvatten die strekken tot de bescherming van de algemene belangen van de Staat.

Het Nationaal Instituut voor de criminalistiek en criminologie:

a) Voor de betrekkingen van het leidinggevend wetenschappelijk personeel kan gesteld worden dat ze deelname aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden (het NICC vervult onder meer de functie van centraal laboratorium voor de gerechtelijke politie).

b) Voor de betrekkingen van het niet-leidinggevend wetenschappelijk personeel kan gesteld worden dat ze onrechtstreeks deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden (het verrichten van expertises, het maken van studies op het vlak van het strafrechtelijk beleid).

c) Voor de betrekkingen van het niet-wetenschappelijk personeel kan gesteld worden dat ze geen deelname aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden, en de titularissen ervan ofwel Belg ofwel de nationaliteit van een andere lidstaat van de Europese Unie moeten bezitten (toepassing van artikel 6, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het toegevoegd vorsingspersoneel en van het beheerspersoneel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat).

3. Alle personeelsleden van deze drie diensten hebben op dit ogenblik de Belgische nationaliteit.

#### D. Strafinrichtingen

Het bestuur Strafinrichtingen opteert voor de vereiste van de Belgische nationaliteit bij het aanwerven van personeelsleden voor de strafinrichtingen.

Door interne bevordering kunnen de penitentiaire ambtenaren en het administratief personeel opklimmen tot vertrouwensposten in de gevangenis, zodat zij taken die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van openbare rechtsmacht kunnen uitoefenen.

Bovendien hebben de buitendiensten van het bestuur Strafinrichtingen volgens een koninklijk besluit van 12 augustus 1991 de machtiging om wapens te dragen.

Om die redenen werd beslist om de aanwerving van personeel in de buitendiensten te beperken tot personen met Belgische nationaliteit.

#### Vraag nr. 164 van de heer Anciaux d.d. 10 juni 1996 (N.):

#### *Beperking van de bewegingsvrijheid van het Baskische echt paar Moreno-Garcia.*

Naar verluidt heeft de geachte minister aan zijn Spaanse collega beloofd de bewegingsvrijheid van het Baskische echtpaar Moreno-Garcia te beperken zodat ze België niet zouden kunnen ontvluchten.

Existe-t-il un accord de ce genre entre le ministre de la Justice et son collègue espagnol Ricardo Marti Fluxa, secrétaire d'État à la Sécurité ? Si oui, comment la surveillance est-elle exercée et sur quelle base l'honorable ministre limite-t-il la liberté de mouvement de ces deux citoyens européens ?

**Réponse :** La question fait sans doute référence à une dépêche de l'AFP du 24 mai 1996 selon laquelle le secrétaire d'État espagnol à la sécurité, M. Ricardo Marti Fluxa, aurait affirmé avoir reçu du ministre belge de la Justice des garanties sur une restriction de la liberté de mouvement du couple basque Moreno-Garcia, réfugié en Belgique et soupçonné à Madrid d'appartenir à l'organisation séparatiste basque ETA.

Cette même dépêche reprend l'information selon laquelle le ministère belge de la Justice s'est pour sa part refusé à confirmer cette information.

Il apparaît en effet que l'interprétation des propos de M. Marti Fluxa n'a pas été correcte et en aucun cas quelque garantie que ce soit ne pourrait être donnée concernant une restriction de la liberté de mouvement de personnes remises en liberté à l'occasion d'une procédure d'extradition dans l'état actuel de la législation belge.

Il apparaît cependant qu'une revendication constante de l'Espagne et que tout État tiers dispose de la possibilité de prendre des mesures contraignantes à l'égard des personnes devant faire l'objet d'une extradition mais dont la procédure est suspendue aux fins de les empêcher de quitter le territoire sur lequel ils ont été réperéés.

Cette volonté s'est retrouvée concrétisée dans le cadre d'une déclaration sur l'extradition approuvée lors du comité exécutif des pays Schengen, le 27 juin 1996. Au terme de cette déclaration, il est prévu que tout État requis fasse le nécessaire pour que, lors d'une décision de suspension de la détention extraditionnelle, des mesures appropriées puissent être prises afin que la personne réclamée n'ait pas l'occasion de se soustraire à son extradition après que la décision en aura été prise, et, si son droit national ne contient pas une base juridique suffisante pour adopter les mesures en question, il s'engage à entamer, dans le respect des règles constitutionnelles, les mesures légales pour obtenir l'objectif énoncé ci-dessus.

## Ministre de la Fonction publique

### Question n° 36 de M. Anciaux du 19 septembre 1996 (N.) :

**AGCD.—Celluleantifraude.—Comitésupérieurdecontrôle.**

L'équipe ICD, la cellule antifraude de l'AGCD, est supprimée *de facto* depuis le lundi 2 septembre 1996. Sur papier, l'équipe existe toujours, mais en pratique, cette cellule d'enquête particulièrement méritante se trouve réduite au silence du fait que les six commissaires adjoints du Comité supérieur de contrôle (CST) ont été « obligés » de retourner sur les bancs de l'école. Ces six enquêteurs du CST doivent, en effet, tout comme leurs collègues dudit comité, se soumettre à cette obligation s'ils veulent pouvoir prétendre à une promotion. Cette promotion est nécessaire, dans l'éventualité d'un démantèlement du CST, pour pouvoir passer à la police judiciaire. Comme ils devront suivre jusqu'au début du mois de mars 1997 un cours de recyclage constitué de journées de cours de plein exercice, l'instruction toujours en cours d'un certain nombre de dossiers AGCD risque de ne pas être menée à son terme.

Il y a quelques mois, le secrétaire d'État Moreels avait pourtant déclaré que l'équipe de l'ICD serait renforcée et que les enquêtes en cours seraient menées à bonne fin. M. Van der Maelen, le président de la commission de suivi de l'AGCD, affirme lui aussi que le secrétaire d'État Moreels lui avait garanti il y a quelques mois que le scénario actuel ne se produirait pas. C'est le contraire qui semble se passer aujourd'hui. Actuellement, il reste une série de dossiers dans lesquels toute la vérité n'a pas encore été faite et qui

Is er een overeenkomst van die aard tussen de minister van Justitie en zijn Spaanse collega, de staatssecretaris voor Veiligheid, Ricardo Marti Fluxa? Zo ja, op welke manier wordt deze bewaking uitgevoerd en op welke gronden baseert de geachte minister zich om de bewegingsvrijheid van deze twee Europese burgers in te perken?

**Antwoord :** De vraag verwijst wellicht naar een officieel bericht van het AFP van 24 mei 1996. De Spaanse staatssecretaris voor Veiligheid, de heer Ricardo Marti Fluxa, zou daarin hebben bevestigd dat hij van de Belgische minister van Justitie waarborgen heeft verkregen inzake de beperking van de bewegingsvrijheid van het Baskische echtpaar, Moreno-Garcia, die naar België zijn gevlogen en in Madrid ervan worden verdacht deel uit te maken van de Baskische separatistische organisatie ETA.

In hetzelfde officieel bericht wordt ook vermeld dat het Belgische ministerie van Justitie geweigerd heeft die informatie te bevestigen.

Het blijkt immers dat de woorden van de heer Marti Fluxa niet correct zijn geïnterpreteerd en dat in geen enkel geval enige waarborg kan worden gegeven inzake een beperking van de bewegingsvrijheid van personen, die opnieuw in vrijheid zijn gesteld naar aanleiding van een uitleveringsprocedure krachtens de huidige Belgische wetgeving.

Een constante eis van Spanje blijkt evenwel erop te zijn gericht iedere derde Staat de mogelijkheid te bieden dwingende maatregelen te nemen ten aanzien van personen die moeten worden uitgeleverd, maar waarbij de procedure geschorst is om te voorkomen dat zij het grondgebied waar zij gevonden zijn, verlaten.

Deze wens is uitgewerkt in het kader van de verklaring inzake de uitlevering die op 27 juni 1996 tijdens het uitvoerend comité van de Schengen-landen is goedgekeurd. Aan het einde van de verklaring is bepaald dat iedere aangezochte Staat het nodige doet opdat bij een beslissing tot schorsing van de hechtenis met het oog op uitlevering, geschikte maatregelen kunnen worden genomen zodat de betrokken persoon zich niet aan de uitlevering kan onttrekken, nadat de beslissing ertoe is genomen. Indien het nationale recht van de Staat geen voldoende juridische grondslagen omvat om de maatregelen ter zake te nemen, verbindt de Staat zich ertoe mits inachtneming van de grondwettelijke regels, de wettelijke maatregelen te treffen om hogervermelde doelstelling te bereiken.

## Minister van Ambtenarenzaken

### Vraag nr. 36 van de heer Anciaux d.d. 19 september 1996 (N.) :

**ABOS.—Anti-fraudecel. — Hoog Comité van toezicht.**

De anti-fraudecel op het ABOS, het OSI-team, is vanaf maandag 2 september 1996 feitelijk opgeheven. Op papier bestaat het team nog, doch in de praktijk wordt deze bijzondere verdienstelijke onderzoekscommissie monddood gemaakt en dit doordat de zes adjunct-commissarissen van het Hoog Comité van toezicht (HKT) « verplicht » worden zich in de schoolbanken te nestelen. Deze zes HKT-speurders worden, net als hun andere HKT-collega's, hiertoe verplicht indien zij in aanmerking wensen te komen voor promotie. Dit is noodzakelijk — om bij een eventuele ontmanteling van het HKT — naar de gerechtelijke politie te kunnen overstappen. Door het gegeven dat zij tot begin maart 1997 deze bijscholingscursus, die uit volledige lesdagen is opgebouwd, zullen volgen dreigen een aantal nog niet volledig onderzochte ABOS-dossiers niet afgerond te worden.

Enkele maanden geleden verklaarde staatssecretaris Moreels nochtans dat het OSI-team zou worden versterkt en de lopende onderzoeken zouden worden afgehandeld. Ook de heer Van der Maelen, voorzitter van de ABOS-opvolgingscommissie, stelt dat hem enkele maanden geleden door staatssecretaris Moreels werd gegarandeerd dat het huidige scenario niet zou plaatsvinden. Het tegendeel schijnt nu het geval te zijn. Momenteel zijn er echter nog een pak dossiers waarin de waarheid nog niet volledig aan het

requièrent un personnel suffisant. Il s'agit notamment des dossiers concernant la surtarification par le biais de la société de transport anversoise Comartrans, les hôpitaux mobiles de Modulmed, la fabrique de tours de Mondiale 88 en Indonésie, Coopibo, ainsi que l'installation de dessalement au Cap-Vert. Entre-temps, Reginald Moreels a déjà laissé entendre qu'il n'était pour rien dans cette mesure.

L'honorable ministre pourrait-il répondre aux questions suivantes ?

N'estime-t-il pas inopportun qu'au moment, précisément, où la cellule d'enquête de l'ICD parvient à des résultats importants et éccueurs, on réduise cette équipe au silence en décimant son effectif, puisque les enquêteurs du CST se voient pratiquement contraints de suivre un cours de recyclage ?

2. Comment l'honorable ministre peut-il justifier cette décision ?

3. Quelles dispositions prendra-t-il pour que l'examen des dossiers encore pendents puissent se poursuivre avec le même professionnalisme ?

4. Cette décision a-t-elle été prise en concertation avec le secrétaire d'État Moreels, qui avait pourtant déclaré que l'équipe de l'ICD serait renforcée ?

5. Il me revient également que certaines des enquêtes anti-fraude menées par l'équipe de l'ICD auraient révélé de nouveaux indices de fraude. Sera-t-il possible, le cas échéant, à la requête de la commission de suivi de l'AGCD, de faire procéder à des enquêtes supplémentaires ? Comment ces dossiers seront-ils traités à l'avenir ?

**Réponse :** 1. La formation en cause, organisée à l'École de criminologie et de criminalistique du ministère de la Justice, constitue une des exigences objectives de capacité prévues par les dispositions spécifiques du statut des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle comme conditions des promotions, dans le souci d'une objectivation accrue de la carrière administrative et pécuniaire de ces enquêteurs. La fixation du programme et du calendrier de cette formation, pas plus que les enquêtes du Comité supérieur de contrôle, ne relèvent toutefois de la compétence du ministre de la Fonction publique.

2. Voir point 1.

3. Faisant suite notamment à divers échanges de vue avec le secrétaire d'État à la Coopération au Développement et d'un examen juridique approfondi de la problématique, le ministre de la Fonction publique avait demandé au ministre de la Justice, par lettre du 15 décembre 1995, d'examiner dans quelle mesure une nouvelle session des cours et examens en cause pourrait à court terme être programmé pour 1997 ou 1998, s'il y a lieu avec une participation financière de son département, afin de pouvoir répartir en deux groupes la vingtaine d'enquêteurs concernés.

Conscient des difficultés, notamment en ce qui concerne «l'OSI-team», le ministre de la Justice a informé le 20 septembre 1996 le ministre de la Fonction publique de sa décision de demander à l'École de criminologie et de criminalistique d'organiser en 1998, pour les besoins des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle, une nouvelle session desdits cours et examens.

Par note du 23 septembre 1996 de l'administrateur général du Comité supérieur de contrôle, les 23 enquêteurs concernés en ont été avertis. Toutefois, les enquêteurs qui, pour suivre cette formation, avaient dû suspendre leur participation à d'importantes enquêtes ont été formellement invités, en dehors de toute mesure contraignante, à se mettre sans retard à la disposition des autorités judiciaires concernées ou du président du Comité supérieur de contrôle, pour reprendre leur collaboration à ces enquêtes importantes. Ainsi que souligné par le ministre de la Justice, «leurs droits et promotions ne se trouveront nullement préjudicier par ce retard».

Seuls deux d'entre eux ayant répondu positivement à cette invitation ministérielle (dont aucun des membres de «l'OSI-team»), les mesures contraignantes requises pour ne pas entraver la poursuite d'enquêtes délicate menées par le Comité supérieur de

licht is gekomen en voldoende mankracht een vereiste is. Het gaat hier met name om de volgende dossiers: overtarifiëring via het Antwerpse transportbedrijf Comartrans, de mobiele hospitalen van Modulmed, de draaibankenfabriek van Mondiale 88 in Indonesië, Coopibo alsook de ontziltingsinstallatie in Kaapverdië. Ondertussen heeft Reginald Moreels reeds laten verstaan dat hij geen schuld treft voor deze maatregel.

Van de geachte minister zou ik graag op de volgende vragen een antwoord krijgen.

1. Is de geachte minister niet van mening dat het ongepast is dat juist op een ogenblik dat de OSI-onderzoekscl tot belangrijke en wraakroepende resultaten komt men dit team monddood maakt en dit door het personeelsbestand uit te dunnen aangezien de HKT-speurders quasi verplicht worden een bijscholingscursus te volgen ?

2. Hoe kan de geachte minister deze beslissing verantwoorden ?

3. Hoe zal de geachte minister ervoor zorgen dat de nog lopende dossiers op eenzelfde professionele wijze zullen uitgevoerd worden ?

4. Is de beslissing in samenspraak gebeurd met staatssecretaris Moreels, die nochtans had gesteld dat het OSI-team ging versterkt worden ?

5. Eveneens verneem ik dat een aantal door het OSI-team uitgevoerde fraude-onderzoeken naar nieuwe gevallen van vermeende fraude hebben geleid. Zal het mogelijk zijn om, evenueel in opdracht van de ABOS-opvolgingscommissie, bijkomend onderzoek te laten verrichten ? Hoe zullen deze dossiers in de toekomst worden aangepakt ?

**Antwoord:** 1. De opleiding waarvan sprake, georganiseerd aan de School voor criminologie en criminalistiek van het ministerie van Justitie, vormt een van de objectieve bekwaamheidseisen voorzien door de specifieke bepalingen van het enquêteursstatuut van het Hoog Comité van toezicht als promotievoorwaarden, met als bedoeling een verhoogde objectivering van de administratieve en geldelijke carrière van die enquêteurs. De vaststelling van het programma en de kalender van die opleiding, enkel de onderzoeken van het Hoog Comité van toezicht, valt nochtans onder de bevoegdheid van de minister van Ambtenarenzaken.

2. Zie 1.

3. De minister van Ambtenarenzaken had nochtans in zijn brief van 15 december 1995, ten gevolge diverse uitwisselingen van standpunten met de staatssecretaris van Ontwikkelings-samenwerking en een grondig juridisch onderzoek van de problematiek, gevraagd aan de minister van Justitie te onderzoeken in welke mate een nieuwe lessen- en examenreeks op korte termijn zou kunnen worden geprogrammeerd voor 1997 of 1998, of ze plaatsvindt met een finandiële tussenkomst van zijn departement, om het twintigtal enquêteurs waarvan sprake te kunnen verdelen in twee groepen.

Zich bewust van de moeilijkheden meer bepaald wat betreft het «OSI-team», heeft de minister van Justitie op 20 september 1996 de minister van Ambtenarenzaken ingelicht over zijn beslissing de School voor criminologie en criminalistiek te vragen in 1998 een nieuwe reeks te organiseren van voorgenoemde lessen en examens, om te beantwoorden aan de noden van de enquêteurs van het Hoog Comité van toezicht.

Bij nota van 23 september 1996 van de administrateur-generaal van het Hoog Comité van toezicht werden de 23 enquêteurs in kwestie ingelicht. De enquêteurs die om die opleiding te volgen hun deelname aan belangrijke onderzoeken hebben moeten opschorten, werden nochtans formeel uitgenodigd, zonder enige verplichting zich onmiddellijk ter beschikking te stellen van de desbetreffende gerechtelijke overheden of van de voorzitter van het Hoog Comité van toezicht, om hun medewerking aan belangrijke onderzoeken te hervatten. Ook onderstreept door de minister van Justitie, «hun rechten en promoties zullen geenszins schade ondervinden door deze achterstand».

Omdat slechts twee onder hen positief hebben geantwoord op die ministeriële uitnodiging (waaronder geen enkel lid van het «OSI-team»), moesten de bindende maatregelen, vereist om de voortzetting van delicate onderzoeken geleid door het Hoog

contrôle ont dû être prises au nom des nécessités impérieuses du service. Ainsi, ce 4 octobre, saisi d'une demande en ce sens de la présidente a.i. du Comité supérieur de contrôle et agissant en concertation avec les cabinets tant du ministre de la Justice que du ministre de la Fonction publique, l'administrateur général du comité, par l'intermédiaire du directeur de l'École de criminologie et de criminalistique, a donné ordre aux cinq enquêteurs de «l'OSI-team» qui suivaient les cours de l'école de reprendre leurs enquêtes à compter du lundi 7 octobre 1996. Toutes les enquêtes du Comité supérieur de contrôle concernant l'AGCD ont ainsi pu redémarrer. Il en va de même de la collaboration du comité au dossier «KS-Super Club», assurée par deux enquêteurs de «l'OSI-team», et de sa collaboration au dossier «Baulieu», assurée par les enquêteurs ayant antérieurement donné suite à l'invitation des ministres compétents.

#### 4. Voir point 3.

5. La question concerne la teneur d'enquêtes menées par le Comité supérieur de contrôle ou la politique d'enquêtes de cette institution. Elle sort donc de la sphère de compétence du ministre de la Fonction publique.

## Ministre de la Défense nationale

### Question n° 50 de M. Anciaux du 28 août 1996 (N.):

#### *Présence du «promoteam» de l'armée belge à la «Megafestatie» à Gand.*

Du 29 juin au 7 juillet s'est déroulée à Gand la «Megafestatie». L'armée y était également très largement représentée (stand d'information général, service de déminage, troupes du génie, etc.). Elle avait également déployé des tanks et des jeeps à l'extérieur du complexe où se tenait cette manifestation. Selon des informations qui m'ont été fournies par des personnes qui se sont rendues sur place, les jeunes pouvaient également y tester de vrais fusils Fall. Un milicien déclara même à ces personnes qu'ils étaient armés de vraies balles qui coûtaient 27 francs/pièce. On pouvait également y circuler dans un vrai tank. Le conducteur répondit à une question de l'un des passagers que les chenilles n'étaient pas faites pour les déplacements sur de l'asphalte. Toujours selon la même source, les chenilles s'usent beaucoup plus sur l'asphalte que sur le terrain «normal» de la guerre. Il semble que ces chenilles coûtent extrêmement cher. On m'a dit également que nombre de militaires présents à la «megafestatie» ont tué le temps en faisant du rollerskate, en flanant, en se promenant sur internet, etc.

J'aimerais que l'honorable ministre réponde aux questions suivantes.

1. Est-il exact que l'on pouvait tirer avec de vraies balles au stand du tir et que le public pouvait y tester ses aptitudes de tir? Combien de balles a-t-on tirées au total au cours de cette «Megafestatie»? Quel est le coût par balle? Comment l'honorable ministre peut-il justifier que l'on ait pu tirer avec de vraies balles?

2. Quel est le coût des chenilles de tanks?

3. Combien de militaires ont-ils participé à la «Megafestatie»? Quelle est la dépense de personnel totale que cette manifestation de 9 jours a entraînée?

4. Pour quelle raison l'armée était-elle représentée à la «Megafestatie» alors que ce happening de 9 jours poursuivait surtout les objectifs d'amusement, de détente, etc.? Pourquoi l'armée était-elle représentée de manière aussi importante (divers stands)?

**Réponse:** 1. Étant donné qu'un simulateur de tir a été utilisé, aucune balle de guerre n'a été tirée. Il est par ailleurs peu probable qu'un milicien ait pu donner une information exacte puisque les derniers miliciens ont été renvoyés dans leurs foyers en 1995, suite à la suspension du service militaire.

2. 30 988 francs par paire.

Comité van toezicht niet te hinderen, genomen worden in naam van de dringende noden van de dienst. Zo heeft de administrateur-generaal van het comité, met tussenkomst van de directeur van de School voor criminologie en criminalistiek, op 4 oktober, op aanvraag van de voorzitter a.i. van het Hoog Comité van toezicht en in overleg met de kabinetten van zowel de minister van Justitie als de minister van Ambtenarenzaken, opdracht gegeven aan vijf enquêteurs van het «OSI-team» die de cursussen aan de school volgden, hun onderzoeken te hervatten vanaf maandag 7 oktober 1996. Alle onderzoeken van het Hoog Comité van toezicht betreffende ABOS konden op die manier weer op gang komen. Hetzelfde geldt voor de medewerking van het Hoog Comité van toezicht aan het dossier «KS-Super Club», verzekerd door twee enquêteurs van het «OSI-team», en voor de medewerking aan het dossier «Beaulieu», verzekerd door de enquêteurs die voordien gevuld gegeven hadden aan vooroemde uitnodiging van de bevoegde ministers.

#### 4. Zie 3.

5. De vraag betreft de inhoud van de onderzoeken geleid door het Hoog Comité van toezicht of het onderzoeksbeleid van die instelling. Ze vloeit dus voort uit de bevoegdheidssfeer van de minister van Ambtenarenzaken.

## Minister van Landsverdediging

### Vraag nr. 50 van de heer Anciaux d.d. 28 augustus 1996 (N.):

#### *Aanwezigheid van het «promoteam» van het Belgische leger op de Megafestatie te Gent.*

Tussen 29 juni en 7 juli vond te Gent de «Megafestatie» plaats. Ook het leger was daar in zeer sterke mate vertegenwoordigd (algemene infostand, ontmijningsdienst, genietroepen, enz.). Buiten het complex waarin deze manifestatie plaatshad waren ook nog tanks en jeeps opgesteld. Uit informatie die ik heb verkregen van personen die daar ter plaatse zijn geweest hadden de jongeren de mogelijkheid om ook eens echte Fall-geweren uit te testen. Een milicien vertelde zelf aan deze personen dat het echte kogels waren en dat ze 27 frank per stuk kosten. Eveneens kon men met een echte tank meerrijden. De bestuurder verklaarde op vraag van één van de inzittenden dat de rupsbanden niet geschikt waren om op het asfalterrein rond te rijden. Op asfalt verslijten ze immers, aldus nog volgens dezelfde bron, veel sneller dan op het «normale» oorlogsterrein. De kostprijs van dergelijke rupsbanden is naar het schijnt fenomenaal hoog. Eveneens verneem ik dat vele van de aanwezige militairen hun tijd hebben gedood met te «in line skaten», te flaneren, te «webben», enz.

Graag zou ik van de geachte minister op de volgende vragen een antwoord hebben verkregen.

1. Klopt het dat er op de schietstand met echte kogels werd geschoten en dat het publiek hun schietkunsten even mochten uittesten? Hoeveel kogels werden er dan wel tijdens deze Megafestatie verschoten? Wat is de kostprijs per kogel? Hoe kan de geachte minister motiveren dat er met echte kogels werd geschoten?

2. Wat is de kostprijs van de rupsbanden van tanks?

3. Hoeveel militairen werden ingezet op de Megafestatie? Wat is de totale personeelskost geweest voor deze negen dagen durende manifestatie?

4. Waarom was het leger op de Megafestatie vertegenwoordigd aangezien deze 9-dagse happening zich voornamelijk richtte naar amusement, ontspanning, enz.? Waarom was het leger in een wel zeer sterke mate (verscheidene stands) vertegenwoordigd?

**Antwoord:** 1. Er werd een schietimulator gebruikt en er werd dus geen enkele kogel afgevuurd. Het is trouwens weinig waarschijnlijk dat een milicien accurate informatie zou verstrekken hebben, aangezien de laatste miliciens in 1995 huiswaarts werden gestuurd na de opschoring van de dienstplicht.

2. 30 988 frank per paar.

3. 54 militaires ont été engagés. Ceci n'a provoqué aucun surcoût par rapport au traitement normal de ces membres du personnel.

4. Comme institution au service de la nation, les forces armées sont souvent présentes lors d'événements qui attirent beaucoup de jeunes. Le succès que connaît le stand des forces armées prouve que les jeunes apprécient cette présence.

#### Question n° 52 de M. Destexhe du 30 août 1996 (Fr.):

##### *Envoy de F16 en ex-Yougoslavie.*

J'ai déjà eu l'occasion de regretter la non-participation des forces aériennes belges aux opérations de l'OTAN de septembre 1995 en Bosnie. L'utilisation de la force aérienne a été un élément décisif pour amener les belligérants — en particulier les forces serbes — à signer les Accords de Dayton.

Un des arguments évoqué à l'époque pour justifier la non-participation de nos forces aériennes a été l'absence de contre-mesures actives sur nos F16. Depuis lors, plusieurs avions ont été équipés de ce système.

1. Avez-vous l'intention d'envoyer nos F16 sur ce théâtre d'opérations ?

2. Dans l'affirmative, dans quels délais ?

**Réponse :** L'honorable membre voudra bien trouver ci-dessous la réponse à sa question.

J'ai l'intention de suggérer prochainement au gouvernement d'envoyer des avions F16 sur le théâtre d'opérations de la Bosnie et de la Slavonie orientale.

#### Question n° 53 de M. Destexhe du 30 août 1996 (Fr.):

##### *Commandement Territorial Interforce.*

Une des caractéristiques du plan de restructuration de l'armée belge a été la création d'un Commandement Territorial Interforce (CTI).

Ce concept a suscité quelques crispations.

1. Depuis quand le CTI est-il opérationnel ?

2. Pouvez-vous évaluer le fonctionnement de ce nouvel outil, ce nouveau concept ? Êtes-vous satisfait ? Envisagez-vous une évolution ou des modifications dans le fonctionnement de ce CTI ?

**Réponse :** L'honorable membre est prié de trouver ci-après la réponse à ses questions.

1. Le Commandement Territorial Interforces (ITC) est opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1995.

2. Pour ce qui est des compétences et de la structure de l'ITC, en particulier la dépendance fonctionnelle du Groupement d'appui médical, des décisions seront prises prochainement. Quoi qu'il en soit, les principes de mise en commun des moyens, de personnel et d'infrastructure entre les diverses composantes des forces armées ne seront pas remis en question. En suivant cette ligne, on peut réunir des équipements, regrouper des commandes et partager certains services. Cette politique de «single management» sera poursuivie. Il est clair toutefois que des leçons seront tirées de la mise en place et des premiers mois de fonctionnement de l'ITC, afin d'en faire un outil efficace et efficient.

#### Question n° 57 de Mme De Bethune du 6 octobre 1996 (N.):

##### *Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes.*

Le texte de cette question est identique à celui de la question n° 29 adressée au Premier ministre, et publiée plus haut (p. 1398).

3. 54 militairen werden ingezet. Dit veroorzaakte geen enkele meerkost ten aanzi van de normale bezoldiging van deze personeelsleden.

4. De krijgsmacht is, als instelling die ten dienste staat van de natie, vaak aanwezig op manifestaties waar veel jongeren zijn. Uit het succes dat de stand van de krijgsmacht kent blijkt dat de jongeren dit trouwens naar waarde weten te schatten.

#### Vraag nr. 52 van de heer Destexhe d.d. 30 augustus 1996 (Fr.):

##### *Zenden van F16 naar ex-Joegoslavië.*

Ten tijde van de NAVO-operaties van september 1995 in Bosnië heb ik reeds mijn spijt uitgesproken over de niet-deelname van de Belgische luchtmacht. Het inzetten van de luchtmacht was van doorslaggevend belang om de oorlogvoerende partijen — vooral de Servische krijgsmacht — ertoe te brengen de Akkoorden van Dayton te ondertekenen.

Een van de argumenten om de niet-deelname van onze luchtmacht te verklaren, was toen het ontbreken van actieve afweermiddelen op onze F16. Sindsdien zijn echter verschillende vliegtuigen uitgerust met dit systeem.

1. Is het uw bedoeling om de F16 naar het operationeel te zenden ?

2. Indien ja, binnen welke termijnen ?

**Antwoord :** Het geachte lid gelieve hierbijgevoegd het antwoord op zijn vraag te vinden.

Ik heb de intentie binnenkort aan de regering voor te stellen F16-vliegtuigen naar het operatietoneel van Bosnië en Oost-Slavonië te sturen.

#### Vraag nr. 53 van de heer Destexhe van 30 augustus 1996 (Fr.):

##### *Intermachten Territoriaal Commando.*

Een van de kenmerken van het herstructureringsplan van het Belgische leger was de oprichting van een Intermachten Territorial Commando (ITC).

Dit concept heeft echter enige wrevel opgewekt.

1. Sinds wanneer is het ITC operationeel ?

2. Kunt u de werking van dit nieuwe apparaat, dit nieuwe concept, reeds evalueren ? Bent u er tevreden over ? Voorziet u een bepaalde evolutie of wijzigingen in de werking van dit ITC ?

**Antwoord :** Het geachte lid gelieve het antwoord te willen vinden op de door hem gestelde vragen.

1. Het Intermachten Territoriaal Commando (ITC) is operationeel sinds 1 juli 1995.

2. Wat betreft de bevoegdheden en de structuur van het ITC, en in het bijzonder de functionele afhankelijkheid van de Groepe-ring Medische Steun, zullen er binnenkort beslissingen genomen worden. Hoe dan ook, zullen de principes voor het samenbrengen van de middelen, personeel en infrastructuur tussen de verschillende componenten van de strijdkrachten, niet in vraag gesteld worden. In die zin kan men uitrustingen, hergroeperen van de commando's en deelnemen in verschillende diensten samenbrengen. Deze politiek van «single management» zal voortgezet worden. Het is echter duidelijk dat er lessen zullen getrokken worden uit de inplaatsstelling, alsook uit de werking van het ITC na de eerste maanden, teneinde meer rendement en meer doeltreffendheid te bekomen.

#### Vraag nr. 57 van mevrouw de Bethune d.d. 6 oktober 1996 (N.):

##### *Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.*

De tekst van deze vraag is dezelfde als van vraag nr. 29 aan de Eerste minister, die hiervoor werd gepubliceerd (blz. 1398).

**Réponse:** L'honorable membre est prié de trouver ci-après la réponse à ses questions.

1. Au cours de l'année dernière, j'ai procédé aux recrutements et/ou changements suivants au sein de mon cabinet:

**Antwoord:** Het geachte lid hierna het antwoord te willen vinden op de door haar gestelde vragen.

1. Tijdens het voorbije jaar ben ik overgegaan tot aanwervingen/of veranderingen binnnen mijn kabinet:

	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen
a) Membres: places attribuées. — <i>Leden: toegekende plaatsen</i> . . . . .	1	1
b) Agents d'exécution: places attribuées. — <i>Uitvoeringspersoneel: toegekende plaatsen</i> . . . . .	4	3
c) Agents auxiliaires: place attribuée. — <i>Hulppersonnel: toegekende plaats</i> . . . . .	1	—

2. Répartition actuelle du personnel de mon cabinet:

2. Huidige verdeling van het personeel van mijn kabinet:

	Hommes — Mannen	Femmes — Vrouwen
a) Membres. — <i>Leden</i> . . . . .	7	3
b) Agents d'exécution. — <i>Uitvoeringspersoneel</i> . . . . .	10	18
c) Agents auxiliaires. — <i>Hulppersonnel</i> . . . . .	6	3
Total. — <i>Totaal</i> . . . . .	23	24

## SOMMAIRE PAR OBJET — ZAAKREGISTER

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
	* Question sans réponse			* Vraag zonder antwoord
	** Réponse provisoire			** Voorlopig antwoord

### **Premier ministre Eerste minister**

18. 9.1996	26	Olivier	Cabinets ministériels. — Composition. Ministeriële kabinetten. — Samenstelling.	1397
25. 9.1996	28	Anciaux	Services secrets américains. — Pénétration dans le système informatique de l'UE. Amerikaanse geheime diensten. — Inbraak in EU-computers.	1397
6.10.1996	29	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1398

### **Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie et des Télécommunications Vice-Eerste minister en minister van Economie en Telecommunicatie**

29. 8.1996	79	Anciaux	* Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yougoslavie. Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.	1385
29. 8.1996	80	Anciaux	* Usine d'armement. — FN-Herstal. — Arabie saoudite. — Falsification de documents. Wapenfabriek. — FN-Herstal. — Saoedi-Arabië. — Documentenfraude.	1385

### **Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Vice-Eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken**

23.10.1995	39	Mme/Mevr. de Bethune	Statistiques ventilées selon le sexe concernant les demandes d'asile et de reconnaissance en tant que réfugié politique en Belgique. Naar geslacht opgesplitste statistieken inzake aanvragen tot asiel en tot erkenning als politiek vluchtelng in België.	1399
15.12.1995	70	Destexhe	Statut des Bosniaques en Belgique. Statut van de Bosniërs in België.	1401
28. 8.1996	168	Anciaux	* Accueil des nomades vivant dans des roulettes. Opvang van woonwagengebruikers.	1386
29. 8.1996	169	Hostekint	* Pratique en Belgique du tir au fusil dit «d'ordonnance». Beoefenen in België van het geweerschieten in de discipline «Ordnancegeweer».	1386
6. 9.1996	171	Verreycken	Brabant flamand. — Gouverneur adjoint. — Personnel. — Budget. — Nombre de plaintes. Vlaams-Brabant. — Adjunct-gouverneur. — Personeel. — Budget. — Aantal klachten.	1402

### **Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel**

15. 7.1996	103	Caluwé	Nalatenschap. — Tekortschatting. — Openbaarheid van bestuur. Succession. — Insuffisance d'évaluation. — Publicité de l'administration.	1402
------------	-----	--------	---	------

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
14. 8.1996	106	D'Hooghe	Réseau de fraude au Luxembourg. Het Luxemburgse fraudecircuit.	1403
21. 8.1996	107	Hatry	Taux de conversion du franc belge en euro. Omrekeningskoers van de Belgische frank in euro.	1405
21. 8.1996	108	Hatry	Imposition distincte. Afzonderlijke aanslag.	1407
23. 8.1996	110	Hatry	Recettes fiscales et parafiscales. — Statistiques. Fiscale en parafiscale ontvangsten. — Statistieken.	1407
23. 8.1996	111	Hatry	Apport de branches d'activité en immunisation d'impôts. Inbreng van bedrijfsafdelingen of takken van bedrijvigheid met vrijstelling van belasting.	1408
28. 8.1996	112	Olivier	* Inscription obligatoire au registre de la population. — Recours au Conseil d'État. — Caractère suspensif. — Taxe communale due. Verplichte inschrijving in het bevolkingsregister. — Beroep bij de Raad van State. — Schorsend karakter. — Verschuldigde gemeentebelasting.	1387
28. 8.1996	113	Anciaux	* Ministère des Finances. — Composition du collège des chefs de service. — Parité linguistique. Ministerie van Financiën. — Samenstelling college van diensthoofden. — Taalpariteit.	1387
30. 8.1996	114	Hatry	Associés actifs. — Administrateurs de société. — Charges professionnelles. — Intérêts. Werkende vennooten. — Bestuurders van vennootschappen. — Beroepskosten. — Interessen.	1411
6. 9.1996	115	Anciaux	Trafic de contrefaçons en Belgique. Smokkel van namaakgoederen in België.	1411

**Vice-Premier ministre et ministre du Budget**  
**Vice-Eerste minister en minister van Begroting**

6.10.1996	15	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1415
-----------	----	----------------------	---	------

**Ministre de la Santé publique et des Pensions**  
**Minister van Volksgezondheid en Pensioenen**

29. 8.1996	59	Anciaux	* Emploi du cannabis comme remède dans la sclérose en plaques. Gebruik van cannabis als medicijn bij multiple sclerose.	1388
29. 8.1996	60	Anciaux	* Mention en une seule langue d'un avertissement sur des jouets pour enfants. Eéntalig vermelden van waarschuwingen op kinderspeelgoedjes.	1388

**Ministre des Affaires étrangères**  
**Minister van Buitenlandse Zaken**

26. 8.1996	72	Hazette	Conséquences de la faillite de la SA Containerline ABC-Anvers. Gevolgen van het faillissement van de NV Containerline ABC-Anvers.	1415
28. 8.1996	73	Destexhe	Adoption internationale. Internationale adoptie.	1415
28. 8.1996	74	Anciaux	* Violation des droits de l'homme en Bulgarie. Schendingen van de mensenrechten in Bulgarije.	1389
29. 8.1996	75	Anciaux	Légalisation de documents de mariage par l'ambassade belge au Pakistan. Legaliseren van huwelijksdocumenten door de Belgische ambassade in Pakistan.	1416

Date	Question n°	Auteur	Objet	Page
Datum	Vraag nr.		Voorwerp	Bladzijde
30. 8.1996	76	Destexhe	* Pédophiles belges arrêtés en Thailande. — Poursuites en Belgique. Belgische pedofielen aangehouden in Thailand. — Vervolging in België.	1389

**Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'égalité des chances entre hommes et femmes**  
**Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen**

29. 8.1996	51	Anciaux	Nombre d'accidents (du travail) mortels dus à des installations électriques situées le long de la voie publique. Aantal dodelijke (arbeids-)ongevallen aan elektrische installaties langs de openbare weg.	1418
9. 9.1996	52	Verreycken	** Missions d'étude et d'enquête. Studie- en onderzoeksopdrachten.	1395

# Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

6. 9.1996	43	Desmedt	Brocantes. — Application de l'arrêté royal du 3 avril 1995. Rommelmarkten. — Toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1995.	1421
6. 9.1996	44	Bock	Importation de viande de bœuf. Invoer van rundvlees.	1419
6. 9.1996	45	Anciaux	Aide européenne à l'agriculture et aux entreprises. — Fonctionnement du Bureau d'intervention et de restitution belge (BIRB). Europese steun aan landbouw en ondernemingen. — Werking van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau (BIRB).	1419
9. 9.1996	48	Verreycken	Missions d'étude et d'enquête. Studie- en onderzoekondrachten.	1419

## **Ministre des Transports Minister van Vervoer**

29. 8.1996	60	Anciaux	* Liaison ferroviaire Neerpelt-Anvers. Spoorwegverbinding Neerpelt-Antwerpen.	1389
29. 8.1996	61	Anciaux	* SNCB. — Bruxelles-Central. — Dépôt des bagages. — Langue des récé- pissés. NMBS. — Brussel-Centraal. — Bagagebewaarplaats. — Taal van de ontvangstbewijzen.	1390
29. 8.1996	62	Hazette	* Répartition de places fumeurs et non fumeurs à bord des trains. Verdeling van de rokers- en niet-rokersplaatsen in de trein.	1391

## **Ministre de la Justice Minister van Justitie**

18. 7.1995	8	Erdman	Arrêté royal réglant le délai et les modalités du recours des tiers prétenant droit sur une chose confisquée.	1422
8.12.1995	77	Anciaux	Koninklijk besluit tot vaststelling van de termijn waarbinnen en de wijze waarop een rechtsmiddel kan worden aangewend door derden die beweren recht te hebben op een verbeurdverklaarde zaak.  Plaintes introduites par des citoyens belges auprès de la Commission européenne des droits de l'homme à Strasbourg. — Langue dans laquelle la défense de l'État belge est rédigée.  Klachten van Belgische burgers bij de Europese Commissie voor de rechten van de mens te Straatsburg. — Taal van het verweer van de Belgische overheid.	1425

Date — Datum	Question n° — Vraag nr.	Auteur	Objet — Voorwerp	Page — Bladzijde
29. 3.1996	130	Mme/Mevr. de Bethune	Recrutement d'étrangers par les services publics. Recruitering van vreemdelingen in de openbare diensten.	1426
10. 6.1996	164	Anciaux	Limitation de la liberté de mouvement du couple basque Moreno-Garcia. Beperking van de bewegingsvrijheid van het Baskische echtpaar Moreno-Garcia.	1427
28. 8.1996	191	Destexhe	* Naturalisations. — Nombre. — Pays d'origine. Naturalisaties. — Aantal. — Land van herkomst.	1391
29. 8.1996	192	Anciaux	* Application à des cohabitants non mariés de dispositions légales relatives aux conjoints. Toepassing op ongehuwde samenwonenden van wetsbepalingen betreffende gehuwden.	1391
29. 8.1996	193	Anciaux	* Trafic d'armes en provenance de l'ex-Yugoslavie. Wapenhandel vanuit ex-Joegoslavië.	1392
29. 8.1996	194	Anciaux	* Trafic d'armes international. Illegale internationale wapenhandel.	1392
29. 8.1996	195	Raes	* Service de vente par correspondance à caractère national-socialiste Excalibur. Nationale-socialistische verzenddienst Excalibur.	1392

**Ministre de la Fonction publique**  
**Minister van Ambtenarenzaken**

19. 9.1996	36	Anciaux	AGCD. — Cellule antifraude. — Comité supérieur de contrôle. ABOS. — Anti-fraudecel. — Hoog Comité van toezicht.	1428
------------	----	---------	--	------

**Ministre de la Défense nationale**  
**Minister van Landsverdediging**

28. 8.1996	50	Anciaux	Présence du «promoteam» de l'armée belge à la «Megafestatie» à Gand. Aanwezigheid van het «promoteam» van het Belgische leger op de Megafestatie te Gent.	1430
30. 8.1996	51	Destexhe	* Participation belge à l'OTAN. Belgische deelname aan de NAVO.	1393
30. 8.1996	52	Destexhe	Envoi de F16 en ex-Yugoslavie. Zenden van F16 naar ex-Joegoslavië.	1431
30. 8.1996	53	Destexhe	Commandement Territorial Interforce. Intermachten Territoriaal Commando.	1431
6.10.1996	57	Mme/Mevr. de Bethune	Cabinet. — Représentation des hommes et des femmes. Kabinet. — Vertegenwoordiging van vrouwen en mannen.	1431

**Secrétaire d'État à la Coopération au Développement, adjoint au Premier ministre**  
**Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste minister**

29. 8.1996	39	Anciaux	* AGCD. — Médecins sans frontières. — SCRL Transfert. ABOS. — Artsen zonder grenzen. — CVBA Transfer.	1393
------------	----	---------	--	------

**Secrétaire d'État à la Sécurité, adjoint au ministre de l'Intérieur, et**  
**Secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à l'Environnement,**  
**adjoint au ministre de la Santé publique**

**Staatssecretaris voor Veiligheid, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken, en**  
**Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu,**  
**toegevoegd aan de minister van Volksgezondheid**

29. 8.1996	38	Olivier	* Émissions de CO <sub>2</sub> . — Stabilisation en l'an 2000. — Mesures fédérales. CO <sub>2</sub> -uitstoot. — Stabilisatie tegen het jaar 2000. — Federale maatregelen.	1394
------------	----	---------	---	------